



Société Anonyme au capital de 6 217 799 €

Siège social : 7/11 rue Castéja - 92200 Boulogne-Billancourt

RCS : Nanterre 431 928 365

ALSTS
LISTED
NYSE
ALTERNEXT.

Document d'information

Transfert de la totalité des actions de la société de la cote du Marché

Libre sur le marché NYSE Alternext

Premières négociations le 30 Septembre 2010



Listing Sponsor

Avertissement

Ce Document de Présentation est réalisée dans le cadre d'un transfert sur Alternext. Cette opération ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de NYSE Alternext (www.alternext.fr) et sur celui de la Société (www.group-sts.com).

SOMMAIRE

1	PERSONNES RESPONSABLES	8
1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT D'INFORMATION	8
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	8
2	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	9
2.1	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES	9
2.2	COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS	9
3	PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIERES.....	11
4	LES FACTEURS DE RISQUES	12
4.1	RISQUES PARTICULIERS LIES A L'ACTIVITE	12
4.1.1	RISQUES CLIENTS.....	12
4.1.2	RISQUE DE DEPENDANCE DES FOURNISSEURS/PARTENAIRES.....	12
4.1.3	GESTION DE LA CROISSANCE.....	12
4.1.4	RISQUE LIE AUX STOCKS	13
4.1.5	RISQUE LIE A LA SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	13
4.1.6	RISQUE DE NON-PAIEMENT	13
4.1.7	RISQUE LIE AUX ACQUISITIONS FUTURES.....	13
4.1.8	RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT.....	13
4.1.9	RISQUES LIES AUX SYSTEMES ET A L'INFRASTRUCTURE	13
4.2	RISQUES JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES.....	14
4.2.1	RISQUES LIES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
4.2.2	DEPENDANCE VIS-A-VIS DES COLLABORATEURS CLES.....	14
4.2.3	ASSURANCES	14
4.2.4	RISQUES LIES A LA REGLEMENTATION.....	15
4.3	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	15
4.4	RISQUES FINANCIERS.....	16
4.4.1	RISQUE DE CHANGE.....	16
4.4.2	RISQUE DE TAUX	16
4.4.3	RISQUE DE LIQUIDITE	17
4.4.4	RISQUE ACTIONS	17
4.5	RISQUES LIES A LA COTATION	17
4.5.1	RISQUES LIES AU TRANSFERT DU MARCHE LIBRE SUR NYSE ALTERNEXT	17
4.5.2	LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE SUR LE MARCHE NYSE ALTERNEXT D'EURONEXT PARIS POURRAIT CONNAITRE DES VARIATIONS SIGNIFICATIVES.....	18
4.5.3	L'ADMISSION DES TITRES A LA COTE D'UN MARCHE NON REGLEMENTE ET DONC, L'ABSENCE POUR L'ACTIONNAIRE DES GARANTIES CORRESPONDANTES	18
5	INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	19
5.1	HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE	19
5.1.1	DENOMINATION SOCIALE ET NOM COMMERCIAL DE LA SOCIETE	19
5.1.2	LIEU ET NUMERO D'ENREGISTREMENT DE LA SOCIETE	19
5.1.3	DATE DE CONSTITUTION ET DUREE.....	19
5.1.4	SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE, FORME JURIDIQUE, LEGISLATION REGISSANT SES ACTIVITES	19
5.1.4.1	SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE ET FORME JURIDIQUE	19

5.1.4.2	LEGISLATION REGISSANT LES ACTIVITES DE LA SOCIETE	20
5.1.5	ÉVENEMENTS IMPORTANTS DANS LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE LA SOCIETE.....	20
5.2	INFORMATIONS BOURSIERES	22
5.2.1	EVOLUTION DU COURS DE BOURSE ET DES VOLUMES ECHANGES	22
5.2.2	PROCEDURE DE TRANSFERT SUR NYSE ALTERNEXT A PARIS.....	23
5.2.3	INFORMATIONS TECHNIQUES	24
5.3	INVESTISSEMENTS	24
5.3.1	PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS REALISES	24
	Flux net de trésorerie généré par l'activité.....	24
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	24
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	24
5.3.2	INVESTISSEMENTS EN COURS	24
5.3.3	INVESTISSEMENTS A VENIR	25
5.3.4	SITUATION DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2010	25
6	APERÇU DES ACTIVITES	27
6.1	PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE	27
6.1.1	PROFIL DE STS GROUP	27
6.1.2	L'OFFRE EXISTANTE	27
6.1.2.1	STS SUITE	27
6.1.2.2	STS SAAS FACTORY	30
6.1.3	LES NOUVELLES OFFRES	32
6.2	EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU GROUPE	33
6.2.1	L'ADOSSEMENT DE STS GROUP A RISC GROUP	33
6.2.2	RAPPEL SUR LE CONTEXTE DE L'OPERATION STS GROUP - RISC GROUP	35
6.2.3	PRESENTATION DE RISC GROUP	36
6.3	LE MARCHE.....	37
6.3.1	LE MARCHE DU SAAS.....	37
6.3.2	LE MARCHE DE LA GED	37
6.3.3	LES OPPORTUNITES DE MARCHE.....	38
6.3.4	LES DOMAINES D'APPLICATION.....	38
6.3.5	POSITION CONCURRENTIELLE ET PRINCIPAUX CONCURRENTS	39
6.3.6	FORCES ET FAIBLESSES DES CONCURRENTS	42
6.4	STRATEGIE.....	43
6.4.1	PRINCIPAUX OBJECTIFS A MOYEN TERME.....	43
6.4.2	STRATEGIE D'ALLIANCES ET DE PARTENARIATS.....	43
6.4.2.1	PARTENARIAT IBM	43
6.4.2.2	PARTENARIAT EMC	44
6.4.2.3	TYPES DE CIBLES RECHERCHEES	44
6.4.3	MODE DE COMMERCIALISATION ET MOYENS MIS EN ŒUVRE.....	45
6.4.4	CATEGORIES DE PARTENAIRES DE STS GROUP	46
6.4.5	PARTS DE MARCHE VISEES	48
6.4.5.1	LE SAAS STS GROUP : UNE EXTERNALISATION DU PROCESSUS DE CONFIANCE NUMERIQUE	49
6.4.5.2	LA FACTURE ELECTRONIQUE.....	49
6.4.5.3	LE BULLETIN DE SALAIRE ET LE CONTRAT DE TRAVAIL ELECTRONIQUE	50
6.4.5.4	LE VOTE ELECTRONIQUE.....	51
6.4.5.5	LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS..	53
6.4.5.6	DEMATERIALISATION DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES	53

6.4.5.7	DEMATERIALISATION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE.....	53
6.4.6	LES PLATEFORMES DE CONFIANCES EN MODE SAAS.....	53
6.4.6.1	POSITIONNEMENT DU PROJET DANS L'ACTIVITE.....	53
6.4.6.2	AVANTAGE COMPETITIF POUR STS GROUP	54
6.4.7	REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUITS OU LIGNE DE PRODUITS, PAR CLIENTS	54
6.4.8	CIRCUITS DE DISTRIBUTION, PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (NATIONAL/INTERNATIONAL).....	55
6.4.9	PORTEFEUILLE CLIENTS	56
6.5	LES EVENEMENTS QUI ONT MARQUE L'EXERCICE 2009 DE STS GROUP	56
7	ORGANIGRAMME	60
7.1	ORGANIGRAMME JURIDIQUE.....	60
7.2	ROLES ET CHIFFRES CLES DES PRINCIPALES FILIALES	60
8	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS.....	61
8.1	DESCRIPTIF	61
8.2	QUESTION ENVIRONNEMENTALE.....	61
9	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT.....	62
9.1	SITUATION ET EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE STS GROUP AU COURS DE L'EXERCICE 2009.....	62
9.2	ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2009.....	67
9.3	EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2009.....	69
9.4	EXAMEN COMPARATIF DES COMPTES ET RESULTATS 2009 ET 2008.....	72
9.5	EVOLUTION COMPARATIVE DE LA SITUATION FINANCIERE DE STS GROUP EN 2009 ET 2008	74
9.6	FACTEURS EXTERNES IMPORTANTS INFLUANT SENSIBLEMENT SUR LES OPERATIONS DE L'EMETTEUR	76
10	TRESORERIE ET CAPITAUX	77
10.1	CAPITAUX DE L'EMETTEUR.....	77
10.2	FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	77
10.3	CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT	78
10.4	RESTRICTIONS EVENTUELLES A L'UTILISATION DES CAPITAUX.....	78
10.5	SOURCES DE FINANCEMENTS ATTENDUES, NECESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS.....	79
11	RECHERCHE & DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	80
11.1	DEPENSES PASSES ET A VENIR EN TERMES DE R&D.....	80
11.2	AIDES DE L'ANVAR	80
11.3	PRINCIPAUX SAVOIR-FAIRE ET/OU TECHNOLOGIES MAITRISES PAR STS GROUP	80
11.4	PROTECTIONS INDUSTRIELLES MISES EN ŒUVRE (BREVETS, MARQUES, MODELES ...) 81	
11.5	SITUATION NORMATIVE ET REGLEMENTAIRE (CERTIFICATIONS ACQUISES EN COURS, CONTRAINTES LIEES AU DOMAINE D'ACTIVITES)	82
11.5.1	ÉVOLUTION DU DROIT EN MATIERE DE PREUVE ELECTRONIQUE.....	82
11.5.2	LOIS ET NORMES	82
12	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES.....	84

12.1	PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTE LES VENTES, COUTS ET PRIX DE VENTE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE.....	84
12.2	TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE, DEMANDE, D'ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SUR LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE.....	84
13	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....	85
14	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	86
14.1	DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS DE LA SOCIETE	86
14.1.1	INFORMATIONS GENERALES RELATIVES AUX DIRIGEANTS ET ADMINSTRATEURS	86
14.1.2	AUTRES MANDATS SOCIAUX ET FONCTIONS EXERCEES	86
14.1.3	BIOGRAPHIES DES DIRIGEANTS ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	93
14.2	CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE LA DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	94
15	REMUNERATIONS ET AVANTAGES DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS.....	95
15.1	REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES DIRIGEANTS	95
15.2	SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DIRIGEANTS.....	96
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	97
16.1	DIRECTION DE LA SOCIETE	97
16.1.1	CUMUL DES FONCTIONS DE DIRECTEUR GENERAL ET DE PRESIDENT DU CONSEIL	97
16.1.2	MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	97
16.1.3	DIRECTION.....	98
16.2	CONTRATS ENTRE LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA SOCIETE .	99
16.2.1	CONTRATS DE TRAVAIL	99
16.2.2	CONTRAT DE LIQUIDITE	99
16.3	COMITES D'AUDIT, DE REMUNERATION ET GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	99
17	SALARIES.....	100
17.1	PRESENTATION DE L'EQUIPE DIRIGEANTE	100
17.2	PRESENTATION DU PERSONNEL SALARIE	101
17.3	EFFECTIF CONSOLIDE DU GROUPE.....	102
17.4	PARTICIPATION DES DIRIGEANTS ET STOCK OPTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRIGEANTS.....	102
17.5	PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE	102
17.6	CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION	102
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	103
18.1	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 24 SEPTEMBRE 2010	103
18.2	ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	103
18.3	DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	103
18.4	CONTROLE DE LA SOCIETE	104
18.5	ACCORDS POUVANT ENTRAINDER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	104
18.6	ETAT DES INSCRIPTIONS	104

19	CONVENTIONS REGLEMENTEES : PRINCIPAUX ACTIONNAIRES ET OPERATIONS AVEC LES APPARANTES.....	105
20	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	106
20.1	INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES.....	106
20.1.1	COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009 ET AU 31 DECEMBRE 2008.....	106
20.1.2	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES CLOS AU 31 DECEMBRE 2009.....	110
20.1.3	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES CLOS AU 31 DECEMBRE 2008.....	124
20.1.4	COMPTES SOCIAUX RELATIFS AUX EXERCICES CLOS AUX 31 DECEMBRE 2009 ET 2008.....	141
20.1.5	NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX CLOS AU 31 DECEMBRE 2009.....	145
20.1.6	NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX CLOS AU 31 DECEMBRE 2008.....	164
20.2	VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES ANNUELLES HISTORIQUES.....	177
20.2.1	RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE CONSOLIDE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009.....	177
20.2.2	RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE CONSOLIDE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008.....	180
20.2.3	RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2009.....	182
20.2.4	RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2009.....	185
20.2.5	RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2008.....	189
20.2.6	RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2008.....	192
20.3	DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES.....	196
20.4	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	196
20.4.1	DIVIDENDES VERSES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES.....	196
20.4.2	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	196
20.5	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE.....	196
20.6	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE...	196
21	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	197
21.1	CAPITAL SOCIAL.....	197
21.1.1	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL.....	197
21.1.2	TITRES NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL.....	197
21.1.3	ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS.....	197
21.1.4	CAPITAL AUTORISE NON EMIS.....	197
21.1.5	CAPITAL POTENTIEL.....	198
21.1.6	VALEURS MOBILIERES COMPLEXES.....	198
21.1.7	OPTIONS OU ACCORDS PORTANT SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE.....	198
21.1.8	EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL.....	199
21.1.8.1	EVOLUTION GENERALE DU CAPITAL SOCIAL DEPUIS LA CREATION DE LA SOCIETE...	199
21.1.8.2	REPARTITION DU CAPITAL AU 24 SEPTEMBRE 2010.....	201
21.2	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS.....	201
21.2.1	OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS).....	201
21.2.2	EXERCICE SOCIAL (ARTICLE 31 DES STATUTS).....	202
21.2.3	DISPOSITIONS STATUTAIRES OU AUTRES RELATIVES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	202

21.2.3.1	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 15 DES STATUTS).....	202
21.2.3.2	ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 16 DES STATUTS).....	203
21.2.3.3	DELIBERATIONS DU CONSEIL (ARTICLE 17 DES STATUTS)	203
21.2.3.4	POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 18 DES STATUTS)	204
21.2.3.5	DIRECTION GENERALE (ARTICLE 19 DES STATUTS)	205
21.2.3.6	REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DU DIRECTEUR GENERAL, DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 20 DES STATUTS)	208
21.2.3.7	CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL OU UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU AVEC CERTAIN DE SES ACTIONNAIRES (ARTICLE 21 DES STATUTS)	208
21.2.4	DISPOSITIONS STATUTAIRES OU AUTRES RELATIVES AUX ASSEMBLEES GENERALES	209
21.2.4.1	ASSEMBLEES GENERALES (ARTICLE 23 DES STATUTS).....	209
21.2.4.2	CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES (ARTICLE 24 DES STATUTS)	210
21.2.4.3	ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS (ARTICLE 26 DES STATUTS).....	210
21.2.4.4	DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES (ARTICLE 27 DES STATUTS).....	211
21.2.4.5	ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE (ARTICLE 29 DES STATUTS).....	211
21.2.4.6	ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE (ARTICLE 30 DES STATUTS).....	211
21.2.5	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS DE LA SOCIETE (ARTICLE 12 DES STATUTS)	212
21.2.6	DISPOSITIFS PERMETTANT DE RETARDER, DIFFERER OU EMPECHER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	212
21.2.7	FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES	213
21.2.8	STIPULATIONS PARTICULIERES REGISSANT LES MODIFICATIONS DU CAPITAL	214
21.2.9	RAPPEL DES PRINCIPALES OBLIGATIONS LIEES A LA COTATION SUR NYSE ALTERNEXT	214
22	CONTRATS IMPORTANTS	216
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS.....	217
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	218
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	219
26	GLOSSAIRE	221

1 Personnes responsables

1.1 Responsable du Document d'Information

Monsieur Bernard CALVIGNAC

Président Directeur Général de STS GROUP (ci-après « STS GROUP » ou la « Société »).

1.2 Attestation de la personne responsable

« A ma connaissance, et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations contenues dans le présent document d'information sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société et de ses filiales ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Fait à Boulogne Billancourt, le 29 septembre 2010

Monsieur Bernard CALVIGNAC

Président-Directeur Général

2 Contrôleurs légaux des comptes

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Bernard Birot Paul Continente

Représenté par Monsieur Paul CONTINENTE

16, rue Pierre de Fermat

31000 Toulouse

Nommé par l'AGE du 23 décembre 2000, renouvelé par AGO du 21 juin 2007 pour une durée de 6 ans expirant à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire se tenant dans l'année 2013 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

FIGESTOR

Représenté par Monsieur Jean-François COLOMES

54 avenue du Général Leclerc

92100 Boulogne Billancourt

Nommé par l'AGE du 28 avril 2009, pour une durée de 6 ans expirant à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire se tenant dans l'année 2015 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

Monsieur Bernard BIROT

16, rue Pierre de Fermat

31000 Toulouse

Nommé par l'AGE du 23 décembre 2000, renouvelé par AGO du 21 juin 2007 pour une durée de 6 ans expirant à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire se tenant dans l'année 2013 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

EREC ASSOCIES

Représenté par Monsieur Didier Lechevalier

86 rue du Dôme

92100 Boulogne Billancourt

Nommé par l'AGE du 28 avril 2009, pour une durée de 6 ans expirant à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire se tenant dans l'année 2015 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

3 Principales informations financières

Les données ci-dessous sont extraites des comptes consolidés audités de STS GROUP :

(en K€)	31-déc-09	31-déc-08
Chiffres d'affaires	25 134	16 282
Résultat d'exploitation	10 731	6 659
Résultat courant des sociétés intégrées	10 439	6 736
Résultat net des sociétés intégrées	6 492	5 029
Résultat net Part du Groupe	6 187	5 027
Capitaux propres	55 616	41 773
Actif immobilisé net	36 495	29 680
Disponibilités et VMP	16 332	20 170
Emprunts et dettes financières	11 147	13 086
Total Bilan	74 948	57 904

4 Les facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document d'Information, y compris les risques décrits dans le présent Chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de la Société. Les risques présentés dans le présent Chapitre sont ceux que la Société considère, à la date du présent Document d'Information, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

4.1 Risques particuliers liés à l'activité

4.1.1 Risques Clients

STS GROUP ne connaît pas de dépendance commerciale vis à vis des principaux clients.

Le premier client a représenté près de 11,9% du chiffre d'affaires consolidé en 2009. Aucune tendance ne laisse à penser que la dépendance de STS GROUP vis à vis d'un client vienne à s'accroître au point de fragiliser la position du Groupe.

4.1.2 Risque de dépendance des fournisseurs/partenaires

Le premier fournisseur de STS GROUP représentait environ 14,1% des achats totaux qui eux-mêmes ne représentent que 1,4% du chiffre d'affaires H.T. consolidé 2009 du Groupe. Ce point ne constitue en aucun cas une dépendance éventuelle dans la mesure où STS GROUP dispose également de contrats avec d'autres fournisseurs avec qui la société travaille ponctuellement.

4.1.3 Gestion de la croissance

Le Groupe est en phase de croissance importante, notamment depuis la prise de participation majoritaire au sein de RISC GROUP. Toute croissance génère des difficultés inhérentes dans les domaines techniques, commerciaux et administratifs. Néanmoins, STS GROUP considère que savoir gérer la croissance fait partie intégrante de son métier et de l'expérience passée de ses dirigeants.

4.1.4 Risque lié aux stocks

STS GROUP ne détient pas de stocks.

4.1.5 Risque lié à la saisonnalité de l'activité

Il n'y a pas de saisonnalité dans l'activité de STS GROUP et, par conséquent, pas de variation significative du chiffre d'affaires trimestriel.

4.1.6 Risque de non-paiement

Il est inexistant à ce jour et les créances douteuses sont provisionnées à 100% du montant H.T.

4.1.7 Risque lié aux acquisitions futures

Dans le cadre de sa croissance externe, STS GROUP est amené à développer une politique de croissance externe sélective. L'objectif de STS GROUP est de cibler des sociétés évoluant dans le même secteur d'activité de façon à tendre vers la position de leader européen dans le domaine de l'archivage électronique légal.

4.1.8 Risques liés à l'environnement

Compte tenu de son activité, la Société ne crée pas de risques environnementaux.

4.1.9 Risques liés aux systèmes et à l'infrastructure

Plusieurs risques doivent être pris en compte

- Le risque de défaillance des systèmes informatiques : la société génère peu de transactions si bien qu'un rattrapage manuel en cas de défaillance serait possible manuellement ;
- Le risque de dégradation ou destruction du matériel et de perte de données : tant pour la partie gestion que pour la partie développement, des sauvegardes journalières avec stockage extérieur et séparé sont réalisées ;

- Le risque de dysfonctionnement lié au piratage : la Société a pris toutes les dispositions pour sécuriser à ses activités en ligne mais le risque lié à l'utilisation des technologies ne peut être réduit à néant.

4.2 Risques juridiques et réglementaires

4.2.1 Risques liés à la propriété intellectuelle

STS GROUP est propriétaire de tous les éléments de propriété intellectuelle nécessaires à l'exploitation du groupe (dénominations sociales, noms de domaines Internet).

4.2.2 Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

Pour assurer sa croissance et établir son leadership, la Société est composée historiquement d'une équipe de management de 5 personnes expérimentées et actionnaires ce qui lui permet :

- de disposer de sécurités (notion de « back up ») tant sur un plan technique que commercial
- de ne pas concentrer trop de pouvoirs sur une seule et même personne

4.2.3 Assurances

Les principales polices d'assurances souscrites par STS GROUP sont les suivantes :

- APOLLO, Responsabilité civile STS GROUP
- CHOBET, dommages aux biens
- AXA, assurance voitures
- AGF, assurances des locaux et du matériel informatique.

STS GROUP estime que les polices d'assurance décrites ci-dessus couvrent de manière raisonnable l'ensemble des risques majeurs inhérents à son activité et que sa politique d'assurance est en adéquation avec les pratiques retenues dans son secteur d'activité.

A la connaissance de la Société, il n'y a pas de risques significatifs non assurés ou des risques significatifs assurés en interne.

4.2.4 Risques liés à la réglementation

La particularité de STS GROUP est d'opérer dans le domaine de l'archivage à but de preuve et donc de devoir apporter à ses clients une solution prenant en compte les obligations réglementaires nationales et internationales liées à une fonction (par exemple, la conservation des données en matière de ressources humaines) ou à un métier (conservation des plans de fabrication des voitures).

Les solutions d'archivage électronique légal proposées répondent :

- aux textes de loi (code civil et décrets d'application qui donnent à l'électronique la même valeur que l'écrit) ;
- aux réglementations spécifiques (archivage des mails, dossier du patient, contraintes CNIL,...) ;
- aux normes qualité en vigueur : AFNOR, MOREQ, ...

4.3 Faits exceptionnels et litiges

La société depuis son origine n'a enregistré aucune procédure judiciaire contre elle et le contrôle fiscal portant sur les exercices 2006, 2007 et 2008 s'est soldé par un redressement fiscal mineur (moins de 100K€) passé en charge sur l'exercice 2009. L'ensemble des Crédits Impôt Recherche obtenus se sont trouvés de facto avalisés au cours de contrôle.

Affaire NUMERICABLE

Un contrat de licence de logiciel et de maintenance a été conclu le 30/11/2006 entre STS GROUP et NUMERICABLE. Suite à une utilisation du logiciel au-delà du seuil d'unités d'œuvres contractuellement convenu, STS GROUP a mis en demeure NUMERICABLE le 30/09/2009 de lui verser une somme d'un montant de 100.000 € HT.

A défaut d'entente, STS GROUP a assigné NUMERICABLE en référés devant le tribunal de commerce de Paris le 29/10/2009. Un jugement a été rendu le 14/05/2010 aux termes duquel le tribunal de commerce de Paris a condamné NUMERICABLE à payer à STS GROUP la somme demandée.

NUMERICABLE s'est acquittée auprès de STS GROUP du paiement du montant total des condamnations, soit de la somme de 105.105,49 € en date du 8/06/2010.

NUMERICABLE a, néanmoins, interjeté appel du jugement du tribunal de commerce de Paris par déclaration en date du 21/06/2010. L'affaire est donc actuellement pendante devant la Cour d'appel de Paris. NUMERICABLE doit conclure au soutien de son appel avant le 21/10/2010.

Affaire prud'homale

Une affaire prud'homme est en cours, relative à un licenciement pour faute grave d'un salarié en juin 2010. Ce dernier réclame au titre d'indemnisation pour rupture brusque du contrat de travail, de discrimination, et de préavis une somme de l'ordre de 140.000 euros.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société

4.4 Risques financiers

4.4.1 Risque de change

Néant.

L'intégralité du chiffre d'affaires des sociétés du Groupe est facturée en euros. Par ailleurs, les dettes et créances du Groupe sont libellées en euros. En conséquence, il n'existe pas de risque de change et la Société n'a recours à aucun instrument de couverture du risque de change..

4.4.2 Risque de taux

Les dettes résiduelles au bilan du 31/12/2009 étaient les suivantes :

- OSEO à hauteur de 682 K€
- Emprunt BPTP à hauteur de 372 K€
- Emprunt Crédit Agricole à hauteur de 309 K€
- Emprunt BP à hauteur de 787K€
- Emprunt achat bureaux Nîmes à hauteur de 167K€
- Emission d'OBSAR à hauteur de 8 333 K€

STS GROUP ne dispose par ailleurs d'aucun découvert bancaire.

Concernant les OBSAR : Emission fin 2008 d'Obligations à Bons de souscription d'actions remboursables, pour un montant de 9 999 900 € soit 150 obligations assorties de 68 400 Bons de

Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2009 (BSAR1) et de 111 600 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2013 (BSAR 2).

Il est à noter que le taux d'intérêt est révisable trimestriellement en fonction du taux EURIBOR 3 mois+0.52%. Sauf remboursement anticipé, l'émetteur remboursera les Obligations en 6 annuités de 25 Obligations (les 30 juin 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014)

Précisons enfin que, compte tenu de son activité, de sa marge brute et de ses frais de structure, STS GROUP dégage des flux de trésorerie d'exploitation positifs qui lui ont permis dans le passé d'autofinancer ses investissements. Ainsi, STS GROUP estime ne pas être confronté à un risque de manque de financement à court ou moyen terme d'autant que l'essentiel de l'investissement logiciel a d'ores et déjà été effectué.

4.4.3 Risque de liquidité

Fin 2009, STS GROUP estime ne pas être confrontée à un risque de liquidité eu égard à sa trésorerie disponible de 12,3 M€ au 31 décembre 2009 jugée suffisante pour honorer ses engagements financiers.

L'échéancier relatif à l'ensemble des engagements et dettes de la société est présenté dans les notes annexes aux états financiers consolidés.

Il n'existe aucune restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de la Société.

4.4.4 Risque actions

Compte tenu de la nature de ses placements (SICAV, FCP et comptes à terme), la Société estime ne pas être confrontée à ce type de risque.

4.5 Risques liés à la cotation

4.5.1 Risques liés au transfert du Marché Libre sur NYSE Alternext

Les titres de la Société sont actuellement inscrits à la cote du Marché Libre. Le transfert sera réalisé par cotation directe sans opération financière concomitante. Aussi, le prix de 1^{ère} cotation sur NYSE Alternext sera égal au dernier cours connu avant radiation de la cote du Marché Libre.

Malgré l'inscription actuelle des titres de la Société à la cote du Marché Libre, aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que le prix des actions offertes dans le cadre de cette admission aux négociations reflètera correctement le cours observé lors des premières négociations sur le marché NYSE Alternext à Paris ni quant à l'établissement d'un marché des actions liquide.

4.5.2 Le cours des actions de la Société sur le marché NYSE Alternext d'Euronext Paris pourrait connaître des variations significatives.

Le cours des actions de la Société sur le marché NYSE Alternext à Paris est susceptible d'être affecté de manière significative par des événements tels que par exemple, des variations du résultat de la Société ou une évolution des conditions de marché propres à son secteur d'activité.

De plus, les marchés boursiers ont connu des variations de cours significatives au cours des dernières années, qui souvent ne reflétaient pas les performances opérationnelles des entreprises cotées. Les fluctuations des marchés boursiers ainsi que du contexte économique, peuvent affecter de façon significative le cours des actions de la Société.

4.5.3 L'admission des titres à la cote d'un marché non réglementé et donc, l'absence pour l'actionnaire des garanties correspondantes.

Les titres STS GROUP ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites au chapitre 21 du présent document d'information.

5 Informations concernant la Société

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Dénomination sociale et nom commercial de la Société

La dénomination sociale de la société est « STS GROUP ».

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

La Société est immatriculée à Nanterre sous le numéro RCS 431 928 365.

5.1.3 Date de constitution et durée

Immatriculée le 26 juin 2000, la Société a été constituée pour une durée de 99 ans, sauf dérogation ou dissolution anticipée.

5.1.4 Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités

5.1.4.1 Siège social de la Société et forme juridique

La Société a été créée sous forme d'une Société à Responsabilité Limitée sous le nom STS FRANCE par acte SSP en date du 19 juin 2000, enregistré à la Recette des Impôts de Muret, le 19 juin 2000, Vol. 322/88 Bord. 232 case 6.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 23 décembre 2000, elle a été transformée en Société Anonyme.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Les coordonnées de la Société sont les suivantes :

Siège social : 7/11 rue Castéjà - 92200 Boulogne-Billancourt

Téléphone : +33 (0)1 46 10 29 30

Site Internet : www.group-sts.com

5.1.4.2 Législation régissant les activités de la Société

Se référer au chapitre 11.5 du présent Document d'Information.

5.1.5 Événements importants dans le développement des activités de la Société

Création de la société

2000

- Création de STS France à Toulouse devenue STS GROUP en 2005.
- Arrivée de Henry CREMADES, Pierre FORT et James COHEN au sein de la Direction Générale.

Elargissement du champ d'activité

2000

- Lancement de la conception de STS.net en version DOTNET (Microsoft) dont le développement est sous-traité.
- Lancement d'offres simples de traitements de flux informatique et de lecture automatique de documents avec restitution sur CD.

Développement du groupe

2000

- Création de STS BELGIUM, afin de traiter un contrat de délégation de personnel d'un client belge d'une durée de 3 ans.

2001

- Création de STS ESPANA, filiale à 94%, dirigée par German PRIETO à Madrid.
- Signature des premiers contrats d'agents et des premiers clients : SAINT GOBAIN, MERIEUX, ESSILOR, ...

2002

- Parallèlement au développement de STS.net, signature des premières références de gestion électronique de documents sur le serveur client léger STS.net : NUMERICABLE/CANAL +, GROUPE des MUTUELLES PYRENNES-BIGORRE, RENAULT NISSAN CREDIT ITALIA, ... -

Rachat des parts restantes à l'actionnaire majoritaire fondateur qui prend sa retraite : COMPULEASE/B CALVIGNAC détenant 100% des actions dont 37,7% cédés à Messieurs CREMADES, FORT et COHEN.

- Décision prise par le Conseil d'Administration de spécialiser STS GROUP et sa filiale STS Espagne dans l'archivage de documents électroniques et donc de céder à COMPULEASE les 2 filiales considérées comme non stratégiques : Société Toulousaine de Services et STS BELGIUM.

2003

- Développement (sous traité) et livraison de la 1ere version JAVA/UNIX de STS.net à WINTHERTUR Espagne.

Vers une offre globale

2004

- Fin du développement de STS.net.
- Distribution du produit en Belgique, Suisse et Allemagne et premières références clients.

1er sem 2005

- Appel d'offre public d'Archivage Electronique Légal de la Banque de France gagné avec le partenaire STERIA ;
- Lancement de la plateforme d'archivage électronique STROMBOLI en partenariat avec EMC et STERIA ;
- Lancement d'une étude destinée à évaluer le potentiel du marché chinois et la meilleure localisation pour la création de STS CHINA en 2006.

2005

- Changement de nom de STS France en STS GROUP
- Octobre : Inscription sur le marché libre

2006

- Juillet : Acquisition de LOGON SI France par les fondateurs de STS GROUP
- Juillet : Acquisition des codes sources des logiciels d'archivage, des contrats de maintenance et de support auprès de LOGON SI France
- Décembre : Signature par LOGON SI France du partenariat technologique avec EMC et décision de créer une filiale commune IMC SOLUTIONS (50,1% détenus par LOGON SI France et 49,9% par Inforca et Systemic, distributeurs européens d'EMC)

2007

- Janvier : Acquisition de 60% du capital de Keyvelop
- Juillet : Acquisition de 100% du capital de LOGON SI France

- Novembre : Acquisition de 100% du capital de la société KEYVOLUTION
- Novembre : Rachat des 50,1% dans IMC SOLUTIONS, détenus par LOGON SI France (transfert de la participation directement sous STS GROUP).
- Décembre : Signature d'un accord de partenariat technologique avec IBM France
- Décembre : Acquisition de 100% du capital de STS Belgium

2008

- Mars : Acquisition de 2x 10% complémentaires dans IMC SOLUTIONS auprès d'Inforca et Systemic pour atteindre 70,1% du capital (application de l'accord initial).
- STS GROUP crée l'offre « STS SaaS Factory » destinée aux opérateurs désireux de mettre en place une plateforme SaaS, intégrant nativement toutes les fonctions de Confiance Numérique, et sur laquelle ils intégreront leurs propres services en ligne.
- Octobre : STS GROUP et Arvato Services créent le projet « Document Channel » qui consiste à créer une suite bureautique unique « 100% web en mode SaaS » qui permette à chaque entreprise de profiter des bénéfices de l'économie numérique appliquée à la gestion de documents.
- Décembre : Augmentation de capital de 3,5M€ sursouscrite

2009

- Mai : STS GROUP fait l'acquisition de IPSCA, le spécialiste espagnol de la certification électronique et complète son offre logiciel de confiance numérique qui repose sur trois piliers : Preuve (logiciel IPSCA), Echange (logiciel Keyvelop), Archivage (logiciel STS GROUP)
- STS GROUP est la première société à collaborer avec l'Université de la méditerranée de Marseille - Fondation Univmed - dans le cadre des nouvelles lois de Valérie Pécresse sur l'autonomie des universités
- Octobre : Accord d'entrée au capital de RISC GROUP comme actionnaire de référence
- Décembre : STS GROUP devient actionnaire à hauteur de 29,4 % du capital de RISC GROUP avant exercice des BSA, et, 25,6% après exercice de la totalité des BSA par les actionnaires.

2010

- Transfert du Marché Libre vers le marché NYSE Alternext

5.2 Informations boursières

5.2.1 Evolution du cours de bourse et des volumes échangés

STS GROUP est inscrit à la cote du Marché Libre de NYSE Euronext Paris depuis le 28 octobre 2005 au cours d'introduction de 8,15€ sous le code ISIN : FR0010173518.

Depuis mi-2007, le cours de bourse et les volumes ont évolué comme suit :



Source : NYSE Euronext

5.2.2 Procédure de transfert sur NYSE Alternext à Paris

Il a été demandé le transfert à la cote d'Alternext de NYSE-Euronext Paris des 6 217 799 actions ordinaires composant le capital de la Société au 29 septembre 2010.

Conformément au paragraphe 3.3 des Règles d'Alternext, cette admission se fera par le biais d'une cotation directe suite au transfert de la cote du Marché Libre sur le marché NYSE Alternext à Paris (compartiment hors OPTF).

Un avis a été publié par NYSE Euronext le 27 Septembre 2010 précisant notamment le calendrier du transfert. La 1^{ère} cotation sur NYSE Alternext est prévue le 30 septembre 2010.

5.2.3 Informations techniques

Code ISIN : FR0010173518

Code Mnémonique : ALSTS

Un contrat de liquidité entre STS GROUP et la société de bourse ODDO Corporate Finance d'une part, et un contrat de Liquidity Provider entre NYSE Euronext et ODDO Corporate Finance ont été mis en œuvre.

Ils permettront au titre STS GROUP de bénéficier d'une cotation en continu dès le 1er jour du transfert.

5.3 Investissements

5.3.1 Principaux investissements réalisés

Le tableau suivant met en évidence les flux de trésorerie générés sur les 3 dernières années par catégorie.

Nature (en euros)	2009	2008	2007
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(1 254 470)	4 129 821	654 826
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	10 739 711	15 200 102	12 375 154
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 139 769)	9 538 537	1 298 198

Les investissements incorporels intègrent les investissements de Recherche & Développement, développés en interne.

Les investissements financiers représentent les prises de participations par la société STS GROUP.

5.3.2 Investissements en cours

A ce jour il est prévu la poursuite des investissements en Recherche & Développement.

5.3.3 Investissements à venir

STS GROUP ne prévoit pas, pour le moment, de réaliser d'investissements significatifs pour les années à venir et pour lesquels les organes de direction de la Société ont pris des engagements fermes.

5.3.4 Situation de trésorerie au 30 juin 2010

Ces tableaux ont été établis à partir d'une situation non auditée au 30 juin 2010 de STS GROUP et hors prise en compte du résultat de la période allant du 1er janvier 2010 au 30 avril 2010.

Capitaux propres et endettement (en K€)

	30/06/2010
Total de la dette courante	-
- faisant l'objet de garanties	-
- faisant l'objet de nantissements	-
- sans garantie, ni nantissement	-
Total de la dette non courante (hors partie courante des dettes long terme)	-
- faisant l'objet de garanties	-
- faisant l'objet de nantissements	-
- sans garantie, ni nantissement	-
Capitaux propres (hors résultat de la période du XXX au XXX)	-
- capital social	6 218
- prime d'émission	36 318
- auto contrôle	-
- réserve légale	475
- résultats accumulés, autres réserves et écarts de conversion	12 914

(en K€)

A	Disponibilités	14 389
B	Instruments équivalents trésorerie	-
C	Valeurs mobilières de placement	10 144
D	Liquidités (A+B+C)	24 533
E	Créances financières à court terme	-
F	Dettes bancaires à court terme	-
G	Part à moins de un an des dettes à moyen et long termes	2 627
H	Autres dettes financières à court terme	-

I	Dettes financières à court terme (F+G+H)	2 627
J	Endettement financier net à court terme (I-E-D)	21 906
K	Emprunts bancaires à plus de un an	4 334
L	Obligations émises	17 169
M	Autres emprunts à plus de un an	4 104
N	Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	25 607
O	Endettement financier net (J+N)	3 701

6 Aperçu des activités

6.1 Présentation générale de la Société

6.1.1 Profil de STS GROUP

STS GROUP (Software for Trusted Services) est le leader de l'Archivage Electronique Légal en Europe. Il est éditeur de la solution logicielle modulaire STS.net, spécialisé dans le domaine de l'archivage électronique des objets numériques sur la totalité de leur cycle de vie.

Le groupe a été créé en 2000, peu après la publication de la directive européenne du 13/12/99 sur la signature électronique, avec pour objet de créer un logiciel capable de traiter tous types de documents, objets numériques et intégrant l'esprit des législateurs au niveau européen, notamment en ce qui concerne l'archivage électronique à valeur légale.

L'objectif stratégique à moyen terme de STS GROUP est de s'imposer comme le leader mondial de l'édition de logiciels d'échanges numériques et de conservation à valeur probante.

Contrairement à d'autres éditeurs dans le domaine de l'archivage électronique, STS GROUP a été créée en vue de maîtriser le flux d'approvisionnement en documents électroniques, pour développer une activité pérenne et rentable d'archivage légal.

6.1.2 L'offre existante

6.1.2.1 STS Suite

Le passage à l'économie numérique

Dès la création de STS GROUP en 2000, ses fondateurs ont compris que la mutation vers l'économie numérique devenait l'enjeu majeur pour toute entreprise ou administration. Mais même si elle apparaît nécessaire, cette évolution n'en constitue pas moins un bouleversement majeur, une véritable « révolution industrielle », et suscite, en tant que telle, de nombreuses interrogations.

1. *Comment garantir l'identification des personnes agissant dans un environnement électronique?*

2. *Comment assurer l'intégrité des données et des documents transmis lors d'un échange électronique ?*
3. *Comment préserver la confidentialité des informations et des données échangées ou conservées sur un support numérique ?*
4. *Comment établir un lien clair entre un document électronique et une personne, opposable sur le plan juridique ?*

C'est pour apporter une réponse concrète à toutes ces interrogations, que STS GROUP a conçu et développé STS Suite, première suite logicielle intégralement dédiée à la gestion de la confiance numérique.

STS GROUP s'est fixé pour mission d'apporter au marché une réponse concrète à toutes ces interrogations, en fournissant l'ensemble des fonctions nécessaires à la constitution d'un véritable Environnement de Confiance Numérique, à savoir :

1. l'établissement de la preuve numérique



2. la gestion d'échanges sécurisés et tracés



3. la conservation de la preuve numérique



Domaines d'application

STS Suite fournit l'ensemble des briques technologiques nécessaires à la mise en œuvre d'un véritable environnement de confiance numérique, condition indispensable au développement d'applications telles que :

- l'archivage à valeur probatoire,
- les échanges et les transactions à valeur probante, la dématérialisation à valeur probante,
- la mise en place de chaîne de certification à valeur probante, le coffre fort électronique universel,
- la délivrance et la gestion de preuves formelles,
- le vote électronique par correspondance.



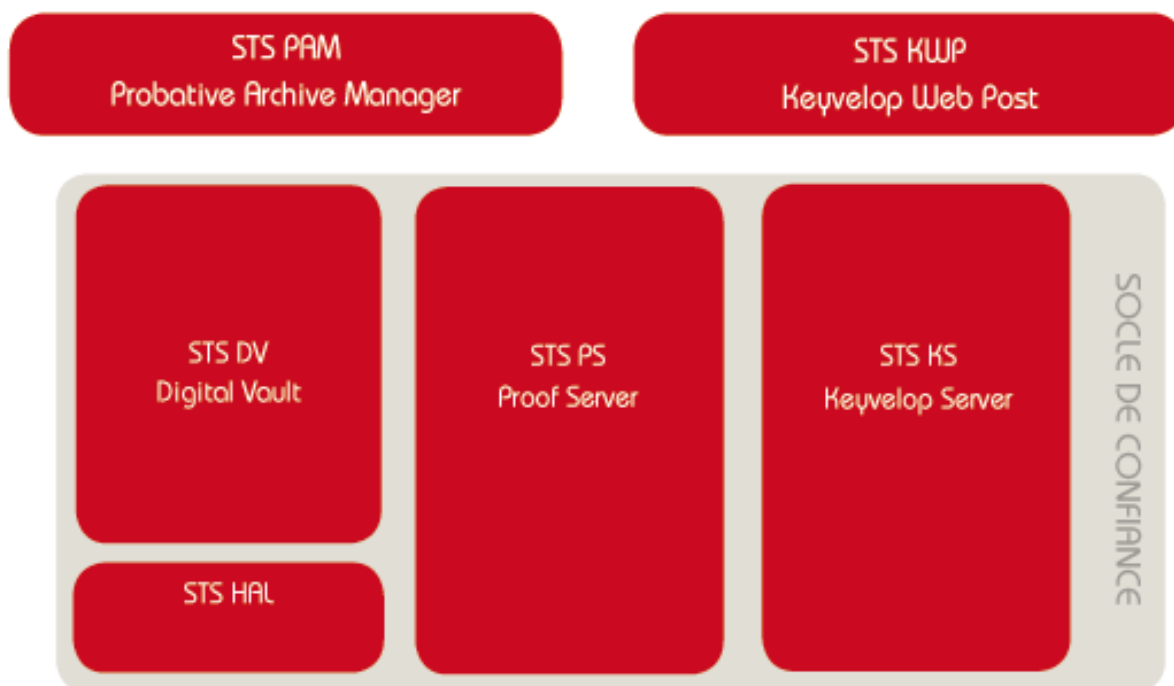
Une offre modulaire

STS Suite est une solution logicielle modulaire intégrant toutes les composantes nécessaires à la mise en place d'un environnement de Confiance Numérique. Conçus pour fonctionner ensemble ou séparément ces différents modules ont chacun leur propre fonction.

Les trois modules de base :

1. STS Digital Vault (et son extension HAL)
2. STS Proof Server
3. STS Keyvelop Server

constituent le socle de confiance, sur lequel s'appuient les modules d'archivage (STS PAM) et d'échange électroniques (STS KWP).



En tant qu'éditeur, STS GROUP propose plusieurs modes de commercialisation:

- en mode licence pour les intégrateurs ou SSII,
- en mode OEM pour des éditeurs d'applications métiers ou de progiciels horizontaux (tels que les ERP, les solutions de stockage et d'archivage...) qui peuvent ainsi aisément intégrer des outils de confiance numérique à leurs solutions

6.1.2.2 STS SaaS Factory

Une conjoncture exceptionnelle

D'après toutes les études récentes, on observe aujourd'hui deux tendances extrêmement marquées sur le marché de l'IT :

- L'explosion des projets liés à la dématérialisation des documents et des processus. Source d'économie, formidable levier de développement, et véritable opportunité pour l'environnement, elle s'impose aujourd'hui comme une des préoccupations majeures des entreprises
- L'adhésion de plus en plus massive des entreprises au modèle SaaS. Capable de combiner plusieurs fonctions et processus métier, voire des technologies en provenance de plusieurs

éditeurs, ce nouveau modèle plus souple et plus économique est en train de révolutionner le marché du logiciel.

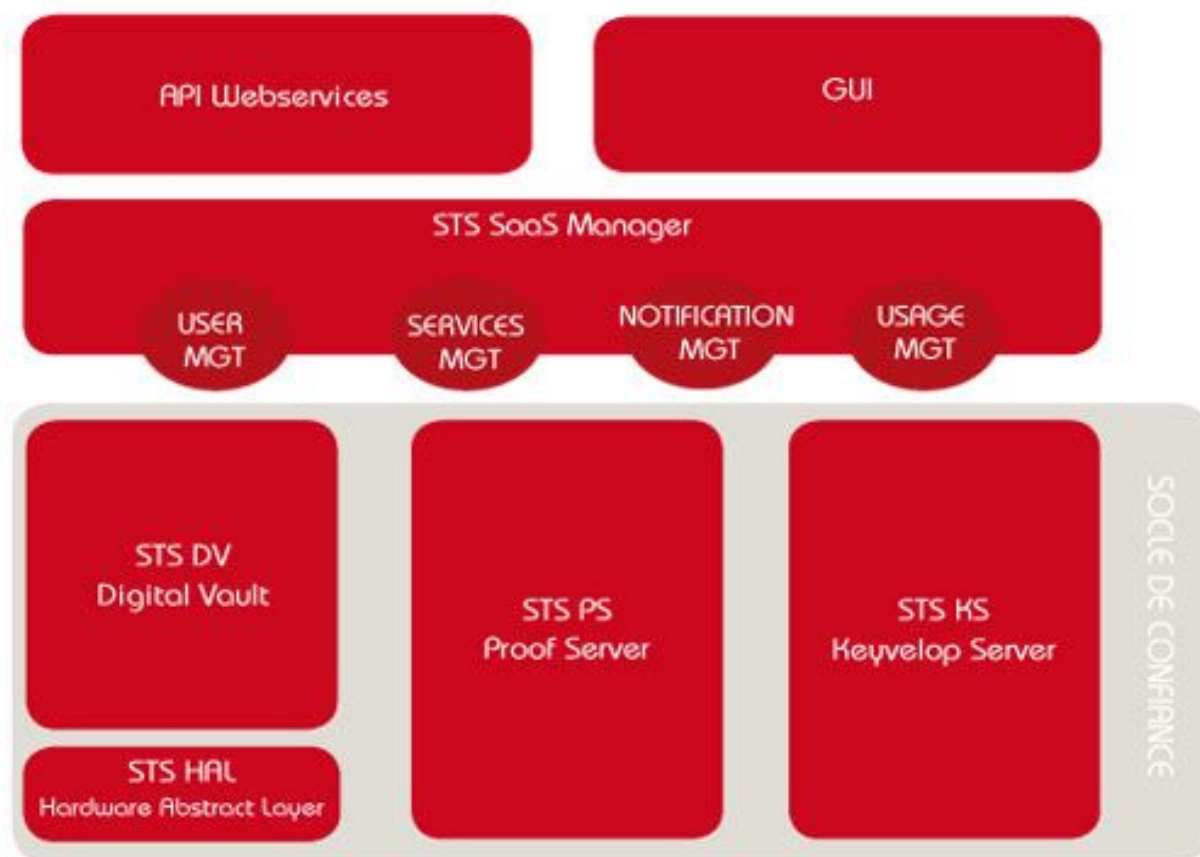


De ce double constat, est née l'offre STS SaaS Factory, destinée aux opérateurs désireux de mettre en place une plateforme SaaS, intégrant nativement toutes les fonctions de Confiance Numérique, et sur laquelle ils intégreront leurs propres services en ligne.

Description de l'offre

L'offre STS SaaS Factory comprend :

- Le socle de Confiance Numérique (→ STS Suite)
- Une plateforme d'intégration regroupant tous les services standards liés à la mise en oeuvre d'une infrastructure SaaS (gestions des utilisateurs, gestion des quotas, gestion des consommations, ...) (→ STS SaaS Manager)
- L'accompagnement à la mise en oeuvre (→ Conseil et assistance technique, juridique, marketing, certification...)



6.1.3 Les nouvelles offres

En septembre 2009, STS GROUP a sorti une nouvelle version de sa suite logicielle qui est la première qui intègre tous les éléments de la Confiance Numérique à savoir :

- L'échange à valeur probatoire (offre logicielle de KEYVELOP)
- L'archivage à valeur probatoire (offre historique de STS GROUP)



STS Suite for Vdoc

Module d'intégration utilisant les web services de STS Suite, il permet de rendre accessible les fonctions d'archivage électronique à valeur probatoire depuis l'environnement VDoc.



Document Channel

Filiale commune de STS GROUP et Arvato, Document Channel est dédié au numérique et à la nouvelle économie du document.



Papyrus

Dédié au secteur de la santé et distribué par IBM, la solution d'archivage à valeur probatoire baptisée "Papyrus", repose sur l'intégration des technologies IBM Filenet et STS Suite



Arondor

Société de service spécialisé dans le domaine de la GED et de l'archivage, Arondor a formé ses équipes aux logiciels de la gamme STS Suite et en assure l'intégration dans de nombreux projets.

6.2 Evolution de la structure du groupe

6.2.1 L'adossement de STS GROUP à RISC GROUP

Depuis décembre 2009, STS GROUP détient près de 30% de RISC GROUP. Cet adossement de STS GROUP va permettre à RISC GROUP de faire face à ses futurs besoins de trésorerie, et permettre la réalisation des prévisions.

STS GROUP et RISC GROUP vont être présents sur 2 marchés en forte croissance :



Par ailleurs STS GROUP et RISC GROUP vont couvrir toutes les cibles de clients :

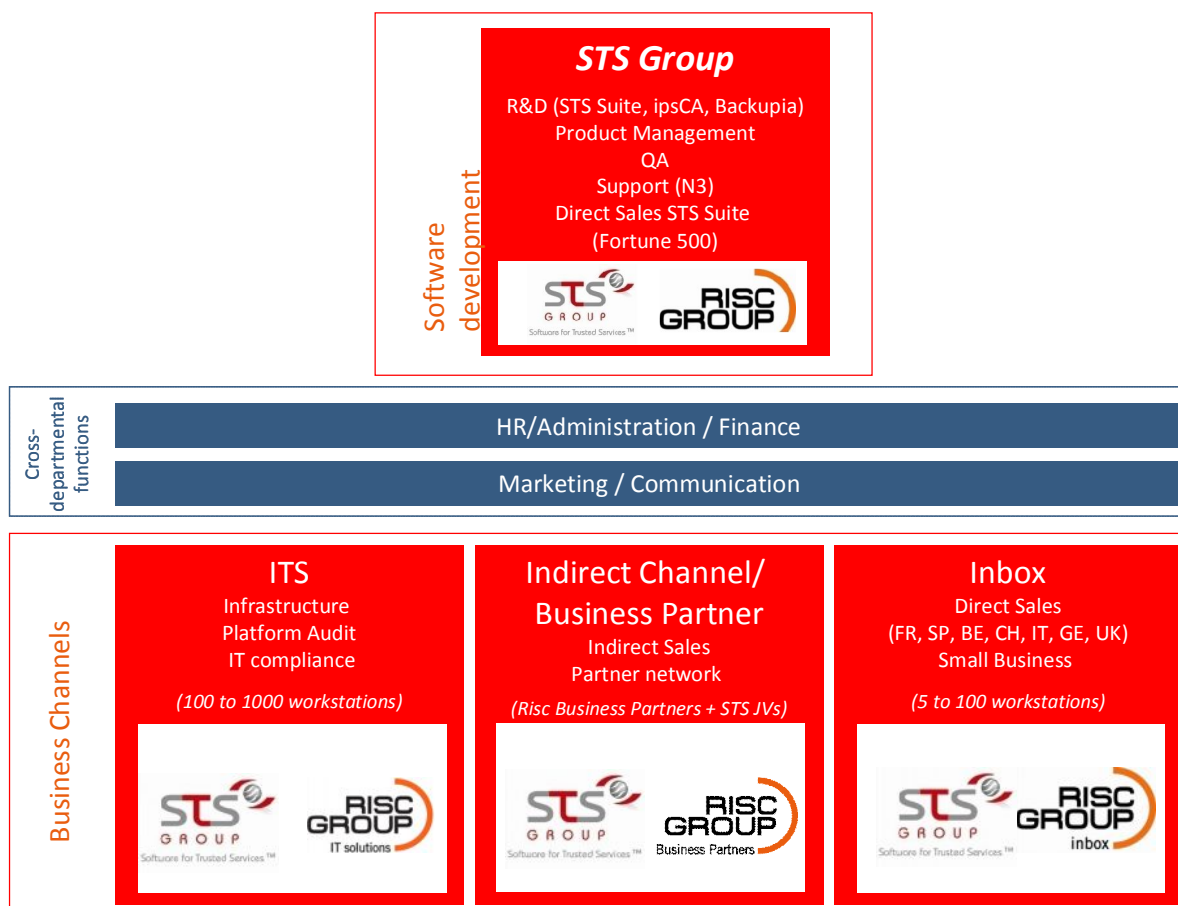
Grands comptes et administrations	Grands comptes et PME
PME	TPE, Professions libérales

¹ On site : Licences logiciels STS Group

² SaaS : Services offerts par Risc Group S

En effet, tous les clients de RISC GROUP sont des clients potentiels des services de confiance numérique délivrés en SaaS par une STS SaaS Factory. Aussi, la valeur ajoutée de RISC GROUP pour STS GROUP sera :

- Proposer des services complémentaires à sa base client
- Disposer d'un avantage compétitif et différenciateur pour signer des nouveaux clients
- Augmenter les marges sur sa base installée
- Entrer dans une relation de confiance long terme avec ses clients de par la nature des services rendus (archivage long terme pour des raisons légales)
- Offrir des services innovants et générateurs d'économies avec des arguments écologiques ("save the planet")
- Apporter des solutions de réduction de coûts avec un ROI démontré
- Bénéficier de revenus récurrents liés à l'exploitation de la SaaS Factory



A moyen terme, les synergies commerciales et technologiques sont évidentes sur un marché potentiel toujours très porteur.

6.2.2 Rappel sur le contexte de l'opération STS GROUP - RISC GROUP

RISC GROUP est une société spécialisée dans l'externalisation de produits et de services informatiques, principalement à destination des TPE-PME.

Depuis plusieurs années, RISC GROUP est à la recherche d'un actionnaire de référence susceptible de l'accompagner dans son développement. Par ailleurs, le dernier exercice clos le 30 juin 2009 a été marqué par une nette dégradation de la rentabilité du Groupe. RISC GROUP a été confronté à la crise économique dès octobre 2008 après avoir réalisé d'importants investissements de croissance, tant organiques (recrutements de commerciaux et communication) qu'externes (acquisition en 2007 et 2008, de Backup Avenue, Ornis et Clunk Click). Enfin, la Société a également connu une crise managériale après le départ de son PDG en décembre 2008.

Dans cet environnement, la nouvelle équipe dirigeante présidée par Monsieur Gérard Guillot a mandaté en mars 2009 la banque HSBC afin de rechercher un actionnaire de référence pour RISC

GROUP. A l'issue de ce processus qui a conduit la banque à contacter près de 70 partenaires potentiels, industriels et financiers, seules trois offres ont été déposées, dont une a été retirée en cours d'instruction du dossier.

L'offre de STS GROUP présentant les meilleures conditions financières et un potentiel de synergies important, un protocole d'investissement a été conclu entre STS GROUP et RISC GROUP le 20 octobre 2009, conduisant à l'entrée au capital de RISC GROUP par une augmentation de capital réservée à STS GROUP.

6.2.3 Présentation de RISC GROUP

Constituée en 1990, la Société RISC GROUP est à la tête d'un groupe spécialisé dans les produits et les services liés à la sécurité informatique. Ses actions ont été introduites au Nouveau Marché le 9 novembre 2000 et sont aujourd'hui cotées au compartiment C du marché Euronext Paris (Code Isin : FR0010542647). La capitalisation boursière de la Société atteint 30 M€ sur la base d'un cours de clôture de 0,41 € au 11 décembre 2009.

RISC GROUP a pour cœur de métier la sauvegarde à distance, sur un site sécurisé, de données informatiques pour le compte de clients TPE-PME, via Internet, au moyen de transferts automatisés et cryptés. Sur la base des comptes annuels clos au 30 juin 2009, le Groupe, présent dans 7 pays en Europe, a réalisé un CA de près de 84 M€, il compte plus de 25 000 clients et emploie plus de 650 personnes.

L'activité du Groupe est segmentée en 3 pôles ;

1. **RISC GROUP Inbox direct** correspond au réseau de distribution dédié aux TPE-PME. Ce pôle commercialise les produits du Groupe avec sa propre force de vente ;
2. **RISC GROUP Business Partner** ou **Inbox indirect**, s'appuie sur un réseau de prescripteurs et s'adresse également à la clientèle des TPE - PME ;
3. **RISC GROUP IT Solutions** est le pôle PME et grands comptes, dédié aux entreprises regroupant plus de 100 postes informatiques.

Le pôle RISC GROUP Inbox direct dispose d'une force de vente de près de 170 commerciaux à fin septembre 2009. Ce réseau est présent dans 7 pays (France, Belgique, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse et Italie) au travers de 32 agences. Ce pôle de vente directe a dégagé un chiffre d'affaires de 50 M€ en 2008-2009, ce qui représente 60% du chiffre d'affaires consolidé.

RISC GROUP Business Partners (indirect) s'appuie sur un réseau de revendeurs présents essentiellement en France. Ce pôle représente 4% du chiffre d'affaires consolidé 2008-2009. Il regroupe les ventes du pôle intégré ex-monDSI, ainsi que des sociétés BESDI (Banque Européenne

de Sauvegarde de Données Informatiques) et Itemos acquises respectivement en septembre 2006 et juin 2007.

Le Groupe a décidé de développer ce canal de distribution parallèlement à celui de la vente directe, en enrichissant son offre. Pour ce faire, les partenaires peuvent désormais commercialiser sous marque blanche les solutions de réseaux privés étendus, les services d'hébergement, de messagerie MS Exchange, la sauvegarde en ligne et la gamme de services de sécurité proposés en vente directe. RISC GROUP IT Solutions regroupe la société éponyme (ex-Ornis), acquise en septembre 2007 et la filiale Backup Avenue, acquise en juillet 2007. En 2008-2009, ce pôle a réalisé un chiffre d'affaires de 30 M€, soit 36 % du chiffre d'affaires consolidé. L'offre de RISC GROUP IT Solutions se décline autour de 5 axes :

1. la mise en place de réseaux privés étendus ;
2. l'hébergement et l'infogérance ;
3. la messagerie externalisée ;
4. la sauvegarde externalisée ;
5. la téléphonie sur IP.

6.3 Le marché

6.3.1 Le marché du SaaS

Le Software as a Service (SaaS) est un modèle de livraison d'applications dit locatif où le client n'achète plus directement une licence physique mais accède à son application via Internet, et paye à la consommation.

Depuis quelques années, le SaaS connaît un réel développement car il permet de répondre efficacement aux exigences des entreprises en recherche de productivité et de maîtrise de coûts.

Plus de 35% des entreprises françaises pensent investir dans des applications SaaS d'ici 2010. 90% des entreprises étant passées au SaaS se disent satisfaites.

6.3.2 Le marché de la GED

Le marché de la GED (Gestion Electronique de Documents) correspond à la démarche informatisée permettant la création, la circulation, le classement et l'archivage de documents sous formes électroniques. Le Record Management en est un sous-segment, regroupant l'archivage électronique légal ou à but de preuve.

Le marché cible de l'archivage électronique légal est estimé à 18 Md€ (source : La Poste, STS GROUP) et bénéficie d'un cadre légal et réglementaire très favorable. En effet, les contraintes d'archivage imposées aux sociétés, administrations et collectivités sont de plus en plus strictes.

Le cabinet Frost & Sullivan estime le taux de croissance annuel à 24% en 2009, porté par :

- un accroissement rapide de la part des factures dématérialisées.
- 150 milliards de documents par an doivent être archivés légalement en Europe continentale, soit 11% des documents créés (source BVA). Le volume ne cessant de croître au fil des années, il crée un véritable besoin critique.
- une réduction potentielle de 40% à 60% des coûts de traitement des factures estimés à environ 13,8 € à 17€ pour un client et 8 € à 10 € pour un fournisseur.
- un allongement des délais de conservation (de 5 ans à plus d'un siècle selon le type de document).
- une reconnaissance légale de la signature électronique et l'établissement de la notion d'original électronique par plusieurs directives européennes et lois entre 1999 et aujourd'hui.
- la croissance exponentielle des courriers électroniques à valeur contractuelle.

6.3.3 Les opportunités de marché

La Confiance dans l'Économie Numérique est un enjeu fondamental à l'heure où les stratégies d'entreprise en matière de sécurité informatique sont au cœur des préoccupations.

La dématérialisation des processus et des flux documentaires : courriers, factures, bulletins de paie, déclarations sociales, appels d'offres, ..., est non seulement un véritable gisement d'économies potentielles, mais également un formidable levier de développement pour l'entreprise, et une opportunité pour la préservation de l'environnement.

Pourtant, force est de constater que cette révolution peine encore à devenir une réalité pour nombre d'organismes privés et publics.

Toutes ces applications, liées à l'économie numérique, ne peuvent se développer sans la mise en place d'un véritable environnement de confiance.

6.3.4 Les domaines d'application

STS GROUP fournit l'ensemble des briques technologiques nécessaires à la mise en œuvre d'un véritable environnement de confiance numérique, condition indispensable au développement d'applications telles que :

- les échanges et les transactions à valeur probante,
- la dématérialisation à valeur probante,
- la mise en place de chaîne de certification à valeur probante,
- le coffre fort électronique universel,
- la délivrance et la gestion de preuves formelles,
- l'archivage à valeur probatoire,
- le vote électronique par correspondance.

6.3.5 Position concurrentielle et principaux concurrents

La concurrence est faible et peu nombreuse :

CERTEUROPE est un opérateur de services de certification électronique, tiers-certificateur et tiers-horodateur. Il conçoit et met en œuvre des applications sécurisant les échanges de documents dématérialisés. Ses solutions s'appuient sur l'utilisation de certificats électroniques et de services, tels que la signature électronique, l'horodatage et l'archivage.

CertEurope a pour clients des Autorités de Certification (AC), habilitées à délivrer en direct des certificats électroniques, telles que :

- Certigref, autorité de certification d'Infogref, le groupement des Greffes des tribunaux de commerce,
- Le Conseil National des barreaux (CNB),
- Les fédérations départementales du bâtiment.

ATOS WORDLINE, filiale du groupe Atos Origin spécialisée dans le Business Process Outsourcing, est un opérateur d'infrastructures globales de confiance dans le cadre de son offre Mediacert.

MEDIACERT couvre l'émission et la gestion de certificats électroniques en tant qu'autorité d'enregistrement et de certification, la gestion de certificats électroniques en tant que prestataire de services de confiance, la signature électronique, la couverture complète de la gestion de preuves électroniques en tant qu'autorité de validation de certificats, d'horodatage certifié et d'archivage de documents à valeur légale.

KEYNECTIS, opérateur de service de certification électronique qualifié PSCE (Prestataire de Service de Certification Electronique) - c'est-à-dire qu'il peut délivrer des certificats qualifiés permettant la signature qualifiée

La société est en forte croissance. Son chiffre d'affaires a dépassé 9 millions d'euros en 2007.

Autorité de certification non référencée par le Ministère, **TBS INTERNET** est une société spécialisée dans la sécurisation des transactions électroniques et les certificats numériques. Courtier en certificats numériques, la société conseille et accompagne les clients dans le choix et la mise en œuvre des certificats.

Créée en 2001, **CODASYSTEM** propose une solution capable de certifier l'authenticité d'une photographie numérique, la date et le lieu de sa prise de vue, ainsi que l'identité de son auteur. Les fichiers stockés sur le serveur font l'objet d'un archivage en conformité avec la norme NF Z 42-013. La société a obtenu la certification iso 27000. La solution est utilisée dans le secteur de la construction et du bâtiment, dans la grande distribution, dans l'immobilier, le secteur des médias, la sécurité et les collectivités territoriales.

ADESIUM est un éditeur et un prestataire de services informatiques spécialisé dans la sécurisation de l'information et des échanges sur Internet, la sécurisation de la décision construite autour de la signature électronique, la dématérialisation des processus métier et des procédures. La société, membre fondateur de l'Adap. (Association pour la Dématérialisation des Achats Publics), a développé plusieurs plateformes pour la dématérialisation des marchés publics, des factures, des pièces administratives et comptables, des documents administratifs et commerciaux.

DICTAO conçoit et commercialise des produits logiciels de signature électronique, de validation de signature, d'archivage (coffre-fort électronique) et d'administration de la preuve. Elle a développé une plateforme de confiance d'entreprise, Dictao Trust Suite, permettant de mettre en œuvre les fonctions indispensables à la sécurité et à la confiance dans un environnement numérique (authentification des clients et des utilisateurs, engagement à travers la signature électronique et la constitution de preuves de transactions à vocation probante).

LINAGORA, SSLL (Société de services en logiciels libres) française, développe des systèmes de confiance open source depuis 2003.

La société propose aujourd'hui une suite de sécurité de signature, qui comprend un serveur de signature, un serveur d'horodatage, une applette de signature, un serveur de validation de certificat et une infrastructure de gestion de trace. Chacun de ces composants est autonome et peut être utilisé pour d'autres usages que la dématérialisation, tels que la validation des certificats numériques, la signature de logs, la sécurisation de base de données, etc

Les solutions de logiciels libres préconisées par Linagora sont très spécialisées autour de la fonction de confiance « Preuve » par l'implémentation de la signature électronique.

OPEN TRUST, propose une offre intégrée et modulaire autour de six services : gestion de certificats, gestionnaire de cartes, mots de passe non rejouables, partage sécurisé des fichiers, signature

électronique et serveur d'horodatage. Dans la fonction de confiance de la Preuve, ils sont capables d'apporter aux clients des logiciels pour un « service clés en main »

DHIMYOTIS est un prestataire de services de certification électronique et aussi une Autorité de Certification, non référencée par le Ministère. Elle propose une gamme de certificats d'authentification, de signature et de chiffrement, Certigna. Le logiciel Fortigna permet de chiffrer les fichiers et les documents, de signer et horodater tous types de documents et d'effacer de manière sécurisée les fichiers confidentiels.

Créé en 2001, **CRYPTOLOG** est un fournisseur de solutions en mode ASP et en mode licence de signature électronique et de gestion de la preuve. La gamme de solutions s'articule autour des outils et services de création et de gestion des identités numériques (Identity), d'horodatage (Eternity), de gestion de la preuve (Serenity), de stockage central des identités numériques (Unicity), de signature de personne morale (Unicity MSS), de l'outil de signature électronique CUTE, et aussi d'une solution innovante d'archivage cryptographique (Perennity).

EDELWEB, filiale à 100% du Groupe ON-X, est une société de conseil, expertise et audit, qui propose des services de confiance autour de l'horodatage, du certificat électronique en tant qu'autorité de certification et de l'archivage sécurisé. La société a réalisé un chiffre d'affaires de plus d'un million d'euros en 2007.

LEX PERSONA est spécialisé dans la signature électronique et l'archivage à valeur probatoire. La société propose une technologie de génération de preuves électroniques au format XadES, conforme au référentiel général d'interopérabilité de l'administration française.

D'une manière générale, la concurrence peut venir de petites structures du type **SECURITY** et **CERT EUROPE** qui réalisent moins de 10 M€ de CA. Il n'existe aujourd'hui pas de concurrence directe car ces sociétés travaillent la plupart du temps sur des « pilotes » pour la Bibliothèque Nationale, l'Imprimerie Nationale, marchés sur lesquels STS GROUP n'intervient pas pour l'instant faute de volume à traiter.

Des sociétés comme EMC et IBM pourraient facilement investir les 10 à 15 M€ qu'ont coûté les logiciels, simplement ils ne le feront pas uniquement pour le marché européen qui est bien plus petit que leur marché natif US et la rigueur des textes européens ne présente pour l'instant aucun intérêt pour leur base installée US. Elles ont préféré signer des accords de coopération avec STS GROUP pour pouvoir proposer l'offre « valeur probante » à leurs clients européens plutôt que de se faire battre par STS GROUP sur ce segment de leur offre.

En effet et à titre d'exemple, des appels d'offres menés parallèlement par la Banque de France, la Banque Postale, iBP (Banques populaire) ont tous été remportés par STS GROUP devant EMC Documentum notamment.

6.3.6 Forces et faiblesses des concurrents

Nous avons identifié les acteurs du marché de la dématérialisation et les avons segmenté :

- Les sociétés de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- Les SSII et intégrateurs,
- Les fabricants de scanners (non comptabilisés dans la quantification),
- Les distributeurs de matériels et de logiciels
- Les éditeurs de logiciels (logiciels de Ged, BPM, Rad/Lad/OCR/ICR),
- Les éditeurs de plateformes de dématérialisation (factures, marchés publics, métiers, EDI),
- Les prestataires de services en dématérialisation (numérisation, traitement, gestion, archivage),

Ces acteurs sur le marché de la dématérialisation peuvent tous être des partenaires potentiels car ils peuvent utiliser les technologies développées par STS GROUP pour apporter à leurs clients les avantages offerts par la dématérialisation.

Les acteurs de solutions de confiance numérique, c'est surtout dans ce segment que nous allons trouver les concurrents de STS GROUP.

On parle de sociétés prestataires de services de certification, regroupant des sociétés qui délivrent des certificats de signature, des sociétés qui fournissent des outils de signature et des sociétés qui délivrent de l'infrastructure technique.

Ce segment comprend :

- Les autorités de certification,
- Les opérateurs techniques de certification,
- Les éditeurs de solutions de coffre-fort électronique,
- Les éditeurs de solutions de confiance,
- Les tiers-archiveurs.

Dans tous ces acteurs seuls les éditeurs de logiciels sont des concurrents potentiels de STS GROUP car les prestataires de services (autorités, opérateurs, tiers archiveurs) sont susceptibles d'utiliser les technologies développées par STS GROUP.

Voici donc les acteurs « éditeur de logiciel » concurrents de STS GROUP proposant des solutions de confiance :

- autour de la dématérialisation, de la signature électronique, de l'authentification (Codasystem, Adésium, Cryptolog, Lex Persona),
- les éditeurs de coffre-fort électronique (Dictao, Cecurity.com),
- Les tiers de confiance open source (Linagora, Open Trust).

Ces sociétés ont toutes les même faiblesses, toutes ces sociétés sont de petite taille (CA inférieure à 10M€), elles sont uniquement présentes en France et elles n'adressent pas toutes les fonctions de confiance numérique nécessaires aux entreprises et à une plateforme de confiance.

En contrepartie de leurs faiblesses, leur force est d'être présent depuis plusieurs années dans les comités nationaux de normalisation et d'avoir de bonnes références nationales dans la sphère publiques et dans des sociétés privés.

6.4 Stratégie

6.4.1 Principaux objectifs à moyen terme

La crise que traverse l'économie mondiale n'a pour l'instant pas affecté sensiblement l'activité de la société à deux remarques près :

1. La taille moyenne des contrats de vente de licences a tendance à se réduire,
2. Le SaaS est en train de se développer au détriment de la vente de licences.

La conjugaison de ces phénomènes a deux conséquences :

1. Un ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires, par contre le taux de récurrence des revenus est en train de progresser grâce au SaaS,
2. La réduction du poids du secteur bancaire dans le chiffre d'affaires.

6.4.2 Stratégie d'alliances et de partenariats

6.4.2.1 Partenariat IBM

STS GROUP a signé le 20 décembre 2007 un accord de coopération technologique avec IBM France qui prévoit l'intégration de ses logiciels d'archivage électronique dans l'offre Papyrus d'IBM dédiée au secteur "santé – marché des hôpitaux". La commercialisation de cette offre commune, a démarré en 2008 par la signature d'un contrat dans le monde hospitalier qui devrait connaître un développement important sur 2010.

6.4.2.2 Partenariat EMC

Ce partenariat déjà profitable sur 2008 et 2009 devrait connaître un fort développement tant en France qu'en Afrique et au Moyen-Orient.

Sur 2010, 80% du chiffre d'affaires devrait être réalisé par ce biais.

6.4.2.3 Types de cibles recherchées

Le groupe cible principalement 2 types de sociétés à savoir :

1. **Les sociétés d'Output Management** : société technologiquement vieillissantes qui composent, éditent et envoient des documents sous forme papier (ex : envoi des relevés bancaires). L'acquisition de telles sociétés permettrait à STS GROUP d'accéder à des flux significatifs de documents à garder en électronique pour les transporter et les archiver en « valeur probante ». Cette solution créerait des économies importantes pour les utilisateurs car un document papier édité et transporté coûte plus d'1€ alors que ce même document transporté et archivé en électronique ne coûte pas plus de 3 cts d'Euro.
2. **Les applicatifs professionnels de technologie internet.** L'objectif est de bénéficier de leur base clients pour les doter de l'ensemble des logiciels STS GROUP qui seraient commercialisés selon le concept SaaS. Tous les types de professions sont concernés, en particulier les sites qui adressent le grand public (Loueurs de voitures, professions réglementées, opérateurs téléphoniques...).

Il se peut qu'un certain nombre de cibles destinées à l'acquisition se transforment en cibles « *partenaires* » (possibilité de renouveler le modèle de filiale commune développée avec les distributeurs d'EMC Documentum via IMC Solutions).

Les 2 partenariats stratégiques présentés précédemment, enregistrent d'ores et déjà des résultats commerciaux prometteurs mais surtout permettent à STS GROUP de se positionner de plus en plus en qualité de produit OEM de IBM et EMC Documentum.

Le choix de STS GROUP pris il y a 24 mois, consistant à se fondre dans des référentiels documentaires mondiaux, démontre toute sa pertinence. Cela lui permet aujourd'hui de signer des contrats dont la valeur unitaire peut égaler plusieurs millions d'Euros (2 contrats de 3 M€ chacun facturés en 2007). A titre de comparaison, lorsque STS GROUP propose uniquement sa solution en direct à un client, cela ne concerne qu'une application précise et non pas le traitement de la globalité

du besoin d'archivage du client, la valeur maximale du contrat n'excède pas quelques centaines de milliers d'euros. En 2005, la plus importante licence ne dépassait pas 150 k€.

6.4.3 Mode de commercialisation et moyens mis en œuvre

Jusqu'à présent la politique commerciale de STS GROUP consistait à cibler les Grands Comptes via des agents commerciaux et des distributeurs pour commercialiser et installer la solution STS « On Site », c'est-à-dire directement chez le client.

STS GROUP souhaite dorénavant non seulement continuer à adresser le marché de l'archivage électronique mais l'étendre au marché de la confiance numérique, toujours selon le segment « logiciels intégrés » on site », mais également selon le segment « SaaS (Software As A Service) ».

La technologie développée par STS GROUP permet la segmentation « ON SITE/SaaS » et garantit à STS GROUP la possibilité de proposer une réponse et un produit personnalisés à toutes les cibles de clients, du Grands Comptes aux Particuliers en passant par les PME et TPE.

STS GROUP adresse ces différentes cibles de clientèle au travers d'un réseau Indirect et Variable de ventes constitué d'agents commerciaux exclusifs, de distributeurs, de partenaires intégrateurs, d'éditeurs de logiciels de gestion « standard » et « métiers », à qui sont sous-traités tous les travaux d'installation, paramétrage, formation.

Nos partenaires contribuent à créer des solutions très complètes pour des marchés plus vastes, et offrant aux clients davantage de valeur ajoutée ainsi que des caractéristiques répondant exactement à leurs besoins.

Pour réussir, les clients sont conscients de la nécessité de tisser un réseau relationnel et d'avoir accès à différents niveaux d'expertise et de partenariat pour trouver les meilleures solutions. STS GROUP orchestre les relations, les ressources et les initiatives dans un écosystème tendu vers un objectif commun : la réussite de ses clients. Ce nouveau cap dans la collaboration favorise une plus grande innovation, une meilleure communication et des solutions plus complètes.

Dans l'écosystème STS, les clients cherchent et trouvent une expertise qualifiée, des perspectives, des réponses et des connexions adaptées à leurs activités. Que ce soit pour engager un nouveau partenaire ou pour faire de l'innovation avec des technologies complémentaires, les clients peuvent ainsi accéder à une base de connaissances et prendre rapidement des décisions plus avisées.

Plus que jamais, les entreprises d'aujourd'hui sont confrontées à de nouveaux enjeux liés à l'innovation et à la croissance. Pour rester à l'écoute, STS souhaite se doter d'un vaste réseau de

partenaires. Aussi divers soient-ils, les partenaires travaillent main dans la main dans différents secteurs d'activité pour créer des solutions sur mesure et apporter de la valeur aux clients.

6.4.4 Catégories de partenaires de STS GROUP

Revendeurs STS sur le marché des PME – Les partenaires de distribution commercialisent, développent et livrent des solutions STS faciles à implémenter, abordables et souples. Leur but : répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises en pleine expansion.

Partenaires solutions STS – STS travaille en étroite collaboration avec les éditeurs de logiciels tiers pour développer des applications qui s'intègrent aux solutions STS en parfaite conformité avec le processus de certification STS. Ces applications étendent les solutions STS et leur confèrent une valeur ajoutée. Elles peuvent porter sur différents secteurs d'activité ou processus de gestion.

Développement des offres « packagées métiers » ou « packagées fonctions de l'entreprise » qui évolueront en fonction des demandes des partenaires qui les commercialiseront. La Société a déjà commencé à distribuer ce type d'offre. Elle a d'ores et déjà des références dans les Collectivités Publiques, chez les Experts d'Assurances, les Syndics Immobiliers, les Concessionnaires Automobiles, les Etablissements de Santé, les Mutuelles, les Départements Ressources Humaines des grandes entreprises, les services financiers et comptables, juridiques...

Partenaires services STS ou Sociétés de Services – Les partenaires services sont des consultants spécialistes de l'intégration de système et accompagnent les clients STS lors de l'implémentation et de l'intégration des solutions STS. Ils les aident aussi à optimiser leurs processus métier et leur dispensent des conseils stratégiques.

Ces partenaires proposent notre offre logicielle destinée aux Grands Comptes, déjà commercialisée par certaines grandes sociétés de services informatiques d'envergure nationale et internationale : ces SSII sont spécialisées dans l'intégration des fonctionnalités d'archivage électronique dans les systèmes d'informations des grands clients publics et privés. L'objectif est d'apporter en partenariat avec elles une réponse adaptée au système d'informations de leurs clients.

Partenaires technologiques STS – STS travaille de pair avec les plus grands noms de la technologie pour fournir l'infrastructure nécessaire aux solutions STS, dont les plateformes matérielles, les matériels de capture et les bases de données.

Voici la liste non exhaustive des partenaires technologiques :

- Plate-forme matérielles : IBM, EMC, HP, HITACHI...
- Matériels de Capture : Rank-Xerox, OCE, EPSON, SAGEM...
- Base de données : DOCUMENTUM, FILENET, ORACLE, MICROSOFT, EXALEAD,....

Sociétés de service sous-traitantes pour assurer les Services SaaS - Les partenaires d'hébergement fournissent des solutions et des services clés en main en hébergeant des solutions STS. Les entreprises qui cherchent à externaliser leurs services de confiance confient à ces sociétés leurs processus de confiance numérique et leur archivage « valeur probante » qui s'exécuteront sur des logiciels STS.

La stratégie de STS GROUP comme Editeur de solutions universelles de confiance numérique est de proposer à ses partenaires de se positionner sur le marché du SaaS en les aidant à mettre en œuvre des plateformes intégrant les processus de confiance de STS suite en relation avec leurs principales activités

Le Groupe compte développer des offres « SaaS généralistes » pour les Grands Comptes et les Particuliers, ainsi que des offres « SaaS Métiers » destinées aux TPE/PME et Professions Libérales, qui seront hébergées et exploitées par des professionnels de l'hébergement, en partenariat avec les éditeurs de logiciels verticaux métiers concernés.

Pour adresser ce nouveau marché de l'archivage électronique selon le mode SaaS, STS GROUP va poursuivre sa politique de partenariats, en identifiant des hébergeurs susceptibles de l'associer dans leurs offres en Belgique, Suisse, Italie et Allemagne selon le même modèle qu'en France et Espagne. STS GROUP va soutenir sa politique technique de développement d'interfaces destinés à communiquer avec un nombre croissant de logiciels de gestion « généralistes » et « métiers » du marché.

Seront privilégiés les logiciels de gestion « généralistes » les plus répandus dans le monde des PME et TPE (SAGE, CEGID, SAP, ORACLE Fi...) ainsi que les logiciels « métiers » les plus vendus dans un secteur d'activité donné.

L'offre sera commercialisée via ces partenaires qui apporteront ainsi les fonctionnalités de confiance numérique à des clients qui n'en disposent pas à ce jour.

Ce marché représente un potentiel annuel important et nos logiciels permettent de répondre invariablement et sans aucune modification, aussi bien aux besoins des Grands Comptes qu'à ceux des TPE/PME, et des Particuliers.

Ces derniers seront le moment venu contactés via les opérateurs téléphoniques et Internet qui recherchent en permanence du contenu pour leurs offres (archivage électronique des factures personnelles, diplômes, carnets de santé, radiographie, photographies...).

Notre objectif est de bâtir avec nos partenaires des plateformes SaaS dans les principaux pays d'Europe et en Chine.

Pour que les partenaires tirent le maximum de profit de leur partenariat, STS met à leur disposition une vaste gamme d'avantages et de ressources, dont :

- Formation et certification
- Logo Partenaire STS
- Participation aux événements
- Gestion et support des partenaires

STS Profesional Services aide les partenaires à renforcer leurs compétences. Cette division de STS assure les formations et prépare les partenaires aux certifications. Très complets, les cours proposés permettent aux partenaires STS de saisir les nouvelles opportunités commerciales dès qu'elles se présentent.

La formation des partenaires vise à :

- Doter les consultants applicatifs du savoir-faire et des connaissances indispensables à leur réussite dans un environnement orienté solutions.
- Développer et valoriser les compétences et l'expertise dont les partenaires ont besoin pour assister leurs clients tout au long du cycle de vie : découverte et évaluation, implémentation et exploitation, amélioration continue.

Les centres d'intégration et de certification STS permettent aux éditeurs de logiciels tiers d'identifier les scénarios d'intégration les mieux adaptés à leurs produits et de faire certifier leurs solutions. Ils proposent également aux développeurs intéressés un accès distant à un système de test, des conseils d'intégration et une documentation technique très complète.

L'équipe chargée de la gestion du programme partenaire doit :

- Assurer l'adéquation entre le partenaire STS et les objectifs, stratégies et visions de l'entreprise;
- Élaborer et appliquer les stratégies, les directives et les procédures opérationnelles liées au programme partenaire;
- Coordonner et régler les problèmes soulevés par le réseau international STS

6.4.5 Parts de marché visées

Les organisations ont pris conscience des gains économiques apportés par la dématérialisation, gains qui sont d'autant plus importants dans un contexte de crise. Améliorer la gestion au quotidien de l'information est également une préoccupation pour de nombreuses organisations. Les organisations sont particulièrement sensibilisées au gain de temps et à la qualité de service aux clients, apportés

par la dématérialisation. De plus, les organisations souhaitent avoir un retour sur investissement rapide.

L'Etat encourage le développement de la dématérialisation. Des mesures ambitieuses ont été prises pour la dématérialisation des marchés publics, ce qui oblige les administrations à s'équiper de plateformes de dématérialisation.

Que ce soient pour les marchés publics ou les documents de gestion, les plateformes de dématérialisation sont promises à un bel avenir.

La commercialisation de ces plateformes en mode SaaS contribue à leur développement, en particulier dans les PME.

6.4.5.1 Le SaaS STS GROUP : une externalisation du processus de confiance numérique

Les entreprises hésitent à utiliser les SaaS, pour des raisons de confidentialité, sécurité, SLA, liens avec les autres applications de l'Entreprise. Mais dès qu'elles sont rassurées par les garanties offertes, elles passent le pas pour réduire leurs coûts et se débarrasser des contraintes d'exploitation. Voici les applications prioritaires à mettre en oeuvre avec nos plateformes de confiance numérique et pour lesquelles nous prévoyons de prendre une part de marché significative.

6.4.5.2 La facture électronique

Le recours à la facture électronique permet un gain de temps et d'argent pour l'entreprise.

- Un gain de temps : en facilitant la transmission des factures à leurs destinataires, leur comptabilisation et leur archivage.
- Un gain d'argent : en réduisant les quantités de papiers utilisés et les frais d'envois (timbres etc.).
- Un gain d'espace : en réduisant l'espace alloué au stockage papier des factures

C'est pourquoi elle représente aujourd'hui une alternative intéressante à la facture classique papier.

Le coût moyen de traitement d'une facture papier est de 15 à 17 euros tandis que celui d'une facture électronique est de 3 à 4 euros.

Les budgets associés aux projets de dématérialisation de factures devraient continuer à progresser dans les organisations.

Tiré par la croissance du nombre d'organisations venant à la dématérialisation de factures et du volume de factures dématérialisées, quelle que soit la forme, le marché français des logiciels et services IT associés à ces projets devrait passer de 400 millions d'euros en 2009 à 670 millions d'euros en 2011, soit une croissance moyenne annuelle de +29%.

Le marché de la facture électronique en France :

- 1,7 Md de factures émises par an
- 3 000 factures sont traitées en moyenne chaque mois par une entreprise

6.4.5.3 Le bulletin de salaire et le contrat de travail électronique

La loi n°2009-526 de simplification, clarification du droit et d'allègement des procédures, publiée au Journal Officiel du 13 mai 2009, autorise les employeurs à dématérialiser les bulletins de paie. Le bulletin de paie peut être remis sous forme électronique avec l'accord du salarié et dans des conditions permettant de garantir l'intégrité des données.

Le bulletin de paie électronique doit être conservé dans les conditions de l'article L. 1316-1 du Code Civil, à savoir la possibilité d'identifier son auteur et la garantie de son intégrité tout au long du cycle de vie du document.

Les enjeux sont d'ordre

- Economique : un bulletin de paie papier coûte entre 2,10 et 3,18 euros,
- Réglementaire : la durée de conservation légale est de 5 ans pour l'employeur et à vie pour le salarié,

Tant que l'employé travaille dans l'entreprise, l'archivage des bulletins de paie est pris en charge par l'employeur.

Mais quand le salarié quitte l'entreprise, le problème de l'archivage se pose. Le recours à un coffre-fort électronique semble être la solution la plus efficace pour permettre au salarié d'archiver ses bulletins de paie de façon fiable. L'Etat a envisagé la mise en place d'un coffre-fort électronique du citoyen.

Le retour sur investissement est immédiat. Le coût de traitement d'un bulletin de salaire est réduit de 50 à 60%.

Pour une entreprise de 500 salariés, cela représente une économie de 120 000 euros par an.

6.4.5.4 Le vote électronique

La recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique du 1er juillet 2003 précise qu'au niveau de la sécurité informatique :

« Il convient que toutes les mesures physiques (contrôle d'accès, détermination précise des personnes habilitées à intervenir...) et logiques (firewall, protection d'accès aux applicatifs...) soient prises tant au niveau des serveurs du dispositif que sur les postes accessibles au public afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles en particulier contre les intrusions venant de l'extérieur. Les algorithmes de chiffrement, de signature électronique et les fonctions de hachage doivent être des algorithmes publics réputés «forts». »

Le vote électronique au sein des assemblées générales d'actionnaires

L'article L. 225-107 du Code du commerce précise que tout actionnaire peut voter par correspondance. De plus, « si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. ». Le vote peut donc s'effectuer par voie postale ou par voie électronique.

Le vote électronique au sein des ordres professionnels

On prendra l'exemple de l'ordre des avocats. Le décret n°2002-1306 du 28 octobre 2002 institue le e-vote pour l'élection des membres du Conseil national des barreaux.

Les élections de délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise

Dans l'article 54, la LCEN prévoit le vote électronique des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise.

En France, le marché des élections représente chaque année :

- 23,3 millions d'électeurs pour les élections statutaires des grandes mutuelles
- millions d'électeurs pour les élections professionnelles en entreprise

Tous électeurs confondus, le vote électronique par Internet coûte en moyenne : de 1 à 1,5 € par électeur

Le code civil reconnaît les envois électroniques recommandés et la lettre simple électronique le « cachet de la poste faisant foi »

La recommandation est rendue obligatoire par près de 4 000 textes de lois et règlements. Le courrier électronique recommandé acquiert force probante lorsque le procédé utilisé pour l'envoi d'un courrier électronique recommandé répond à quatre conditions :

- 1 Le procédé doit identifier le tiers qui achemine le courrier électronique recommandé
- 2 Le procédé doit désigner l'expéditeur du courrier,

- 3 Le procédé doit garantir l'identité du destinataire,
- 4 Le procédé doit établir si la lettre a été remise ou non au destinataire.

En France 206 millions de plis acheminés par an, dont 50% concernent les échanges B2B de l'entreprise.

- Un coût de revient moyen qui varie entre : 5,03 et 6,48 € affranchissement compris
- Un coût de traitement moyen qui varie entre : 1,28 et 2,18 € en fonction du service Emetteur.

Des plateformes SAAS de confiance numérique pourront également être proposées dans les banques pour traiter : Les relevés de comptes électroniques

De plus en plus de banques proposent à leurs clients de leur envoyer un relevé de compte mensuel via Internet.

Même si le Code monétaire et financier n'a pas prévu l'envoi électronique du relevé de compte, ce dernier a la même valeur légale que le relevé de compte sous format papier sous réserve de respect des conditions de service (authentification).

Des plateformes SAAS de confiance numérique pourront également être proposées dans les compagnies assurances pour traiter : Les contrats d'assurance

Certaines sociétés d'assurance ont mis en place des services de souscription en ligne pour certains contrats d'assurance automobile ou moto. Malgré l'aspect consensualiste du contrat d'assurance , les sociétés d'assurance doivent prendre la précaution de pré-constituer les preuves de l'engagement des clients.

Les sociétés d'assurance réfléchissent actuellement à l'ouverture de services de souscription en ligne pour des prestations plus engageantes : les assurances portant sur la vie. Pour des raisons de sécurité juridique ou technique, elles pourront avoir recours à des moyens et des prestations de signature électronique fournis par des prestataires de services de certification électronique.

Des accords pourront être trouvés dans le domaine de la dématérialisation des archives notariales et des minutes des huissiers de justice

L'acte authentique peut être dressé sur support électronique comme l'a prévu la loi n°2000-230 du 13 mars 2000.

Ces copies peuvent être transmises par voie de communication électronique dès lors que l'intégrité de l'acte, la confidentialité de la transmission et l'identité de l'expéditeur et du destinataire sont garantis.

Dans la sphère publique, nous travaillons en partenariat avec la Direction Générale de la modernisation de l'Etat pour leur apporter des solutions dans les domaines suivants :

6.4.5.5 La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics

Le code des marchés publics français a été modifié par le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 afin d'harmoniser ses dispositions avec celles des directives européennes dites « marchés » n° 2004/17/CE et n°2004/18/CE adoptées le 31 mars 2004.

6.4.5.6 Dématérialisation des procédures administratives

La dématérialisation des procédures administratives est une préoccupation grandissante de l'Etat afin d'améliorer le service aux usagers et de réaliser un meilleur rapport coût/qualité, dans le cadre de la modernisation de l'Etat.

6.4.5.7 Dématérialisation de la comptabilité publique

Le gouvernement a modifié le Code général des collectivités territoriales pour l'adapter à la transmission électronique des pièces aux comptables par les ordonnateurs.

6.4.6 Les plateformes de confiances en mode SaaS

6.4.6.1 Positionnement du projet dans l'activité

En plus de la vente de licences logiciels aux grands comptes et administrations, notre stratégie commerciale consiste à rechercher des partenaires nationaux d'abord en France et ensuite dans les différents pays du monde capables avec notre technologie de mettre en place des plateformes de confiance opérées en mode SaaS (Software as a Service).

Ces plateformes de confiance pourront être généralistes ou spécifiques à une application suivant les lois et décrets qui s'appliquent aux documents numériques et qui permettent de mettre en œuvre des projets dans tous les domaines d'application qui nécessitent des fonctions de confiance numérique.

Selon Les spécialistes de l'économie numérique, Ils estiment que les services en ligne sont en train de transformer radicalement l'industrie du logiciel. Ce marché en devenir modifie profondément tant les usages que les modèles économiques au sein de l'industrie du logiciel. Le recours au mode SaaS / On Demand concerne tout type d'organisations, petite ou grande, et quel que soit le secteur d'activité

En période de crise, le modèle SaaS paraît plus pertinent que celui des licences perpétuelles. Il est en effet incontournable, car il suit la logique actuelle de mondialisation et de réduction des coûts.

Les applications en mode SaaS / On Demand apparaissent même pour certaines organisations comme une alternative en temps de crise pour continuer à tirer partie des technologies de l'information pour se moderniser, transformer et innover sans avoir à supporter des coûts d'investissement (CAPEX) conséquents puisque les dépenses associées sont des dépenses de fonctionnement (OPEX), par ailleurs linéarisées dans le temps.

6.4.6.2 Avantages compétitifs pour STS GROUP

STS Suite fournit l'ensemble des briques technologiques pour le développement d'applications telles que l'archivage à valeur probatoire, les échanges et les transactions à valeur probante, la dématérialisation à valeur probante, la mise en place de chaîne de certification à valeur probante, le coffre-fort électronique universel, la délivrance et la gestion de preuves formelles, et le vote électronique par correspondance.

STS GROUP met à la disposition d'éditeurs d'applicatifs métiers des solutions complémentaires de dématérialisation sécurisée des échanges et d'archivage électronique à vocation probatoire.

STS GROUP doit jouer un rôle de plus en plus important pour sécuriser les échanges et fournir des technologies accessibles au plus grand nombre. Les coffres-forts électroniques sont des solutions amenées à se développer pour répondre à la problématique d'archivage des documents électroniques.

Sur le marché de la dématérialisation, nous pourrions adresser les problématiques des grands comptes et administrations par la vente des logiciels de confiance numérique packagés en « chaîne de confiance » et STS GROUP pourra fournir à tous les acteurs ses briques logiciels soit pour une fonction de confiance numérique (Preuve, Echange, Archivage) soit une plateforme de confiance pour ses partenaires qui souhaitent adresser un secteur d'activité ou offrir un service documentaire « valeur probante » à ses clients.

6.4.7 Répartition du chiffre d'affaires par produits ou ligne de produits, par clients

STS GROUP distribue son logiciel auprès des Grands Comptes selon une approche 100% indirecte grâce à un réseau d'agents commerciaux exclusifs, de distributeurs et de partenaires intégrateurs basés en France, en Belgique, en Espagne, en Suisse, en Italie, en Allemagne ainsi qu'en Bulgarie.

Parmi les partenaires intégrateurs on retrouve de grandes SSII internationales telles que STERIA, SOGETI-TRANSICIEL, GFI, ...

STS GROUP compte plus de 150 références clients. Parmi eux, on dénombre des grands groupes mais également des PME/TPE dans tous les secteurs d'activité.

Environ 60% du chiffre d'affaires a été réalisé auprès de sociétés du secteur bancaire. A ce jour, en dépit de la crise financière, le management ne perçoit aucun signe de ralentissement ou de réduction des commandes.

Parmi les clients de STS GROUP, on peut citer :

- **Banques et assurances** (50% du chiffre d'affaires 2009) : BNP Paribas, La Banque Postale, GIE SEDI RSI Caisses d'Epargne, La Banque de France, Fortis, Crédit Agricole, iBP (Banques Populaires)...
- **Administrations et organismes français et européens** (10% du chiffre d'affaires 2009) : Ville de Luxembourg, Ifremer...
- **Collectivité françaises** (10% du chiffre d'affaires 2009) : Conseil Général du Puy de Dôme, Ville d'Avignon, Ville de Meaux, Ville de Bron...
- **Télécom et Services** (15% du chiffre d'affaires 2009) : Numéricable, Orange, Cegetel, Eurotunnel, SNCF...
- **Industrie** (15% du chiffre d'affaires 2009) : EADS, SEB, Pfizer, Cacharel, Gaz de France, Renault Trucks, MBDA...

6.4.8 Circuits de distribution, par zones géographiques (national/international)

STS GROUP adresse non seulement le marché de l'archivage électronique sur le segment « on site » (logiciel installé directement chez le client) mais est également positionné sur le segment « ASP » (archivage externalisé via Internet).

La segmentation « on site/ASP » garantit à STS GROUP la possibilité de proposer une réponse et un produit personnalisés à toutes les cibles de clients, du Grands Comptes aux Particuliers en passant par les PME et TPE.

6.4.9 Portefeuille clients

Assurance - Banque – Finance



Industrie



Services – Télécoms - Santé – etc.



6.5 Les événements qui ont marqué l'exercice 2009 de STS GROUP



Prix de l'ambition, catégorie croissance, décerné par la Banque Palatine et La Tribune

STS remporte le 5 mai 2010 le prix de l'ambition, dans la catégorie croissance, décerné par la Banque Palatine et La Tribune. Créé par la Banque Palatine en 2006, en partenariat avec La Tribune, BFM TV, BFM Radio et HEC, le PRIX DE L'AMBITION a pour vocation de mettre en avant les entreprises les plus dynamiques.

Emission d'Obligations Convertibles

STS GROUP s'est donné les moyens de son développement tant organique que par croissance externe en levant courant avril 2010 plus de 10 M€ sous la forme d'Obligations Convertibles en actions d'une durée de 6 ans et portant intérêt au taux de 8%. En cas de conversion totale, la convertible conduirait à la création de 673.000 actions nouvelles STS GROUP.



DEAL IT ! une acquisition stratégique

Le Conseil d'Administration du 15 avril 2010 a décidé l'acquisition de 100% des parts de la société DEAL IT spécialisée dans la location de solutions informatiques. Deal IT réalise 12M€ de chiffre d'affaires pour un résultat net de 150K€. Le montant de la transaction s'élève à 1,85M€ pour une situation nette de 520K€. L'acquisition de DEAL IT répond à l'objectif d'apporter à tous les réseaux commerciaux de STS GROUP et de RISC GROUP des solutions de financement favorisant le développement des ventes et l'optimisation des marges.



Acquisition d'IPSCA

Le 11 mai 2009 à Madrid, STS GROUP a souscrit à une augmentation de capital de IPSCA pour un montant de 2,9M € lui conférant 75% des actions et des droits de vote du nouveau capital. Compte tenu de la génération permanente de trésorerie, cet investissement a été financé en fonds propres, sans aucun recours à l'emprunt.

IPSCA, éditeur de logiciel spécialisé dans les solutions de signature et de facturation électroniques, a été créé en 2000 par Rodolfo LOMASCOLO.

Avec cette acquisition, STS GROUP complète par une solution désormais propriétaire son offre logiciel de confiance numérique qui repose sur trois piliers :

1. Preuve : logiciel IPSCA
2. Echange : logiciel KEYVELOP
3. Archivage : logiciel STS GROUP

IPSCA, chef de file dans la fabrication d'outils de signature et de facturation électroniques, a été pionnier en Europe en qualité d'autorité de certification. Avec une expérience de plus de douze ans, IPSCA offre une large gamme d'outils de certification électronique.

IPSCA participe activement à toutes les instances mondiales liées à la certification et à la signature électroniques, et a conclu des accords technologiques avec plus de 350 partenaires dans le monde, en ce compris Adobe, Microsoft, Sun Microsystems, IBM, SafeNet, Actividentity, Xerox...

Le logiciel IPSCA produit chaque jour plus de 40 millions de certificats électroniques pour des centaines de milliers d'utilisateurs.

IPSCA possède un réseau de :

- plus de 100 partenaires en Espagne, y compris les grands intégrateurs tels que Siemens, British Telecom, Readsoft, Drago, Thales Group Seidor, Cesser, Xerox...
- plus de 30 partenaires internationaux, en particulier en Amérique latine, avec une présence active au Mexique, Colombie, Équateur, Argentine, Chili et Panama.
- plus de 200 partenaires qui commercialisent ses certificats à travers le monde.(Mapfre Seguros clients, Kas Bank, Nutreco, Tyco sécurité, Manpower, Eulen, Vedior, Telefonica, Camper, Hyundai, Interflora, Pepe Jeans, Multiópticas, Cuatrecasas, BPA Banca Privada d'Andorre, de ICEX, Repsol, Vinci Park, La Razón, Colegio de Ingenieros de Caminos...)

IPSCA réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,5M € pour un résultat équilibré et emploie 20 personnes à son siège social de Madrid.



Entrée au capital de RISC GROUP comme actionnaire de référence

STS GROUP a conclu le 20 octobre 2009, après accord de son Conseil d'administration, un protocole d'investissement avec RISC GROUP, leader européen des prestations de services de sécurité informatique à destination des PME-TPE, à l'effet de proposer son entrée au capital en tant qu'actionnaire de référence de RISC GROUP.

Barreau de
En juin 2009,
avocats du
électronique
de la technologie
STS GROUP –



Bruxelles

pour la quatrième année consécutive, l'Ordre Français des Barreau de Bruxelles a élu ses représentants par voie sécurisée sur Internet. Les avocats ont ainsi voté au travers d'enveloppes numériques sécurisées et tracées Keyvelop de partenaire de confiance numérique du Barreau depuis 2005.



Partenariat IBM

L'accord de coopération technologique qui lie STS GROUP avec IBM France prévoit l'intégration de ses logiciels d'archivage électronique dans l'offre Papyrus d'IBM dédiée au secteur "santé – marché des hôpitaux". La commercialisation de cette offre commune, a démarré en 2008 par la signature d'un contrat dans le monde hospitalier qui devrait connaître un développement important sur 2010.



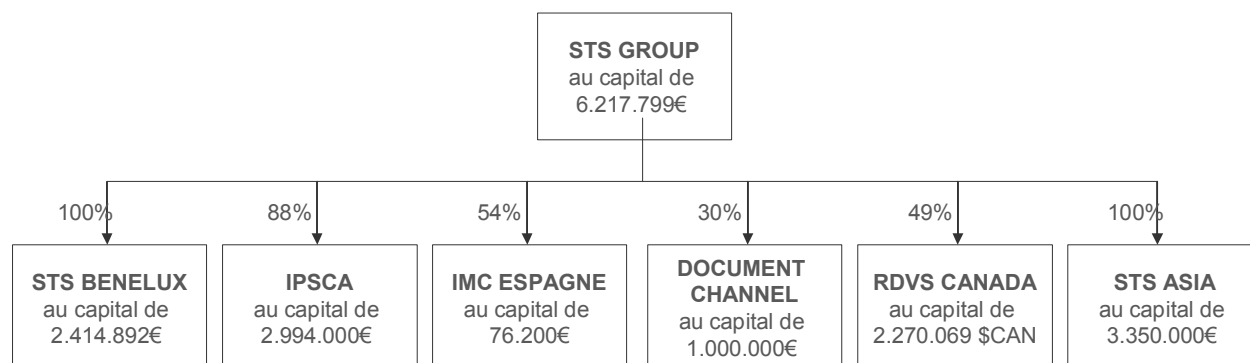
Partenariat EMC

Ce partenariat déjà profitable sur 2008 et 2009 devrait connaître un fort développement tant en France qu'en Afrique et au Moyen-Orient. Sur 2010, 80% du chiffre d'affaires devrait être réalisé par ce biais.

7 Organigramme

7.1 Organigramme juridique

Au 29 septembre 2010, l'organigramme juridique du groupe se présente comme suit :



7.2 Rôles et chiffres clés des principales filiales

Se référer au chapitre 25 du présent Document d'Information

8 Propriétés immobilières, usines et équipements

8.1 Descriptif

STS GROUP a installé ses unités de production à :

- Rueil Malmaison (France) – STS GROUP, siège social : 16, avenue des Chateaupieds
500 m², bail jusqu'au 31/07/2012, pour un loyer de 119 K€/an
- Bruxelles (Belgique) – STS Belgium
- Paris – locaux de réunions rue Franklin Roosevelt
- Boulogne Billancourt – bail chez RISC GROUP pour 1080 m² et un loyer de 268 056 €/an
- Toulouse (France) - STS GROUP, centre administratif
chez RISC GROUP à compter du 01/07/2010 pour 150 m² et un loyer de 22 100€ /an
- Nîmes (France) - STS GROUP, centre de R&D
propriétaire depuis le 13/10/2008 pour 181 m² et une partie en location, pour 6400 €/an
- Portet sur Garonne (siège social de LOGON SI) – bail courant jusqu'au 30/11/2011 pour 16
K€/an

8.2 Question environnementale

Compte tenu de son activité, STS GROUP n'est pas confrontée à des contraintes environnementales.

9 Examen de la situation financière et du résultat

9.1 Situation et évolution de l'activité de STS GROUP au cours de l'exercice 2009

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2009, les principaux événements marquants ont été les suivants :

1 – IMC

Le rachat par STS GROUP de 126.000 actions (soit 20% du capital) détenues par les actionnaires minoritaires d'IMC a été expliqué dans le rapport de gestion portant sur les comptes 2007 dans la rubrique « événements survenus depuis la clôture de l'exercice ». Cette opération est intervenue le 10/01/2008 pour un montant de 12,3 Mo€ correspondant à un bénéfice net généré par IMC de 3,1 Mo€ dont deux tiers ont été enregistrés sur 2007 et l'autre tiers sur janvier 2008. Le PER de 20 qui a été utilisé correspondait à l'époque à 2/3 environ du PER boursier de STS GROUP.

Le plan de rachat des 30% d'actions restantes détenues par les minoritaires s'est poursuivi début 2009 et a porté sur 188.997 actions pour un prix de 7.559.880€ dont 6.250.000€ ont été versés à titre d'acompte, le solde de 1.309.880€ ayant fait l'objet d'une incorporation au capital résultant de la conversion des BSA créées en décembre 2008.

La portée économique des accords IMC/EMC, qui représentent déjà sur les exercices 2007, 2008 et 2009 plus de 12M€ de chiffres d'affaires facturé et encaissé, n'en est qu'à ses débuts et la Direction de STS GROUP estime que les prochaines années vont être marquées par un très fort développement de ce courant d'affaires, tant en France qu'à l'étranger.

2 – IPSCA

La société IPSCA basée à Madrid a été créée le 3 mars 2000 et se trouve être leader en Espagne sur le marché de l'édition de logiciels en matière de signature électronique. L'acquisition d'IPSCA entre dans la stratégie d'acquisition de technologie destinée à maîtriser par une solution interne tout le segment de l'offre touchant à la preuve numérique qui constitue le premier pilier du concept de « confiance numérique ». Les deux autres piliers sont déjà représentés par KEYVELOP pour l'échange

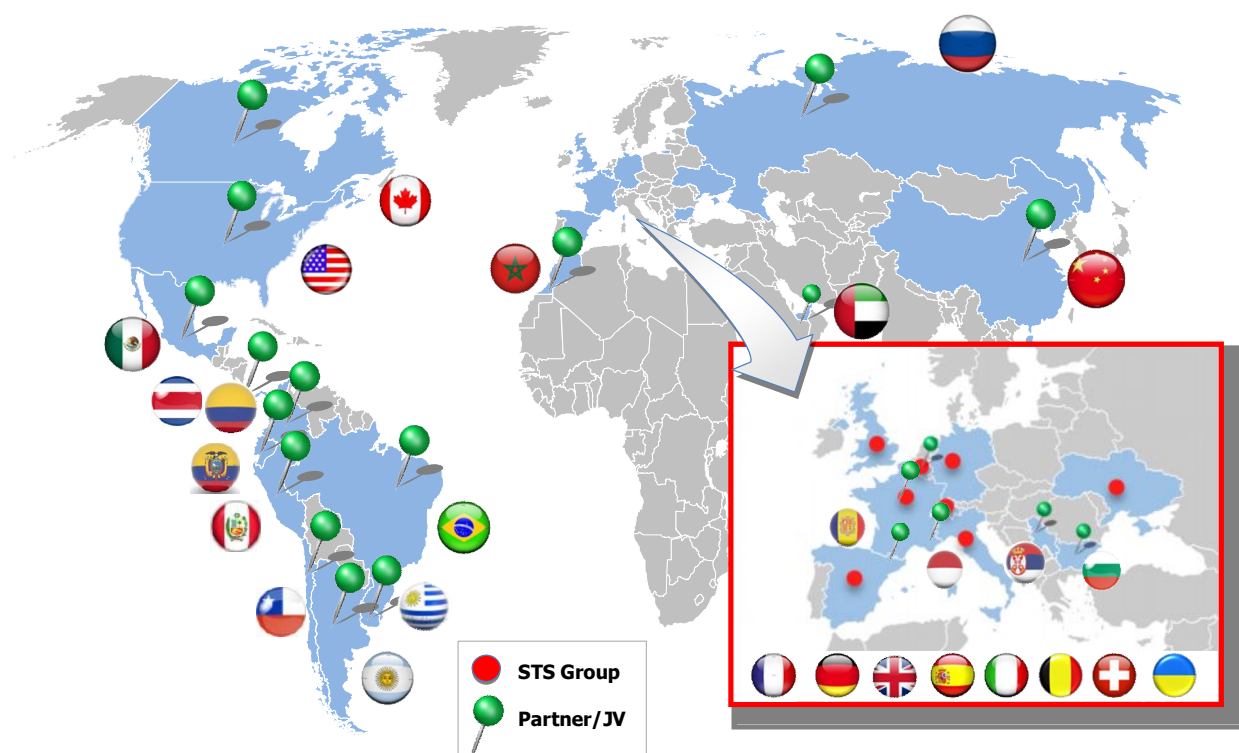
numérique à valeur probatoire et bien sur par STS GROUP pour l'archivage numérique à valeur probatoire.

STS a souscrit à une augmentation de capital lui conférant 75% du nouveau capital et des droits de vote pour un investissement de 3M€.

En 2009, la contribution d'IPSCA dans les comptes consolidés représente un chiffre d'affaires de 4,6M€ et un résultat net de 2,9M€.

3 – PLATEFORMES DE CONFIANCE NUMERIQUE

STS GROUP dispose d'une suite logicielle unique au monde permettant de traiter la confiance numérique. Depuis 2008, des opérateurs du monde entier en sollicitent son usage en mode SAAS, le premier d'entre eux ayant été ARVATO Services filiale du groupe BERTELSMANN. Au cours de l'exercice 2009, comme nous l'avons écrit dans tous nos communiqués de presse, nous avons reçu de nombreuses demandes de partenariat qui se sont traduites par la création de plateformes de confiance numérique avec les partenaires locaux décrits ci-dessous.



Le processus d'association est identique pour toutes :

STS vend son logiciel à la JV créée ou au partenaire pour le compte de la JV en cours de constitution. La créance est alors convertie en capital de la JV en échange de 49% du capital. Cette étape est précédée d'une formation du personnel du partenaire par les équipes de STS

Le partenaire apporte son réseau de clients et reçoit en échange 51%

STS dispose d'option d'achat lui permettant si elle le désire de devenir majoritaire et même de monter à 100% dans le capital de la plateforme

Toutefois STS n'a pas pour vocation de rester dans le capital de la plateforme de confiance numérique au risque de changer de métier et de quitter l'édition de logiciel pour le métier d'opérateur. C'est la raison pour laquelle l'ensemble de ces participations ont été cédées au cours du 1er semestre 2010, pour les JV créées jusqu'en 2009, à une société hors groupe, et pour les autres JV, à RISC IT Solutions, filiale de RISC GROUP (cf paragraphe E) ; STS percevra toutefois 15% de royalties sur le chiffre d'affaires généré par la plateforme nettes de retrocessions.

En termes de valeur, l'opération se fait à la valeur correspondant au prix de revient chez STS, valeur qui a été attestée par le Commissaire aux Apports nommé par ARVATO dans le dossier Document Channel. Les obligations légales locales de ces plateformes imposent pays par pays d'archiver localement ce qui implique un centre d'hébergement sécurisé par pays doté d'une licence d'exploitation STS. Coté RISC IT Solutions, l'apport de ces JV permet de crédibiliser le repositionnement stratégique d'ITS sur le marché du Vertical Cloud Computing en lui donnant une vraie valeur « distinctive » sur le marché de l'hébergement liée au métier de la normalisation et de la labellisation de ces plateformes de confiance numérique

Au cours de l'exercice 2008 STS GROUP avait créé avec ARVATO Services la plateforme de dématérialisation DOCUMENT CHANNEL. Au cours de l'exercice 2009, STS GROUP a participé à la création ou aux travaux préparatoires à la création de :

- RDVS Canada
- ERYNNIS en Belgique
- MEXIQUE
- COLOMBIE
- EQUATEUR
- CHILI
- ITALIE
- Emirats
- STS ASIA qui détient STS CHINA

4 – AUGMENTATIONS DE CAPITAL

- Dans le cadre de la délégation de compétence pour augmenter le capital social décidée par l'Assemblée Général Extraordinaire en date du 28 avril 2009, Le Conseil d'Administration en sa séance du 18 mai 2009 a décidé d'augmenter le capital social de 219.000 euros par la création de

219.000 actions nouvelles émises au prix de dix euros (10€), comprenant 1 euro de valeur nominale et 9€ de prime. Par décision en date du 10 juin 2009, le Conseil d'administration a constaté la réalisation définitive de cette augmentation de capital. Dans ce même conseil il a été constaté l'exercice de bons de souscriptions d'actions à 5 euros, plus précisément 620.000 bons ont été exercés et 62.000 actions nouvelles ont été délivrées et l'augmentation de capital correspondante a été constatée.

- Dans sa séance du 9 juillet 2009, le conseil d'administration a constaté les levées d'options de souscriptions d'actions par les BSA et l'augmentation de capital correspondante. Pour les BSA à 35 euros, pour l'année 2009, 7.137 bons ont été exercés donnant un total de 115 actions. Pour les BSA à 5 euros, pour la période de mars à juin 2009, 4.409.360 bons ont été exercés et 440.935 actions nouvelles ont été émises. Le Conseil a donc constaté une augmentation de capital totale de 441.050 euros.

- Dans le cadre de la délégation de compétence pour augmenter le capital social décidée par l'Assemblée Général Extraordinaire en date du 28 avril 2009, Le Conseil d'Administration en sa séance du 8 septembre 2009 a décidé d'augmenter le capital social de 500.036 euros par la création de 500.036 actions nouvelles émises au prix de dix euros (10€), comprenant 1 euro de valeur nominale et 9€ de prime. Par décision en date du 3 novembre 2009, le Conseil d'administration a constaté la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

- Dans le cadre de la délégation de compétence pour augmenter le capital social décidée par l'Assemblée Général Extraordinaire en date du 28 avril 2009, Le Conseil d'Administration en sa séance du 24 novembre 2009 a décidé d'augmenter le capital social de 269.271 euros par la création de 269.271 actions nouvelles émises au prix de dix euros (10€), comprenant 1 euro de valeur nominale et 9€ de prime. Par décision en date du 22 décembre 2009, le Conseil d'administration a constaté la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

En application de l'Article L 229-129-5 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration a établi pour chacune de ces opérations un rapport complémentaire exposant le déroulement des augmentations de capital.

5– BREVETS et MARQUES

Les évènements suivants sont intervenus sur l'exercice :

- KEYVELOP (société fusionnée dans STS GROUP en 2009) : « Procédé et dispositif de protection de données ». Les brevets suivants ont été déposés et sont désormais enregistrés aux USA :

- C.I. France n° 01 13 539 du 19 octobre 2001
- C.I. France n° 01 14 574 du 12 novembre 2001

- C.I. France n° 02 01 896 du 15 février 2002
- 54514US Patent, brevet délivré aux Etats-Unis fin 2009

Une demande de transfert sur STS GROUP des brevets Keyvelop est en cours

- STS GROUP : " Procédé d'archivage électronique notamment à distance de documents ou objets"

C.I. France n° 06 50 449 du 8 février 2006

- Demande de brevet en Chine n° 200780000956.X du 6 février 2007

6 – UNIVERSITE de la Méditerranée

STS GROUP est la première entreprise à être devenue membre fondatrice de la fondation de l'Université de la Méditerranée moyennant une contribution annuelle de 300K€ par an pendant 3 ans. Cette participation va permettre au Groupe d'intégrer les travaux de recherche et développement de l'Université en matière de compression numérique des images médicales dans le but de favoriser leur échange électronique et leur archivage. Par ailleurs, STS GROUP souhaite étendre son expérience réussie avec le MIPIH à Toulouse sur la messagerie sécurisée dans le secteur médical.

7 – STS ASIA/STS CHINA

STS GROUP pour opérer en mode SAAS en Chine avec des conventions fiscales optimisées a été obligée de créer une structure basée à Hong-Kong dénommée STS ASIA, société au capital de 3,35M€ détenue à 100%. STS ASIA et Weigiao HUANG et Jue WANG (fondateurs d'EASTEQ : SSII spécialisée dans le document numérique à Shanghai) ont ensuite créé STS China au capital de 3,5M€ détenu à hauteur de 45 % par STS ASIA,, 20% par COMPUSYSTEM et 35% par Messieurs HUANG et WANG. L'objectif est de développer dans un premier temps l'offre Logon d'archivage sécurisé pour le secteur bancaire sur la totalité du territoire chinois. Dès que les législations locales seront prêtes STS CHINA commercialisera l'offre de confiance numérique du Groupe. Le temps qui a été nécessaire pour créer ces deux structures ainsi que le délai de traduction en chinois de la suite logicielle de STS GROUP ont occupé l'année 2009 si bien que le démarrage opérationnel est prévu pour 2010.

8 – FUSIONS

Dans le but de rationaliser les structures, la Direction du Groupe a lancé au cours du 1er semestre 2009 un programme de fusion de l'ensemble des filiales françaises détenues à 100%, KEYVELOP, LOGON Services, LOGON SI France et IMC avec STS GROUP.

Notre Société a absorbé les sociétés LOGON SI France, IMC SOLUTIONS, LOGON SERVICES et KEYVELOP lesquelles lui ont apporté l'intégralité de leur actif, contre prise en charge de l'intégralité de leur passif.

Les conditions financières de l'opération ont été déterminées sur la base des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre 2008, date de clôture du dernier exercice social.

Les motifs de cette fusion et les objectifs poursuivis, tels qu'exposés dans le projet de fusion étaient de restructurer la Société en interne permettant la simplification des structures en place et se traduisant dans un allègement des coûts de gestion administrative du groupe. La fusion a également amené la concentration de toutes les activités des filiales sous une même personne morale et a ainsi rassuré les acteurs du marché.

Au cours du deuxième semestre 2009, est intervenue la cession à la société LOGON SI SA/NV, société anonyme de droit belge, des actions détenues par STS GROUP dans les sociétés de droit Belge KEYVOLUTION et STS BELGIUM. STS GROUP détenait 18.599 actions dans la Société KEYVOLUTION, et 750 actions dans la Société STS BELGIUM. Le prix de cession pour les actions détenues dans la Société KEYVOLUTION a été fixé à 16,13 euros par action, soit un prix total de 299.983,87 euros. Ce prix a été fixé au vu de la valeur des titres dans les comptes de STS GROUP correspondant au prix d'acquisition des titres et du coût de souscription à l'augmentation de capital à la fin de l'année 2007. Le prix de cession pour les actions détenues dans la Société STS BELGIUM a été fixé à un prix forfaitaire de un euro.

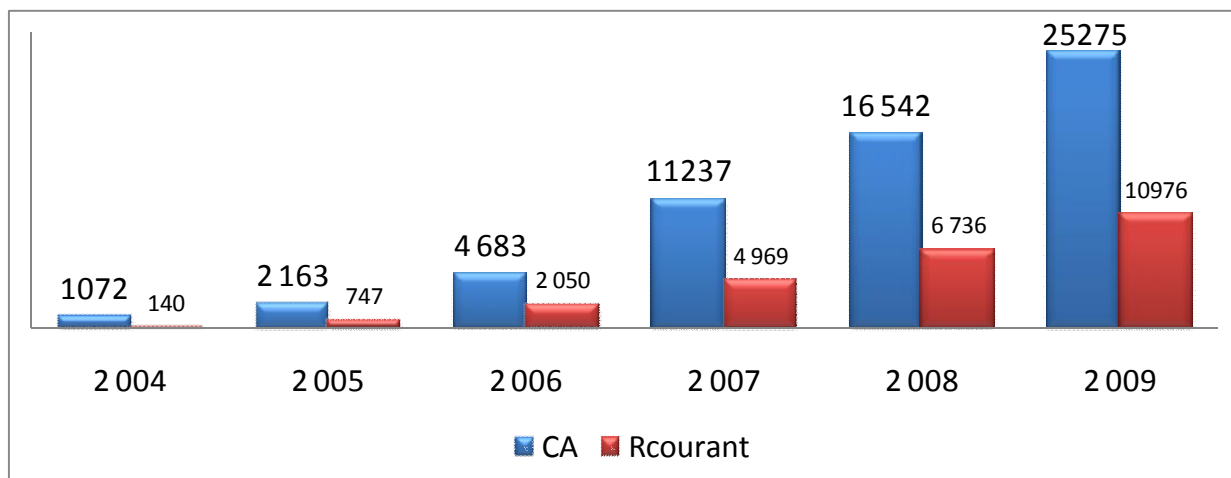
9.2 Analyse de l'évolution des affaires au cours de l'exercice 2009

Il convient de préciser que les comptes sociaux ne sont pas comparables avec ceux de l'exercice précédent du fait de la fusion- absorption des filiales IMC, Logon SI, Logon Services et Keyvelop en 2009.

- Le chiffre d'affaires des comptes consolidés a progressé de 16.542K€ pour l'exercice 2008 à 25.275K€ pour l'exercice 2009 soit une progression de 53% portant essentiellement sur les ventes de logiciels aux plateformes de confiance numérique.

- Le résultat d'exploitation des comptes sociaux s'élève à 3.263K€ pour l'exercice 2009 contre 3.918K€ pour l'exercice 2008 soit une diminution de 17% et le résultat d'exploitation des comptes

consolidés s'élève à 10.731K€ K€ contre 6.659K€ pour l'exercice 2008 soit une progression de 61%%.



- Le résultat courant des comptes sociaux s'élève à 3.519K€ contre 4.387K€ pour l'exercice 2008 soit une diminution de 20% et le résultat courant des comptes consolidés s'élève à 10.976K€ contre 6.736K€ pour l'exercice 2008 soit une progression de 63%%.

- Le résultat exceptionnel net s'élève, dans les comptes sociaux, à un profit de 3.462K€ pour l'exercice 2009 contre une perte de 1.449K€ pour l'exercice 2008. Le résultat exceptionnel s'élève dans les comptes consolidés à une perte de 756K€ pour l'exercice 2009 contre une perte de 446K€ pour l'exercice 2008.

- L'impôt sur les Sociétés figurant dans les comptes sociaux s'élève à 1.364K€ pour l'exercice 2009 contre 412K€ pour l'exercice 2008. L'impôt sur les Sociétés figurant dans les comptes consolidés s'élève à 1.903K€ contre 400K€ pour l'exercice 2008.

- Le résultat net des comptes sociaux présente un profit de 5.191K€ au titre de l'exercice 2009 contre un profit de 2.525K€ pour l'exercice 2008. Le résultat net des comptes consolidés avant intérêts minoritaires dégage un profit 6.492K€ contre 5.029K€ pour l'exercice 2008. Il convient de signaler que l'amortissement de l'écart d'acquisition comptabilisé sur l'exercice 2009 s'élève à 1.400K€ contre 861K€ enregistrés dans les comptes consolidés 2008.

- L'effectif de la société est passé quant à lui de 76 collaborateurs au 31/12/2008 à 110 collaborateurs au 31/12/2009.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

La crise que traverse l'économie mondiale n'a pour l'instant pas affecté l'activité de la société. L'offre de confiance numérique continue d'enregistrer un franc succès auprès de partenaires venus du

monde entier pour la création de plateformes dans lesquelles STS est associé. Cette activité de vente « d'usine SAAS » enregistre sur le début 2010 près de 30M€ d'intentions de commandes.

Toutefois et compte tenu du manque de perspectives macro-économiques fiables, la Direction du Groupe ne donnera pas de prévisions pour l'exercice 2010 même si le premier semestre d'activité, à périmètre égal, est attendu en progression.

9.3 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2009

Depuis le 31 décembre 2009, date de la clôture de l'exercice, il est à noter les événements suivants :

RISC-Group :

Conformément aux termes des résolutions approuvées par l'Assemblée Générale de RISC-Group du 18 décembre 2009, la réalisation effective de l'augmentation de capital réservée à STS GROUP est intervenue le 14 janvier 2010 pour un montant total de 10,85 millions d'euros au prix de 0,35€ par action.

Le pourcentage de détention de notre société dans RISC GROUP au moment de la souscription à l'augmentation de capital et avant exercice des BSA s'élève à 29,7%.

RISC GROUP est une société cotée sur Euronext compartiment C, dont le siège social est situé à Boulogne Billancourt, 7/11 rue Castéja.

Compte tenu de la réduction de capital préalable, le capital social de RISC GROUP s'élève désormais à 21.082.078 euros, divisé en 105.410.390 actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune.

DEAL IT :

Le Conseil d'Administration du 15/4/2010 a décidé l'acquisition de 100% des parts de la société DEAL IT spécialisée dans la location de solutions informatiques dont le siège est 9, rue de l'Industrie, 92400 COURBEVOIE, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 030 605 Deal IT réalise 12MEUR de chiffre d'affaires pour un résultat net de 240KEUR à la clôture de son exercice au 30 septembre 2009.

Le montant de la transaction s'élève à 1,85MEUR pour une situation nette de 520KEUR. L'acquisition de DEAL IT répond à l'objectif d'apporter à tous les réseaux commerciaux de STS GROUP et de RISC

GROUP des solutions de financement favorisant le développement des ventes et l'optimisation des marges.

Souscription d'Obligations Convertibles :

STS GROUP s'est donné les moyens de son développement tant organique que par croissance externe en levant plus de 10 Millions d'euros sous la forme d'Obligations Convertibles en actions d'une durée de 6 ans et portant intérêt au taux de 8%. En cas de conversion totale, l'obligation convertible conduirait à la création de 673.000 actions nouvelles à rapporter aux 6.051.133 actions constituant actuellement le capital de STS GROUP.

A. Par une décision du Conseil en date du 21 janvier 2010 prise dans le cadre de la délégation de compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 avril 2009, il a été décidé d'augmenter le capital social par la création d'obligations convertibles en actions nouvelles de la Société. Le Conseil a décidé d'émettre 908 obligations convertibles en actions d'une valeur de 5.000 euros chacune, soit un montant global maximum à recevoir sous réserve de la souscription effective de la totalité des OC de 4.540.000 euros. La conversion en actions d'une OC, donnera droit à 333 actions nouvelles, soit un maximum de titres à créer de 302.364 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Par une décision en date du 9 février 2010, le Conseil a constaté la souscription de l'intégralité des 908 OC émises et le versement des fonds correspondants dans les caisses de la Société.

B. Une Assemblée Général Extraordinaire a été convoquée pour le 10 mars 2010. Lors de cette Assemblée il a été décidé de déléguer la compétence au Conseil pour augmenter le capital social soit par émission d'actions ordinaires, soit par émission d'obligations convertibles en actions nouvelles. Le Conseil tenu à la suite de l'Assemblée a pris la décision d'user de cette délégation pour émettre 1570 OC d'une valeur de 5.000 euros chacune. La conversion de chaque OC donnera droit à 333 actions nouvelles, soit un maximum de titres à créer de 522.810 de un euro de nominal.

CESSION DES JOINTS VENTURES A ITS/IPS

STS GROUP a toujours considéré et annoncé ne pas vouloir opérer l'activité SAAS mais simplement construire clé en main des plateformes de confiance numérique en mode SAAS, ses revenus provenant de la vente de la licence (ou son apport en capital) et de l'encaissement de 15% des revenus nets générés par ces plateformes.

Suite à la longue période de doute subie par les collaborateurs et les clients de RISC GROUP (absence d'actionnaire référent, recherche d'un partenaire industriel, lourdes pertes opérationnelles et comptables, dégradation de la trésorerie...), il est apparu indispensable à la nouvelle direction de RISC GROUP IT Solutions de donner rapidement un signal aux équipes internes et au marché sur la pérennité de l'ensemble. Des rumeurs persistantes, sur la cession de la filiale RISC GROUP IT Solutions (ex ORNIS) et sur l'érosion enregistrée de la base client avec des résiliations de contrats emblématiques, ont conduit la nouvelle équipe de management sous la responsabilité du nouveau PDG, Monsieur Pierre FORT à traiter en priorité le cas de cette filiale.

A la suite d'un séminaire qui s'est tenu mi-janvier 2010, réunissant tous les managers des deux entités STS GROUP et RISC-Group sur le sujet des choix stratégiques à prendre pour cette filiale, il a été décidé de repositionner stratégiquement RISC GROUP IT Solutions sur le créneau porteur du « Cloud COMPUTING » et, dans ce cadre, de lui faire acquérir l'essentiel des JV (joint venture : plateformes de confiance numérique) créées par STS GROUP dans le monde de façon à lui donner d'emblée un positionnement international dans ce domaine.

Ce réseau de JV détenues minoritairement devait initialement être apporté par STS GROUP à un holding américain IPS et la procédure de transfert des parts de JV avait d'ores et déjà commencé. L'entrée de STS GROUP dans le capital de RISC GROUP le 18/12/2009 a alors modifié la réflexion de STS GROUP sur le sujet.

Pour solidifier RISC GROUP IT Solutions et pour donner un signal fort au marché que cette activité ne serait pas vendue, la nouvelle direction de la société a pris la décision de faire coter RISC GROUP IT Solutions sur le Marché libre dans l'immédiat puis sur ALTERNEXT. A cet effet, le mandat de listing sponsor a été confié à FG PARTNERS et celui de Prestataire de Services d'Investissement à la Charge DUBUS à Lille qui a présenté le dossier à EURONEXT. La cotation immédiate au Marché Libre permettait de donner une valorisation de marché à la société et d'ouvrir son capital sur une base minoritaire à des partenaires industriels intéressés par une adhésion exclusive au réseau de JV.

La valorisation de RISC GROUP IT Solutions conduite par la Charge DUBUS démontre, et ces éléments sont repris dans le courrier de FG PARTNERS, que la valeur de 100% des parts de RISC IT Solutions, après décote de 20%, s'établit à 48,5M€, alors que la même valorisation, sans les profits futurs escomptés par les JV et sans un repositionnement stratégique sur le CLOUD COMPUTING que permet ces mêmes JV, aurait conduit à une valorisation inférieure de plus de la moitié.

Ce protocole de cession des JV prévoit :

1. que les participations actuelles directes (JV française et JV canadienne) soient cédées chacune pour un montant de 1,5 M€, correspondant à la valeur comptable nette dans les livres de STS GROUP.

2. que les participations actuelles indirectes (JV chinoise et JV belge) soient cédées pour des montants respectifs de 3 M€ et 1,5 M€, correspondant à la valeur comptable nette dans les livres de STS GROUP.
3. que les participations futures directes (JV italienne et JV Emirats) soient cédées chacune pour un montant estimé de 1,5 M€.
4. que les participations futures indirectes (JV sud américaines) soient cédées chacune pour un montant estimé de 1,5 M€, à l'exception de la JV mexicaine pour laquelle le prix est fixé à 3 M€
5. que, d'une manière générale, STS GROUP s'engage à céder à RISC GROUP IT Solutions les participations à venir au prix d'acquisition payé par STS GROUP.
6. que STS GROUP s'engage au maintien de tous les contrats de maintenance qui ont été conclus entre les JV et STS GROUP et s'engage à rétrocéder à RISC GROUP IT Solutions un montant égal à 3/18èmes des revenus de ces contrats de maintenance sur les 18% à percevoir.

Finalement et compte tenu des engagements déjà pris, les JV déjà créées au 31/12/2009 ont été cédées à IPS Certification Authority Corp et les JV créées au cours du 1er semestre 2010 à RISC IT Solutions.

9.4 Examen comparatif des comptes et résultats 2009 et 2008

COMPTES SOCIAUX

Jusqu'à présent, les logiciels et frais de R&D, base des produits STS étaient comptabilisés à l'actif en valeur brute pour 5434K€, sans nouveaux amortissements, pour tenir compte de ce qu'ils ne se dépréciaient pas ; en effet, les frais de recherche et développement engagés chaque année par le groupe et comptabilisés en charges ont concouru à maintenir leur valeur à un montant égal au minimum à celle pour laquelle ils figuraient à l'actif. Ces actifs étaient par contre entièrement amortis fiscalement. Il a été décidé en 2009 d'amortir économiquement ces immobilisations incorporels sur 7 ans soit une dotation pour amortissement d'exploitation de 3022K€ au titre des exercices antérieurs et 615K€ au titre de l'exercice 2009. En contrepartie, l'amortissement dérogatoire a été repris pour les mêmes montants.

Il convient de préciser que les comptes ne sont pas comparables avec ceux de l'exercice précédent du fait de la fusion- absorption des filiales IMC, Logon SI, Logon Services et Keyvelop en 2009.

- Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18.140.068 euros contre 13.499.667 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 34%.

- Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 108.010 euros contre 8.555 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1262%.
- Le montant des achats et variations de stocks s'élève à 59.566 euros contre 8.250 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 722%.
- Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 4.809.049 euros contre 7.545.377 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -36%.
- Le montant des impôts et taxes s'élève 503.335 euros contre 128.599 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 391%.
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 3.504.241 euros contre 1.051.742 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de +333%.
- Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 1.798.894 euros contre 559.745 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 321%.
- Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 4.306.487 euros contre 294.932 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 1460%.
- Le montant des autres charges s'élève à 3.137 euros contre 1.729 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 81%.
- Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 14.984.708 euros contre 9.590.375 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 56%.
- Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 3.263.369 euros contre 3.917.847 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -17% en raison d'un amortissement dérogatoire enregistré dans les charges opérationnelles pour 3.692.885 euros et repris en profit exceptionnel pour le même montant.
- Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 255.816 euros contre 468.810 euros pour l'exercice précédent, il s'établit à 3.519.185 euros contre 4.386.656 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -20%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de 3.461.726 euros contre -1.449.148 euros pour l'exercice précédent,

- de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour la première fois en 2009 pour un montant de 425.625 euros
- de l'impôt sur les sociétés de 1.364.378 euros contre 412.134 euros pour l'exercice précédent,

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2009 se solde par un bénéfice de 5.190.909 euros contre un bénéfice de 2.525.374 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 206%.

COMPTES CONSOLIDES

- Le chiffre d'affaires des comptes consolidés a progressé de 16.542K€ pour l'exercice 2008 à 25.275K€K€ pour l'exercice 2009 soit une progression de 53% portant essentiellement sur les ventes de logiciels aux plateformes de confiance numérique.
- le résultat d'exploitation des comptes consolidés s'élève à 10.731K€ K€ contre 6.659K€ pour l'exercice 2008 soit une progression de 61%%.
- le résultat courant des comptes consolidés s'élève à 10.976K€ contre 6.736K€ pour l'exercice 2008 soit une progression de 63%%.
- Le résultat exceptionnel s'élève dans les comptes consolidés à une perte de 756K€ pour l'exercice 2009 contre une perte de 446K€ pour l'exercice 2008.
- L'impôt sur les Sociétés figurant dans les comptes consolidés s'élève à 1.903K€ contre 400K€ pour l'exercice 2008.
- Le résultat net des comptes consolidés avant intérêts minoritaires dégage un profit 6.492K€ contre 5.029K€ pour l'exercice 2008. Il convient de signaler que l'amortissement de l'écart d'acquisition comptabilisé sur l'exercice 2009 s'élève à 1.400K€ contre 861K€ enregistrés dans les comptes consolidés 2008.

9.5 Evolution comparative de la situation financière de STS GROUP en 2009 et 2008

La situation financière consolidée de la société liée à la croissance de ses résultats, aux augmentations de capital survenues en 2009, aux obligations convertibles souscrites début 2010 pour

un montant de 10M€ et à l'encaissement d'un compte clients de 18M€ apparaît extrêmement saine et a permis de financer sans aucun problème la prise de participation dans RISC-Group d'un montant de 10,8M€.

COMPTES SOCIAUX

Il convient de préciser que les comptes ne sont pas comparables avec ceux de l'exercice précédent du fait de la fusion- absorption des filiales IMC, Logon SI, Logon Services et Keyvelop en 2009.

- L'actif immobilisé s'élève à 37418K€ contre 30169K€ l'an passé, principalement du fait de la prise de participation complémentaire dans la filiale IMC à hauteur de 30% pour 7560K€
- L'actif circulant s'élève à 13,9M€ contre 12.1M€ l'an passé. La progression s'explique notamment par les ventes importantes de licences réalisés en fin d'année 2009.
- Les capitaux propres s'élèvent à 51.3M€ contre 37.1M€ l'an passé. La variation s'explique par le résultat de l'exercice écoulé s'élevant à 5.1M€, les augmentations de capital y compris prime d'émission pour 12M€ et la reprise d'amortissement dérogatoire pour 3.2M€.
- Les dettes financières s'élèvent à 10.6M€ contre 12.6M€ l'an passé du fait remboursement d'annuité de l'emprunt obligataire pour l'essentiel.
- Le passif circulant s'élève à 5.7M€ contre 9.7M€ du fait de la baisse cumulée des comptes courants, des clients créditeurs et des comptes fournisseurs.
- La trésorerie, y compris valeurs mobilières de placement, s'élève à 15.9M€ contre 16.5M€ l'an passé.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le montant total de l'actif a enregistré une progression de 17M€ au cours de l'exercice 2009 principalement en raison de :

- L'accroissement de 6,8M€ du poste « Immobilisations » qui provient presque intégralement de l'accroissement de l'écart d'acquisition sur la filiale IMC (indiqué précédemment). L'écart d'acquisition est amorti sur 20 ans.
- Les fonds propres de l'ensemble consolidé progressent de 14,2M€ en passant de 41.7M€ au 31/12/2008 à 55.6M€ au 31/12/2009. Cette augmentation provient essentiellement du

Résultat net consolidé pour l'exercice 2009 de 6,2M€ qui est mis en réserve et des augmentations de capital réalisées en 2009 pour total y compris prime d'émission de 12M€.

- En raison du niveau de ses fonds propres, STS GROUP a été noté 3+ par la Banque de France dans son rapport en date du 23 avril 2009 ce qui signifie que la société a une capacité « très forte » à respecter ses engagements financiers
- Les Emprunts et Dettes financières diminuent de 2,1M€ essentiellement en raison du remboursement de la première annuité de l'emprunt obligataire dit « OBSAR ».
- Les postes « clients » et « autres créances » ne renferment que des créances qui sont toutes encaissées ou converties en titres de participation à la date de publication du présent rapport. Ces postes ont progressé au 31/12/2009 par rapport au 31/12/2008 de 13M€ en raison essentiellement des ventes de licences à nos plateformes de confiance numérique fin 2009.
- La société depuis son origine n'a enregistré aucune procédure judiciaire contre elle et le contrôle fiscal portant sur les exercices 2006, 2007 et 2008 s'est soldé par un redressement fiscal mineur (moins de 100K€) passé en charge sur l'exercice 2009. L'ensemble des Crédits Impôt Recherche obtenus se sont trouvés avalisés à l'occasion de ce contrôle.
- Compte tenu des éléments qui précèdent, la trésorerie disponible est en diminution de 3,7M€ entre le 31/12/2009 et le 31/12/2008.

9.6 Facteurs externes importants influant sensiblement sur les opérations de l'émetteur

Se reporter notamment aux facteurs de risques présentés au chapitre 4 du présent document.

10 Trésorerie et capitaux

10.1 Capitaux de l'émetteur

Les capitaux propres consolidés de STS GROUP s'élèvent à 55 616 K€ au 31 décembre 2009 contre 41 773 K€ fin 2008. La différence résulte pour l'essentiel des primes d'émission issues des augmentations de capital intervenues au cours de l'exercice 2009. Le capital social de la société STS GROUP est au 31 décembre 2009 de 6 051 133 Euros divisé en 6 051 133 actions d'une valeur nominale 1 Euro chacune, souscrites et entièrement libérées.

10.2 Flux de trésorerie consolidés

FLUX DE TRESORERIE	déc-09	déc-08
Opération d'activités		
Résultat net des sociétés intégrées	6 186 796	5 027 117
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements	3 585 596	861 090
Provisions et impôts différés	(205 649)	0
Plus-vallue sur cessions		
Autres		
Capacité d'autofinancement de la période	9 566 743	5 888 207
Variation des stocks et en cours	5 111	3 275
Variation des clients	8 076 182	(3 751 753)
Variation des fournisseurs	(786 526)	563 463
Autres variations	3 526 446	4 943 401
Variation du besoin en fonds de roulement	10 821 213	1 758 386
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(1 254 470)	4 129 821
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	10 739 711	13 711 558
Acquisition et augmentation d'immobilisations financières		1 488 544
Total	10 739 711	15 200 102
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Cessions et diminutions d'immobilisations financières	0	0
Total	0	0
Investissements nets de la période	10 739 711	15 200 102
Incidence des variations du périmètre de consolidation		0
Variation du besoin en fonds de roulement et divers		0
Coût d'acquisition des sociétés consolidées	10 739 711	13 711 558
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	10 739 711	15 200 102
Opération de financement		
Augmentation du capital	10 295 923	5 092 699
Frais lié à l'offre publique d'échange d'actions		
Dividendes attribués aux actionnaires de la société mère		
Comptes courants d'actionnaires	(73)	(936 563)
Total	10 295 850	4 156 136
Variation des emprunts et dettes financières	(2 139 769)	9 538 537
Dont Emprunts souscrits:		0
Dont Emprunts remboursés:	(2 139 769)	0
Variation du besoin en fonds de roulement et divers		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 139 769)	9 538 537
Incidence de la variation des taux de change		
Variation de la trésorerie	(3 838 100)	2 624 392
Trésorerie à l'ouverture	20 169 996	17 545 604
Trésorerie à la clôture	16 331 896	20 169 996
dont - disponibilités	6 651 269	3 654 165
- Valeurs mobilières de placement	9 680 627	16 515 831

10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2009, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à 3.010K€.

PASSIF CONSOLIDE (€)	31/12/2009	31/12/2008
Dettes financières	11 145 660	13 086 429

Le poste « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » s'analyse ainsi :

Les dettes à court terme ont diminué de 2,2M€ essentiellement en raison du remboursement de la première annuité de l'emprunt obligataire dit « OBSAR ».

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
OBSAR	8 333	10 000
Emprunts auprès des EC	2 613	2 886
Dette OSEO	200	200
Total dettes	11 146	13 086

OBSAR : Emission fin 2008 d'Obligations à Bons de souscription d'actions remboursables, pour un montant de 9 999 900 € soit 150 obligations assorties de 68 400 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2009 (BSAR1) et de 111 600 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2013 (BSAR 2).

Le taux d'intérêt est révisable trimestriellement en fonction du taux EURIBOR 3 mois+0.52%
Sauf remboursement anticipé, l'émetteur remboursera les Obligations en 6 annuités de 25 Obligations (les 30 juin 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014)

10.4 Restrictions éventuelles à l'utilisation des capitaux

Il n'existe aucune restriction portant sur l'utilisation de ses capitaux propres par la Société.

10.5 Sources de financements attendues, nécessaires pour honorer les engagements

Au 30 juin 2010, la Société n'a besoin d'aucune nouvelle source de financement externe pour honorer ses engagements souscrits à la date du présent document.

11 Recherche & Développement, brevets et licences

11.1 Dépenses passées et à venir en termes de R&D

Au cours de l'exercice 2009, STS GROUP a poursuivi ses dépenses en matière de recherche et de développement pour un montant de l'ordre de 2271K€ M€ inscrit en charges d'exploitation.

STS est positionné sur le marché de la Preuve, de l'Echange et de l'Archivage (PEA) en tant que leader de confiance numérique avec des canaux de vente soit directs, soit indirects.

Sur les trois prochains exercices, STS GROUP envisage d'engager environ 2 millions d'euros par an de frais de recherche et développement.

11.2 Aides de l'Anvar

En mars 2006, l'ANVAR a accordé la qualification d'entreprise innovante au titre des FCPI à STS GROUP. STS GROUP a ainsi reçu une aide à l'innovation de 632 Keuros pour un programme de développement de la version 4.0 de STS.net, lancée en 2007. C'est sur cette innovation que s'est fondée la croissance de STS GROUP.

La qualification d'entreprise innovante au titre des FCPI a été renouvelée en mai 2010 à STS GROUP.

11.3 Principaux savoir-faire et/ou technologies maîtrisés par STS GROUP

STS GROUP fournit l'ensemble des briques technologiques nécessaires à la mise en œuvre d'un véritable environnement de confiance numérique, condition indispensable au développement d'applications telles que :

- les échanges et les transactions à valeur probante,
- la dématérialisation à valeur probante,
- la mise en place de chaîne de certification à valeur probante,

- le coffre fort électronique universel,
- la délivrance et la gestion de preuves formelles,
- l'archivage à valeur probatoire,
- le vote électronique par correspondance.

11.4 Protections industrielles mises en œuvre (brevets, marques, modèles ...)

STS GROUP est propriétaire de son code source, qui est déposé auprès de l'APP (Agence de Protection des Programmes), et intègre un département Recherche & Développement chargé de l'évolution fonctionnelle et technique du logiciel.

Par ailleurs, le Brevet "Procédé d'archivage électronique notamment à distance de documents ou d'objets" a été validé dans le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle en août 2007.

En termes de marques, STS GROUP continue de déposer toutes les marques utilisées dans son offre produit.

Le leadership technologique de STS GROUP repose sur une politique de dépôts de brevets et de veille technologique et juridique. Ainsi STS GROUP consacre chaque année environ 20% de son chiffre d'affaires à la Recherche et Développement.

A ce titre, STS GROUP :

- a déposé deux nouveaux brevets ainsi qu'une nouvelle marque.
- mène actuellement plusieurs nouveaux projets.
- participe, en tant qu'expert, aux commissions normatives telles que le Référentiel Coffre Numérique CES et la Révision de la norme NF Z42-013.

L'avance technologique acquise par STS GROUP s'illustre par le nombre important de partenaires qui choisissent d'intégrer dans leurs prestations l'offre de STS GROUP. Cette connaissance lui a permis également de décliner des offres « On site » packagées « métiers » ou « fonctions de l'entreprise » et ainsi d'élargir son portefeuille clients. Les offres métiers remportent un très vif succès notamment auprès des collectivités publiques, les experts d'assurance, les syndicats immobiliers, les établissements de santé, les mutuelles...

Le groupe a également établi une feuille de route technologique visant à accroître et renforcer son positionnement offre.

11.5 Situation normative et réglementaire (Certifications acquises en cours, contraintes liées au domaine d'activités)

11.5.1 Évolution du droit en matière de preuve électronique

Premier arrêt de la Cour de Cassation sur la preuve électronique rendu le 15 février 2009 : l'arrêt rendu par la deuxième chambre civile de la Cour de Cassation le 4 décembre 2008 (pourvoi n°07-17622) pose une première pierre à l'édifice jurisprudentiel qui reste à construire concernant la reconnaissance par les tribunaux de la valeur probatoire de l'écrit numérique. Il confirme que l'écrit numérique doit respecter les dispositions de l'article 1316-1 du Code Civil, c'est à dire être horodaté et documenter le processus de dématérialisation par une politique d'archivage afin d'optimiser le traitement judiciaire de ce type de litige.

11.5.2 Lois et normes

Durant ces dernières années, le développement de la dématérialisation, de l'archivage électronique et des échanges numériques a bouleversé le mode de fonctionnement des entreprises et des administrations.

Cette révolution a été rendue possible par une évolution du cadre réglementaire et normatif, tant sur le plan international que local.

En tant que spécialistes de la Confiance Numérique, les équipes de STS GROUP exercent une veille permanente sur ces sujets, et apportent même leur contribution au sein d'instances normatives telles que le CEN, l'AENOR en Espagne, l'ANORC en Italie, ou l'AFNOR en France.

Sans prétendre à l'exhaustivité, la liste ci-dessous présente les principales normes et les textes essentiels relatifs ou applicables aux différents domaines d'application de l'Economie Numérique :

- La facturation électronique
- L'archivage électronique
- La dématérialisation des bulletins de paie
- Les envois électroniques recommandés
- La dématérialisation des marchés publics
- etc.

Contexte international

- Norme ISO 14721 (OAIS)
- Norme ISO 15489

- Moreq 2
- Norme ISO 19005
- Directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil, relative à la signature électronique
- Directive 2001/115/CE du conseil européen relative à la facture électronique

Contexte français

- Textes Relatifs à la signature électronique
- Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000
- Décret no 2001-272 du 30 mars 2001
- Décret n°2002-535 du 18 avril 2002
- Arrêté du 26 juillet 2004

Textes relatifs à l'archivage électronique

- Norme AFNOR Z42013
- Référentiel Général d'Interopérabilité (DGME)
- Standard d'échange de données pour l'archivage (DGME)
- Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique

Textes Relatifs à la dématérialisation des Marchés Publics

- Décret n°2001-210 du 7 mars 2001
- Décret no 2001-846 du 18 septembre 2001
- Décret n° 2002-692 du 30 avril 2002
- Décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004
- Décret n° 2006-975 du 1er août 2006

Textes relatifs à la facturation électronique

- Loi de finances rectificative n° 2002-1576 du 30 décembre 2002
- Décret n° 2003-659 du 18 juillet 2003
- Instruction fiscale n°4 du 11 janvier 2007

Textes Relatifs aux envois électroniques recommandés

- Ordonnance n°2005-674 du 16 juin 2005

Textes relatifs à la dématérialisation des bulletins de paye

- Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009

12 Informations sur les tendances

12.1 Principales tendances ayant affecté les ventes, coûts et prix de vente depuis la fin du dernier exercice

Néant.

12.2 Tendance connue, incertitude, demande, d'engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sur les perspectives de la Société

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de tendance ni d'engagement ou d'événement raisonnablement susceptible d'influer négativement sur les perspectives de la Société.

13 Prévisions ou estimations du bénéfice

La Société n'entend pas faire de prévisions ou d'estimations de bénéfices.

Néanmoins, la société s'emploie à se conformer aux standards de communication des marchés réglementés. A titre d'exemple, elle publie un rapport annuel et communique des éléments trimestriels et notamment ceux relatifs aux résultats trimestriels.

La communication financière est disponible sur le site de la société : www.group-sts.com.

14 Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale

14.1 Dirigeants et administrateurs de la Société

14.1.1 Informations générales relatives aux dirigeants et administrateurs

Au 29 septembre 2010, le conseil d'administration est composé des 3 membres suivants :

Identité	Mandat	Fin de mandat
Bernard CALVIGNAC	Président - DG	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2012
Henri CREMADES	Administrateur - DGD	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2012
Pierre FORT	Administrateur - DGD	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2012
James COHEN	Administrateur - DGD	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2015
Pierre LEIJDER	Administrateur	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2012
A PLUS FINANCE	Administrateur	AGO statuant sur comptes clos 31/12/2015

Il n'existe entre les personnes listées ci-dessus aucun lien familial.

Aucune de ces personnes, au cours des 5 dernières années,

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- n'a été associée en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
- n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

14.1.2 Autres mandats sociaux et fonctions exercés

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Monsieur Bernard CALVIGNAC

Liste des mandats sociaux exercés en France

- Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la société STS GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 431 928 365 RCS Nanterre et ayant son siège social 16 avenue des Chateaupieds à Rueil Malmaison (92565),
- Administrateur de la société COMPULEASE INN, société anonyme immatriculée sous le numéro 504 140 047 RCS Annecy et ayant son siège social 2843 Route de la Cry Cuchet à Combloux (74920),
- Administrateur de la société RISC GROUP IT SOLUTIONS, société anonyme immatriculée sous le numéro 377 762 752 RCS NANTERRE et ayant son siège social 7/11 rue Casteja, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT,
- Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la société RISC GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 379 067 390 RCS NANTERRE et ayant son siège social 7/11 rue Casteja, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT,
- Membre du Conseil de Surveillance de la société FINANCIERE CROISSANCE INVESTISSEMENT, société anonyme immatriculée sous le numéro 380 205 518 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt (75008),
- Administrateur de la société FOOT NATIONAL, société anonyme immatriculée sous le numéro 509 248 878 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt à Paris (75008),
- Administrateur de la société FOOTBALL CLUB ISTRES OUEST PROVENCE FCIOP, société anonyme sportive professionnelle immatriculée sous le numéro 508 106 960 RCS Salon de Provence et ayant son siège social Route de Martigues, Stade Audibert à Istres (13800),
- Gérant de la société LA BASTIDE RAMATUELLE, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro 507 453 322 RCS Annecy et ayant son siège social 2843 Route de la Cry Cuchet à Combloux (74920),

Liste des mandats sociaux exercés à l'étranger

- Administrateur Délégué de la société COMPULEASE SA, société de droit luxembourgeois immatriculée sous le numéro B 99010 RCS Luxembourg et ayant son siège social 7 rue de Marnach, 9709 Clervaux (Luxembourg),
- Gérant de la société COMPULEASE SARL, société de droit suisse ayant son siège social 2 rue Charles Bonnet à Genève (1206),

- Administrateur délégué de COMPULEASE REAL ESTATE, société de droit luxembourgeois immatriculée sous le numéro B 70719 RCS Luxembourg et ayant son siège social 7 rue de Marnach, 9709 Clervaux (Luxembourg),
- Président du Conseil d'Administration de la société STS GROUP BENELUX, société de droit belge ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1170),
- Président du conseil d'administration de LOGON SOLUTION INTEGRATOR, société de droit belge ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1140).
- Administrateur de la société STS ASIA HOLDING Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351223 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong.
- Administrateur de la société CHINA Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351228 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong

Monsieur Enrique CREMADES

Liste des mandats sociaux exercés en France

- Directeur Général Délégué et administrateur de la société STS GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 431 928 365 RCS Nanterre et ayant son siège social 16 avenue des Chateaupieds à Rueil Malmaison (92565),
- Administrateur de la société COMPULEASE INN, société anonyme immatriculée sous le numéro 504 140 047 RCS Annecy et ayant son siège social 2843 Route de la Cry Cuchet à Combloux (74920),
- Administrateur de la société RISC GROUP IT SOLUTIONS, société anonyme immatriculée sous le numéro 377 762 752 RCS NANTERRE et ayant son siège social 7/11 rue Casteja, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT,
- Président du conseil d'administration et Directeur Général de la société FOOT NATIONAL, société anonyme immatriculée sous le numéro 509 248 878 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt à Paris (75008),
- Président du Directoire de la société FINANCIERE CROISSANCE INVESTISSEMENTS, société anonyme immatriculée sous le numéro 380 205 518 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt (75008),

- Administrateur de la société FOOTBALL CLUB ISTRES OUEST PROVENCE FCIOP, société anonyme sportive professionnelle immatriculée sous le numéro 508 106 960 RCS Salon de Provence et ayant son siège social Route de Martigues, Stade Audibert à Istres (13800),
- Gérant de la société FINE SARL, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro 401 576 772 RCS Nîmes et ayant son siège social 5 avenue de la Dame à Caissargues (30132),
- Gérant de la société CSI Conseil en solution Information, société en nom collectif immatriculée sous le numéro 380 648 188 RCS Aix-en-Provence et ayant son siège social 67 cours Mirabeau à Aix en Provence (13100),
- Gérant de la société INFORMATIQUE CONSEIL EXPERT, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro 383 020 948 RCS Aix-en-Provence et ayant son siège social 5 rue du Quatre Septembre à Aix-en-Provence (13100),

Liste des mandats sociaux exercés à l'étranger

- Administrateur Délégué de la société QUADRAUS, ayant son siège social 7 rue de Marnach, 9709 Clervaux (Luxembourg), [représentant permanent de la société QUADRAUS membre du conseil de surveillance]
- Administrateur de la société STS GROUP BENELUX, société de droit belge ayant son siège social ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1140),,
- Gérant de la société COMPLIANCE COMPANY SARL, société de droit monégasque,
- Président de la société STS ASIA HOLDING Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351223 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong,
- Administrateur de la société CHINA Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351228 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong,
- Administrateur délégué de la société STS BELGIUM, société de droit belge ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1170),
- Administrateur de la société STS ESPAGNE.

Monsieur Pierre FORT

Liste des mandats sociaux exercés en France

- Directeur Général Délégué et Administrateur de la société STS GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 431 928 365 RCS Nanterre et ayant son siège social 16 avenue des Chateaupieds à Rueil Malmaison (92565),
- Administrateur de la société COMPULEASE INN, société anonyme immatriculée sous le numéro 504 140 047 RCS Annecy et ayant son siège social 2843 Route de la Cry Cuchet à Combloux (74920),
- Président du Conseil d'Administration et directeur général de la société RISC GROUP IT SOLUTIONS, société anonyme immatriculée sous le numéro 377 762 752 RCS NANTERRE et ayant son siège social 7/11 rue Casteja, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT,
- Administrateur de la société RISC GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 379 067 390 RCS NANTERRE et ayant son siège social 7/11 rue Casteja, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT,
- Gérant de la société MDC, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro 440 266 344 RCS Nimes et ayant son siège social 1950 Avenue Maréchal Juin à Nimes (30900),
- Gérant de la SCI CHARLES, société civile immobilière immatriculée sous le numéro 414 853 143 RCS Nimes et ayant son siège social 12 avenue de la Vistrenque Zone Euro 2000 Bâtiment C à Caissargues (30132),
- Gérant de la SCI DIANE, société civile immobilière immatriculée sous le numéro 409 972 155 RCS Nimes et ayant son siège social 12 avenue de la Vistrenque Zone Euro 2000 Bâtiment C à Caissargues (30132),
- Gérant de la SCI MARINE 1, société civile immobilière immatriculée sous le numéro 420 151 003 RCS Nimes et ayant son siège social 12 avenue de la Vistrenque Zone Euro 2000 Bâtiment C à Caissargues (30132),
- Gérant de la société MADICHA, société civile immobilière immatriculée sous le numéro 402 311 997 RCS NIMES et ayant son siège social Zone euro 2000, bâtiment C, avenue de la Vitrenque, 30132 CAISSARGUES,

Liste des mandats sociaux exercés à l'étranger

- Administrateur Délégué de la société CADAMI FINANCE, société de droit luxembourgeois ayant son siège social 7 route de Marnach à Clervaux (L. 9709),
- Administrateur de la société STS GROUP BENELUX, société de droit belge ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1140),
- Administrateur au sein de la société TECHNOINVEST, société de droit luxembourgeois ayant son siège social 7 route de Marnach à Clervaux (L. 9709),
- Administrateur au sein de la société CADIMMO INVEST, société de droit luxembourgeois ayant son siège social 7 route de Marnach à Clervaux (L. 9709).
- Administrateur de la société STS ASIA HOLDING Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351223 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong.
- Administrateur de la société CHINA Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351228 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong

Monsieur Pierre LEIJDER

Liste des mandats sociaux exercés en France

- Administrateur de la société STS GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 431 928 365 RCS Nanterre et ayant son siège social 16 avenue des Chateaupieds à Rueil Malmaison (92565),
- Président du Conseil de Surveillance de la société FINANCIERE CROISSANCE INVESTISSEMENTS, société anonyme immatriculée sous le numéro 380 205 518 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt (75008).

Liste des mandats sociaux exercés à l'étranger

- Gérant de la société A.P.M.J., société privée à responsabilité limitée de droit belge, dont le siège social est situé 114 A rue Basse à Ucle (1180),
- Administrateur de la société Arch & Doc SA, société de droit belge,

- Représentant permanent de la société A.P.M.J., administrateur délégué de la société STS GROUP Benelux, société de droit belge ayant son siège social au 775 Chaussée de Louvain à Bruxelles (1140).
- Administrateur de la société STS ASIA HOLDING Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351223 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong.
- Administrateur de la société CHINA Limited, société de droit de Hong Kong, immatriculée au registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro 1351228 et ayant son siège social 6th Floor, Alexandra House, 18 Chater Road, Central, Hong Kong
- Représentant permanent de la société A.P.M.J., administrateur délégué de la société RISC GROUP Belgium, société de droit belge ayant son siège social rue de Stalle 140 à Bruxelles (1180).

Monsieur James COHEN

Liste des mandats exercés en France

- Directeur Général Délégué et Administrateur de la société STS GROUP, société anonyme immatriculée sous le numéro 431 928 365 RCS Nanterre et ayant son siège social 16 avenue des Chateaupieds à Rueil Malmaison (92565),
- Administrateur du conseil d'administration et Directeur Général de la société FOOT NATIONAL, société anonyme immatriculée sous le numéro 509 248 878 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt à Paris (75008),
- Membre du Directoire de la société FINANCIERE CROISSANCE INVESTISSEMENTS, société anonyme immatriculée sous le numéro 380 205 518 RCS Paris et ayant son siège social 28 avenue Franklin Roosevelt (75008).
- Représentant Permanent de la Société COMMUNICATION TRADING SA, membre du conseil de surveillance de MARSEILLE VITROLLES RUGBY, société anonyme immatriculée sous le numéro 501 554 265 RCS MARSEILLE et ayant son siège Centre Commercial la Maurelette 1, place du Commerce, 13015 MARSEILLE,
- Gérant de FINARC, société à responsabilité limitée immatriculée sous le numéro 477 855 217 RCS NANTERRE et ayant son siège social 3, rue Jules Lefevre, 92400 COURBEVOIE,

Liste des mandats exercés à l'étranger

- Administrateur délégué de la Société Communication et Trading S.A., 7 rue de Marnach, 9709 CLERVAUX (Luxembourg),
- Administrateur de la Société Belge STS GROUP BENELUX,

14.1.3 Biographies des dirigeants et membres du Conseil d'Administration

Bernard Calvignac – Fondateur et Président

Bernard Calvignac est le fondateur et actuel Président de la société STS GROUP. Diplômé de l'Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers (sorti major de promotion en 1976), M. Bernard Calvignac a notamment co-fondé et dirigé la société ECONOCOM (1 Md€ de chiffre d'affaires en Europe) de 1985 jusqu'en 1999. Parallèlement, il a également co-fondé en 1986 en qualité d'actionnaire majoritaire, TOPDIS (150 Millions de Francs de chiffre d'affaires, dans la distribution et la Télé-Distribution alimentaire à Nantes).

Henri Cremades – Chief Executive Officer (CEO)

Henri Cremades occupe le poste de Directeur Général du Groupe. Henri Cremades a débuté sa carrière en tant que Chef de projet Gestion chez CACHAREL, de 1979 jusqu'en 1982, Ingénieur d'Affaires pendant 4 ans chez CISI (l'une des premières SSII françaises), Responsable Marketing et Commercial « Gestion Hôtelière » de NIXDORF entre 1986 et 1990, Directeur Commercial Provence chez COMPUTER ASSOCIATES de 1991 à 1992. Il sera ensuite jusqu'en 2000 Agent Commercial Sud-Est chez ECONOCOM.

Pierre Fort – VP Strategy

Pierre Fort occupe le poste de Vice Président IT. Président du Pôle Productique de la Région Languedoc-Roussillon de 1983 à 2005, il est également entre 1978 et 1982 le fondateur et dirigeant de SNL, franchisé CONNEXION. De 1983 jusqu'en 1999 il fut le fondateur et dirigeant de SNRI (SSII à l'effectif de 50 personnes).

Pierre Leijder – Chief Technical Officer (CTO)

Pierre Leijder est ingénieur diplômé de l'Université de Louvain, a travaillé pour IBM et a créé en 1993 avec IBM la Société LOGON SI France.

James Cohen – VP Sales

James Cohen, est actuellement Vice Président SALES de STS GROUP. Expert-comptable de formation, James Cohen a été Account Manager chez SPERRY UNIVAC et UNISYS de 1979 à 1991 puis fut Directeur Régional d'ECONOCOM de 1991 à 1995, il fut également consultant en Ingénierie financière de 1995 jusqu'en 2000, date à laquelle il a rejoint le Groupe en tant qu'administrateur.

Philippe Duchesne – Directeur des Professional Services

Philippe Duchesne a occupé le poste de responsable de la GED chez Steria

Alain Blaise – Directeur de l'offre SaaS

Alain Blaise a précédemment été Président Fondateur de Solofi

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de la direction et du Conseil d'Administration

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de conflit entre les intérêts privés des administrateurs de la Société et l'intérêt social.

Aucun dirigeant, ni administrateur ne détient de participation chez l'un des principaux clients ou fournisseurs de la Société.

15 Rémunérations et avantages des administrateurs et dirigeants

15.1 Rémunération des membres du Conseil d'Administration et des dirigeants

	Rémunération fixe (brut annuel)	Rémunération variable	Indemnités & avantages en nature	Jetons de présence	TOTAL
Bernard CALVIGNAC	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Henri CREMADES	Néant	Néant	169.850,58€ HT facturés pour prestations commerciales	Néant	169.850,58€ HT
Pierre FORT	61.550€	Néant	Avantages en nature : 4.389€ Assistance technique facturée sur base de 29 389.14€ HT annuel	Néant	33.778,14€ HT
Pierre LEIJDER	Néant	Néant	Assistance technique facturée sur base de 54.000€ HT annuel	Néant	54.000€
James COHEN	Néant	Néant	Véhicule de fonction d'une valeur annuelle locative de 8.705€ TTC	Néant	8.705€
A PLUS FINANCE	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Il n'existe pas de régimes complémentaires de retraite spécifiques, ni de primes d'arrivée ou de primes de départ.

15.2 Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres du Conseil de Surveillance et dirigeants

La Société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants et n'a pas accordé de primes d'arrivée ni de départ à ces personnes.

16 Fonctionnement des organes d'administration et de Direction

16.1 Direction de la Société

Depuis le 23 décembre 2000, la Société est une société anonyme à conseil d'administration. La composition détaillée du conseil d'administration figure au chapitre 14.

Au cours de l'exercice 2009, le conseil d'administration s'est réuni 24 fois. Le taux de présence des 5 administrateurs (A PLUS FINANCE a été nommé administrateur en 2010) s'est élevé à 100%.

Exercice de la Direction générale de l'entreprise

La Société est représentée à l'égard des tiers par Bernard CALVIGNAC en tant que Président du Conseil d'Administration et Directeur Général.

16.1.1 Cumul des fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil

Il n'y a pas de séparation juridique des rôles entre Directeur Général et Président du Conseil d'Administration.

16.1.2 Mandat des membres du Conseil d'Administration

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

Monsieur Bernard CALVIGNAC né le 23 juin 1954 à FIGEAC

- Mandat d'administrateur renouvelé lors de l'assemblée générale tenue le 21 juin 2007 approuvant les comptes clos au 31 décembre 2006, pour une durée de 6 ans jusqu'au 31 décembre 2012.
- Mandat de Président et de Directeur Général ont été renouvelés lors du Conseil du 21 juin 2007 tenu à la suite de l'Assemblée.

Administrateur et Directeur Général Délégué

Monsieur Henri CREMADES né le 10 juillet 1955 à PINOSO (Espagne)

- Mandat d'administrateur renouvelé lors de l'assemblée générale tenue le 21 juin 2007 approuvant les comptes clos au 31 décembre 2006, pour une durée de 6 ans jusqu'au 31 décembre 2012.
- Il a été nommé directeur général délégué par le Conseil du 25 juillet 2006.

Administrateur et Directeur Général Délégué

Monsieur Pierre FORT né le 2 octobre 1952 à SAINT GIRONS

- Mandat d'administrateur renouvelé lors de l'assemblée générale tenue le 21 juin 2007 approuvant les comptes clos au 31 décembre 2006, pour une durée de 6 ans jusqu'au 31 décembre 2012.
- Il a été nommé directeur général délégué par le Conseil du 21 juin 2007.

Administrateur et Directeur Général Délégué

Monsieur James COHEN né le 7 août 1945 à CASABLANCA

- Nomination en tant qu'administrateur par l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2004, pour une durée de 6 ans, son renouvellement est inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée du 24 juin 2010.
- Il a été nommé directeur général délégué par le Conseil du 30 août 2006.

Administrateur

Monsieur Pierre LEIJDER né le 22 septembre à UCCLE (Belgique)

- Nomination en tant qu'administrateur par l'Assemblée Générale Mixte du 30 août 2006 pour une durée de 6 ans jusqu'au 31 décembre 2012.

Administrateur

Société A PLUS FINANCE, SA au capital de 300.000 euros

Siège social au 8 rue Bellini, 75016 Paris

- Nomination en tant qu'administrateur par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010, pour une durée de 6 ans qui prendra fin à l'issue de l'AGO à tenir dans l'année 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

16.1.3 Direction

Le Conseil d'Administration est l'organe qui a pour mission de diriger, d'administrer et de représenter la société dans la vie courante des affaires et par-devant la justice, sans préjudice des compétences

qui, en vertu de la loi ou des statuts, ressortent de la compétence de l'assemblée générale des actionnaires.

16.2 Contrats entre les membres du Conseil d'Administration et la Société

16.2.1 Contrats de travail

Néant.

16.2.2 Contrat de liquidité

L'assemblée générale du 29 septembre 2010 a approuvé une résolution permettant à la Société une fois transférée sur NYSE Alternext, de racheter ses propres actions afin d'alimenter un contrat de liquidité, conforme à la charte de l'AMAFI, signé avec ODDO Corporate Finance.

Il n'existe pas d'autres contrats passés entre la Société et l'un de ses administrateurs.

16.3 Comités d'audit, de rémunération et gouvernance d'entreprise

La Société n'envisage pas, pour le moment, de mettre en place de Comité de rémunération ou d'audit.

Il n'existe à ce jour aucune règle concernant les restrictions ou interdictions d'intervention des administrateurs sur des opérations sur les titres de sociétés pour lesquelles ils disposent d'informations non encore rendues publiques.

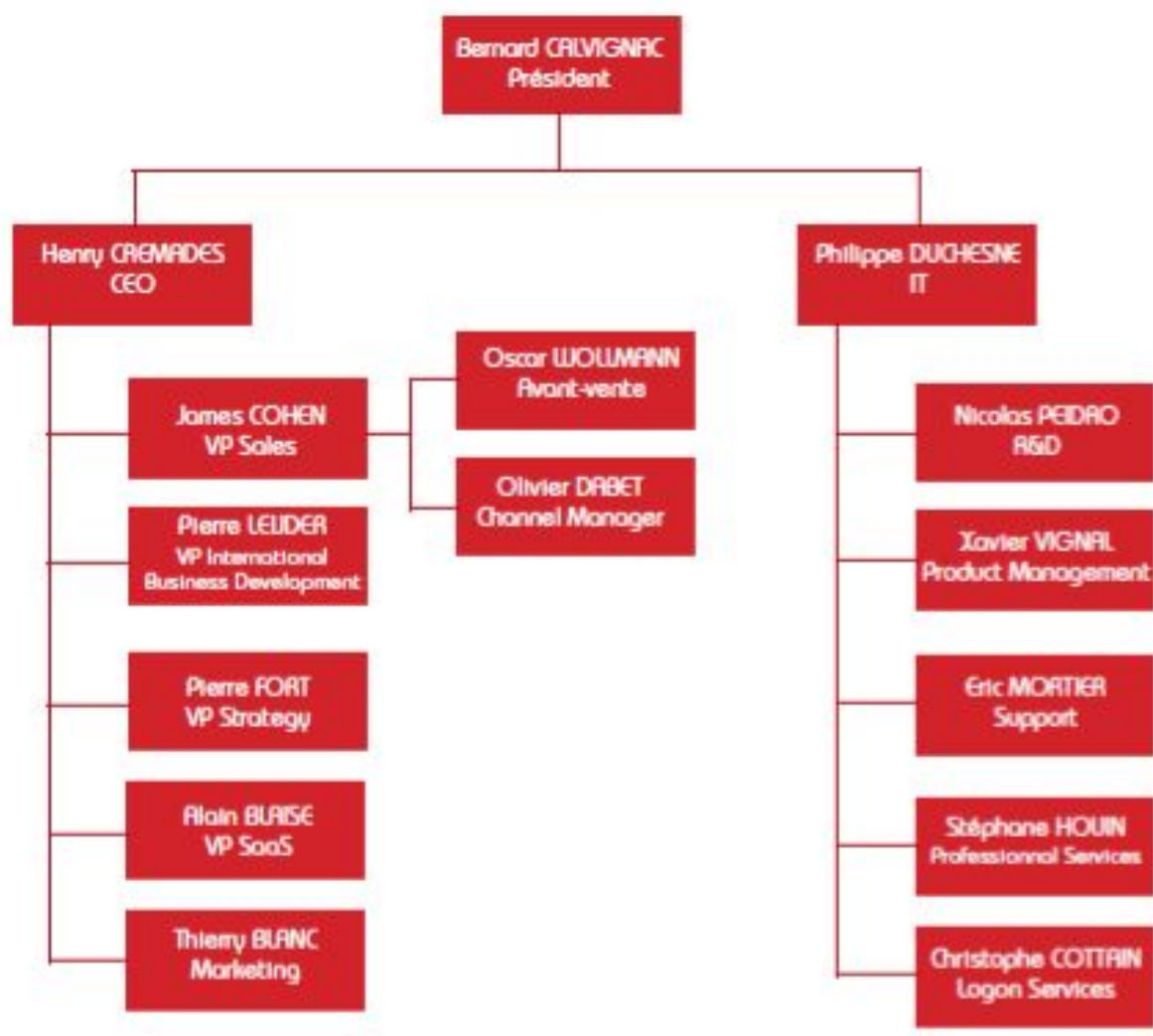
Le Conseil d'administration ne comprend pas d'administrateur indépendant au sens du rapport Bouton, ni d'administrateur élu par les salariés.

17 Salariés

17.1 Présentation de l'équipe dirigeante

Pour continuer à assurer son développement, et gagner encore en efficacité, STS GROUP s'est organisé autour de deux grandes entités :

1. **Une entité dédiée au Business Development** dirigée par Henry CREMADES, regroupant les fonctions commerciales, la Stratégie et le Marketing,
2. **Une entité de production**, au sein de laquelle on a regroupé sous la direction de Philippe DUCHESNE les fonctions R&D, Product Management, Support, Professional Services et l'activité Logon Services.



17.2 Présentation du personnel salarié

L'effectif consolidé au 31/12/2008 est de 76 personnes et de 80 personnes au 31/12/2009 (hors RISC GROUP).

Le Président de STS GROUP s'occupe de la stratégie, de la communication corporate, du reporting et du contrôle en liaison avec le Commissaire aux Comptes (production de situations mensuelles et d'un bilan consolidé à mi-année qui est audité et certifié).

La Direction Générale est chargée du développement national et international du réseau d'agents, de distributeurs et de Partenaires. C'est elle qui met en place les opérations Marketing en coopération avec les partenaires, et qui communique auprès des prospects tout ce qui concerne le produit ou le marché. Le support avant-vente vis-à-vis des partenaires (visite clients, rédaction des propositions commerciales,...) ainsi que la gestion administrative et financière sont également assurés par ce département.

Le département IT assure la veille technologique et décide de la stratégie produit à mettre en œuvre. En accompagnant la direction générale, le support technique avant-vente (maquettes, rédaction d'appels d'offres en liaison avec les partenaires, ...) est assuré par le service IT. Le directeur de ce département est l'interlocuteur des Laboratoires d'écoles et des sous-traitants extérieurs pour le développement, et du département Développement.

Le département Sales suit l'activité commerciale du réseau d'agents et de distributeurs en France et prend les décisions commerciales qui s'imposent. Positionné en support de la direction générale pour le développement de nouveaux distributeurs et partenaires en France, le département s'occupe également de la rédaction des propositions commerciales et des appels d'offre avec les partenaires.

Le département Recherche & Développement garantit à STS GROUP une longueur d'avance technologique sur ses concurrents potentiels. C'est un effort constant qui réclame de la part des informaticiens qui la composent un investissement personnel et une formation solide.

La politique de formation adoptée par STS GROUP est rigoureuse et de grande qualité, en particulier sur le plan de la maîtrise technologique des produits intégrés et ce grâce aux partenariats avec les éditeurs majeurs du marché. Ces formations et training sont la plupart du temps validés par ces certifications : MCP Microsoft, SWT,

17.3 Effectif consolidé du Groupe

On compte au 30 juin 2010, 110 salariés contre 76 salariés au 31 décembre 2008.

17.4 Participation des dirigeants et stock options des membres du Conseil d'Administration et dirigeants

L'assemblée générale mixte en date du 28 avril 2009 a autorisé le Conseil à consentir à certains membres du personnel de la Société des options donnant droit à la souscription d'actions de la société.

Par décision en date du 10 juin 2009, le Conseil a pris la décision de consentir des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société et le Conseil du 25 juin 2009 a arrêté le nombre d'options à émettre et le nom des bénéficiaires.

17.5 Participation des salariés au capital de la Société

Néant.

17.6 Contrats d'intéressement et de participation

Il n'existe pas de contrat d'intéressement.

En revanche, il a été conclu le 18 mars 2010 un accord de participation entre STS GROUP et les délégués du personnel représentant les salariés de l'entreprise.

18 Principaux actionnaires

18.1 Répartition du capital et des droits de vote au 29 septembre 2010

À la date du présent Document d'Information, le capital de la Société est composé de 6 217 799 actions.

Les actions détenues sans discontinuité depuis au moins deux ans, en nominatif, disposent d'un droit de vote double.

Actionnariat	Nb actions	% actions	% DV
Fondateurs et administrateurs	2 096 411	33,60%	39,01%
Autres fonds d'investissement	3 350 318	53,70%	48,82%
Sous-total	5 446 729	87,30%	87,83%
Public	792 365	12,70%	12,17%
Total	6 239 094	100,00%	100,00%

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

18.2 Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'Administration

	Nombre d'actions	% Actions	% Droits de Vote
Fonds d'investissement et holdings	1 361 863	21,88%	17,99%

18.3 Droits de vote des principaux actionnaires

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissances est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera

justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins au nom d'un même actionnaire. (cf. article 14 des statuts de la Société)

Ce droit est également conféré dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficiera de ce droit.

A la date du présent Document d'Information, la Société n'envisage pas de mettre en place d'autres formes d'actions prévues par le droit français.

18.4 Contrôle de la Société

A la date du présent document, aucun actionnaire ne détient à lui seul le contrôle de la Société.

18.5 Accords pouvant entraîner un changement de contrôle

Aucun élément particulier de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur ne pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.

18.6 Etat des inscriptions

Nantissements au 30/06/2010 :

- 422 437 € sur la Banque Populaire Occitane
- 141 050 € sur la Banque Populaire Occitane
- 999 993 € sur le CA Loire
- 418 322 € sur le CA Toulouse

19 Conventions réglementées : principaux actionnaires et opérations avec les apparentés

Se référer aux rapports spéciaux sur les conventions réglementées aux chapitres 18.2.4 et 18.2.6 du présent Document d'information.

Il n'existe pas d'autres conventions autres que celles décrites dans le rapport spécial et pouvant être assimilées à une convention réglementée au sens de l'article L. 225-38 du Code de Commerce français.

20 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

20.1 Informations financières historiques

20.1.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008

BILAN ACTIF

ACTIF	Notes	31-déc-09			31/12/2008 <i>Proforma (1)</i>	31/12/2008 non retraité
En euros		Brut	Amort./Prov.	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2.1	11 594 731	6 096 858	5 497 873	6 885 335	6 574 335
Immobilisations corporelles	2.3	3 691 880	1 790 030	1 901 850	2 000 624	2 000 624
Immobilisations financières	2.4	2 906 452		2 906 452	1 654 807	1 654 807
Ecart d'acquisition	2.2	28 618 151	2 429 020	26 189 131	19 450 705	19 450 705
				0		
Actif immobilisé		46 811 214	10 315 908	36 495 306	29 991 471	29 680 471
				0		
Stocks		17 664		17 664	12 553	12 553
Avances sur commandes				0		
Clients	2.5	10 470 955		10 470 955	4 188 773	4 188 773
Autres créances	2.6	11 273 946		11 273 946	3 137 899	3 137 899
Valeurs mobilières de placement	2.7	9 680 627		9 680 627	16 515 831	16 515 831
Disponibilités	2.7	6 651 269		6 651 269	3 654 165	3 654 165
Actif circulant		38 094 461	0	38 094 461	27 509 221	27 509 221
Comptes de régularisation						
Actif	2.8	358 527		358 527	714 143	714 143
Total général		85 264 202	10 315 908	74 948 294	58 214 835	57 903 835

(1) voir paragraphe 1.3

BILAN – PASSIF

PASSIF	Notes	31-déc-09	31/12/2008 <i>proforma (1)</i>	31/12/2008 non retraité
En euros				
Capital	3.1	6 051 133	4 559 773	4 559 773
Primes d'émission		33 984 861	23 404 806	23 404 806
Réserve légale		215 854		
Réserves et RAN mère			1 677 089	1 677 089
Autres réserves		3 986 609		
Réserves consolidées		5 190 808	6 713 395	7 104 395
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice		6 186 796	3 654 117	5 027 117
Capitaux propres	3.2	55 616 061	40 009 180	41 773 180
Intérêt des minoritaires		583 128	191 505	191 505
Autres capitaux propres		583 128	191 505	191 505
<u>Provisions pour risques et charges</u>				
Provisions IDR	3.3	206 981	146 000	
Provisions Impôts différés	2.5	1 296 305	1 929 000	
Total des provisions		1 503 286	2 075 000	0
<u>Dettes :</u>				
Dettes financières	3.4	11 146 660	13 086 429	13 086 429
Compte courant d'associés			73	73
Avances sur commandes				
Fournisseurs	3.5	1 589 653	803 127	803 127
Dettes fiscales et sociales	3.6	3 752 742	1 326 644	1 326 644
Autres dettes	3.7	419 917	2 393	2 393
Produits constatés d'avance				
Total des dettes		16 908 972	15 218 666	15 218 666
Comptes de régularisation Passif	3.8	336 847	720 484	720 484
TOTAL GENERAL		74 948 294	58 214 835	57 903 835

(1) voir paragraphe 1.3

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT en liste	Notes	31-déc-09	31/12/2008 retraité	31/12/2008 non retraité
En euros				
Chiffre d'affaires	4.1	25 133 530	16 281 790	16 281 790
Autres produits d'exploitation		141 292	2 173 230	260 230
Total des Produits d'exploitation		25 274 822	18 455 020	16 542 020
Charges d'exploitation :				
Achats consommés		357 811	4 321 477	4 321 477
Charges de personnel		6 193 108	5 251 334	5 224 334
Autres charges d'exploitation		5 303 553	12 960	12 960
Impôts et taxes		503 335	323 823	323 823
Dotations aux amortissements et aux provisions		2 186 139	3 243 000	
Total des Charges d'exploitation		14 543 946	13 152 594	9 882 594
Résultat d'exploitation	4.2	10 730 876	5 302 426	6 659 426
Charges et produits financiers	4.3	(292 001)	76 300	76 300
Résultat courant des entreprises intégrées		10 438 875	5 378 726	6 735 726
Charges et produits exceptionnels	4.4	(218 683)	(445 981)	(445 981)
Résultat avant IS et Amortissement des écarts d'acquisition		10 220 192	4 932 745	6 289 745
Amortissement des écarts d'acquisitions participation	2.2	1 399 457	(861 090)	(861 090)
Impôts sur les bénéfices	4.5	2 534 400	(400 000)	(400 000)
Impôts différés	4.5	(631 274)	(16 000)	
Résultat net des entreprises intégrées		6 491 984	3 655 655	5 028 655
Quote-part dans le résultat des sociétés mise en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé		6 491 984	3 655 655	5 028 655
Quote-part des minoritaires		(305 188)	(1 537)	(1 537)
Résultat net Part Groupe		6 186 796	3 654 118	5 027 118
<i>Résultat par action</i>				
<i>Résultat dilué par action</i>				

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

FLUX DE TRESORERIE	déc-09	déc-08
Opération d'activités		
Résultat net des sociétés intégrées	6 186 796	5 027 117
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements	3 585 596	861 090
Provisions et impôts différés	(205 649)	0
Plus-valeur sur cessions		
Autres		
Capacité d'autofinancement de la période	9 566 743	5 888 207
Variation des stocks et en cours	5 111	3 275
Variation des clients	8 076 182	(3 751 753)
Variation des fournisseurs	(786 526)	563 463
Autres variations	3 526 446	4 943 401
Variation du besoin en fonds de roulement	10 821 213	1 758 386
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(1 254 470)	4 129 821
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	10 739 711	13 711 558
Acquisition et augmentation d'immobilisations financières		1 488 544
Total	10 739 711	15 200 102
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Cessions et diminutions d'immobilisations financières	0	0
Total	0	0
Investissements nets de la période	10 739 711	15 200 102
Incidence des variations du périmètre de consolidation		0
Variation du besoin en fonds de roulement et divers		0
Coût d'acquisition des sociétés consolidées	10 739 711	13 711 558
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	10 739 711	15 200 102
Opération de financement		
Augmentation du capital	10 295 923	5 092 699
Frais lié à l'offre publique d'échange d'actions		
Dividendes attribués aux actionnaires de la société mère		
Comptes courants d'actionnaires	(73)	(936 563)
Total	10 295 850	4 156 136
Variation des emprunts et dettes financières	(2 139 769)	9 538 537
Dont Emprunts souscrits:		0
Dont Emprunts remboursés:	(2 139 769)	0
Variation du besoin en fonds de roulement et divers		0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 139 769)	9 538 537
Incidence de la variation des taux de change		
Variation de la trésorerie	(3 838 100)	2 624 392
Trésorerie à l'ouverture	20 169 996	17 545 604
Trésorerie à la clôture	16 331 896	20 169 996
dont - disponibilités	6 651 269	3 654 165
- Valeurs mobilières de placement	9 680 627	16 515 831

20.1.2 Notes annexes aux comptes consolidés clos au 31 décembre 2009

1. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1.1. Principes Généraux

La consolidation du Groupe est effectuée en conformité avec les dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Tous les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont clos au 31 décembre.

Les montants mentionnés dans le bilan, le compte de résultat et l'annexe sont exprimés, sauf mention contraire, en euros.

1.2. Ensemble consolidé

1.2.1. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation et les méthodes de consolidations retenues sont présentés ci-dessous :

Sociétés	Pourcentage d'intérêt et de contrôle 31/12/2008	Pourcentage d'intérêt et de contrôle 31/12/09	Type de contrôle	Méthode de consolidation retenue
France				
Logon SI France	100%	fusionné	Exclusif	N/A
IMC	70%	dans	Exclusif	N/A
Logon Services	100%	STS	Exclusif	N/A
Keyvelop	100%	Group	Exclusif	N/A
Document Channel	30%	30%		NC
Espagne				
STS Espagne	54.85 %	54.85 %	Exclusif	Intégration globale
IPSCA	0	81%	Exclusif	Intégration globale
Belgique				
KEYVOLUTION	100%	fusionné dans	Exclusif	N/A
STS BELGIUM	100%	STS Benelux	Exclusif	N/A
LOGON BELGIQUE	40%	100%	Exclusif	Intégration globale
ERYNNIS	41%			NC

1.2.2. Evolution du Périmètre

Les modifications intervenues dans le périmètre de consolidation depuis l'exercice précédent ont été les suivantes :

En France :

- IMC : acquisition de 30% du capital pour le porter à 100%
- Fusion des filiales françaises Logon SI France, IMC, Logon Services, Keyvelop

En Belgique :

- Logon Belgique : acquisition de 60% du capital restant
- Fusion des filiales belges par absorption des sociétés Keyvolution et STS Belgium par Logon Belgique. Cette dernière a été renommée STS Benelux

En Espagne :

- Acquisition de la société IPSCA à hauteur de 88% du capital

1.2.3. Traitements des Jointes ventures (JV)

STS GROUP, avec l'une de ses filiales espagnoles, a réellement commencé sur l'exercice 2009 à développer son modèle économique, initié en 2008 avec la société Document Channel, consistant à créer des plateformes SAAS dans le cadre de « Joint-Ventures » constituées dans différents pays, dont la gestion opérationnelle est appelée à être assurée par les partenaires et dans lesquels STS GROUP et ses filiales détiendront une participation minoritaire destinée à être cédée.

Ceci est destiné à permettre à STS GROUP et aux filiales du groupe de se concentrer sur leur cœur de métier d'éditeurs de logiciels.

Pour la réalisation de ce modèle, STS GROUP et sa filiale IPSCA ont procédé au cours de l'exercice 2009 :

- soit directement à l'apport de la suite logicielle STS au capital de joint-ventures,
- soit à la facturation de cette suite logicielle, la créance correspondante étant ultérieurement incorporée au capital des joint-ventures,
- soit enfin à la facturation à des structures intermédiaires, avec mission de sous-concéder la licence de la suite logicielle en contrepartie de participations dans des joint-ventures, ces participations devant faire ultérieurement l'objet d'une dation en paiement à STS GROUP ou IPSCA pour règlement de cette facturation.

Pour la réalisation de ces opérations, toutes les ventes et tous les apports intervenus sur l'exercice et pris en compte dans les états financiers 2009 ont fait l'objet d'une livraison du logiciel avant la clôture de l'exercice, selon le cas :

- soit sur un support physique,
- soit par téléchargement.

Pour tenir compte de la décision de céder à terme les participations dans l'ensemble des joint-ventures, celles-ci n'ont pas été consolidées sur l'exercice 2009, comme le permet la norme 99-02.

1.3. Changements de méthodes

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes intermédiaires consolidés au 30 juin 2009 et les comptes consolidés de l'exercice 2009 ont fait l'objet des modifications suivantes par rapport à celles utilisées pour les comptes de l'exercice 2008 :

- jusqu'à présent, les logiciels figurant à l'actif étaient inscrits pour leur valeur nette, sans nouveaux amortissements, pour tenir compte de ce qu'ils ne se dépréciaient pas ; en effet, les frais de recherche et développement engagés chaque année par le groupe et comptabilisés en charges ont concouru à maintenir leur valeur à un montant égal au minimum à celle pour laquelle ils figuraient à l'actif.
- il a été décidé à l'occasion de l'établissement des comptes semestriels consolidés au 30 juin 2009 de modifier ce traitement en procédant, d'une part à l'inscription à l'actif, en immobilisations incorporelles, des frais de recherche et développement précédemment constatés en charges. Ces frais correspondent aux bases de calcul des crédits d'impôt recherche et représentent un montant de 4.624 k€, montant minoré de l'impôt latent correspondant, soit 3.032 k€. Ces chiffres correspondent aux frais de recherche cumulés à fin 2008 et, s'agissant d'un changement de méthode, ils ont été comptabilisés avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés.
- ces frais de recherche ont par ailleurs été amortis rétroactivement sur une durée de 7 ans correspondant, sur la base de l'expérience acquise, à la durée minimum de vie des logiciels concernés. L'impact, net d'impôt, est négatif de 1.281k€ sur les capitaux propres consolidés dont 434K€ sur le résultat de l'exercice.
- Par ailleurs, les logiciels précédemment inscrits à l'actif ont également fait l'objet, rétroactivement, d'un amortissement sur la durée ci-dessus. Pour la raison exposée plus haut, la partie correspondant à ces amortissements jusqu'à fin 2008 a pour contrepartie les capitaux propres (3.022K€), l'amortissement 2009 étant comptabilisé dans le résultat d'exploitation (614K€).
- Enfin, l'annulation des amortissements dérogatoires constatés dans les comptes individuels des sociétés consolidés, qui avait déjà été réalisée dans les comptes consolidés précédents, a fait

l'objet du dégagement de la comptabilisation d'une dette d'impôt différée de 604 K€ dont 830K€ au titre des exercices antérieurs et comptabilisés en capitaux propres et 226K€ au titre de l'exercice.

Les comptes Proforma présentés en comparatif des comptes de l'exercice 2009, présentent les comptes de l'exercice précédent en intégrant ce changement de méthode.

1.4. Ecarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation sont égaux à la différence constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de la société détentrice dans les capitaux propres.

1.5. Immobilisations incorporelles

Les logiciels et frais de recherche immobilisés sont traités comme mentionné au paragraphe 1.3 Changement de méthode.

Les fonds commerciaux ne sont amortis ni dans les comptes sociaux, ni dans les comptes consolidés.

1.6. Immobilisations corporelles

Les actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

La méthode linéaire a été retenue pour le calcul des amortissements.

Des provisions pour dépréciations sont comptabilisées lorsque la valeur réelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Les durées et méthodes d'amortissements sont homogènes au sein du groupe intégré. Elles sont établies sur les durées prévisibles d'utilisation.

Les amortissements ont été pratiqués en utilisant les durées suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|---------------------|
| - Immeubles d'exploitation | 40 ans linéaire |
| - Matériels industriels | 3 à 5 ans linéaire |
| - Matériel informatique | |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans linéaire |

1.7. Contrats de location financement

Les biens financés par contrat de location financement n'ont pas été retraités en immobilisations et sont restés en location, les montants n'étant pas significatifs. La charge constatée sur l'exercice s'élève à 137 718 €

1.8. Imposition différée

Les écarts temporaires entre résultat fiscal et résultat comptable, ainsi que certains retraitements apportés aux comptes sociaux afin de les mettre en harmonie avec les principes comptables utilisés pour les comptes consolidés, donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés actif ou passif, selon la méthode du report variable.

1.9. Provision pour dépréciation de créances

Des provisions sont constituées pour toutes les créances faisant l'objet d'un contentieux ou d'un risque de non recouvrement, le pourcentage de provision étant déterminé client par client, en tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance crédit.

1.10. Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs Mobilières de Placement ont été, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- Pour les titres non cotés, de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

1.11. Engagements de retraites et prestations assimilées

Conformément à la méthode préférentielle préconisée par le règlement CRC 99-02, le groupe a comptabilisé une provision pour engagement de retraite.

2. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

2.1. Immobilisations incorporelles

- **Immobilisations incorporelles - brutes**

Mouvements de l'exercice en K€	Valeurs brutes au 31/12/ 2008	Changement de méthode	Acquisitions	Cessions - virements	Valeurs brutes au 31/12/2009
immobilisations incorporelles	0				0
Frais d'augmentation de capital	1				1
Frais de recherche et de développement	0				0
Autres immobilisations incorporelles	8 301		570	1 373	7 498
activation des frais R&D (§1.3)		4 624			4 624
Total	8 302	4 624	570	1 373	12 123

- Immobilisations incorporelles - amortissements et provisions

Mouvements de l'exercice En K €	Amort. Au 31/12/2008	Changement de méthode (§1.3)	Augmentations - dotations	Diminutions - Sorties – Reprises	Amort. au 31 /12/ 2009
immobilisations incorporelles					0
Frais d'établissement	1				1
Frais de recherche et de développement	0				0
Autres immobilisations incorporelles	1 727	3021	725	800	4 673
activation des frais de R&D (§1.3)		1291	661		1 952
Total	1 727	4 312	1 386	800	6 626

2.2. Ecarts d'acquisitions - bruts

Mouvements de l'exercice En K €	Valeur Brute 31/12/2008	Variation de Périmètre	Acquisitions	Cessions - virements	Valeurs brutes au 31 Décembre 2009
STS Belgique	1 183				1 183
Logon SI	3				3
Logon France	6 542		-		6 542
IMC	12 467		7 230		19 697
Keyvelop	285			82	203
IMC Espagne			1		1
LOGON Belgique			-		-
IPSCA	-		988		988
STS Benelux	-		-		-
Total	20 480	-	8 219	82	28 617

- Ecarts d'acquisitions - amortissements

Mouvements de l'exercice En K €	Amort. au 31 décembre 2008	Variation de Périmètre	Dotation	Reprise	Amort. au 31 Décembre 2009
Amortissements	1 022	8	1 399		2 429
Total	1 022	8	1 399	0	2 429

2.3. Immobilisations corporelles

- Immobilisations corporelles - brutes

Mouvements de l'exercice En K€	Valeurs brutes au 31 décembre 2008	Variation de Périmètre	Acquisitions	Cessions - virements	Valeurs brutes au 31/12/2009
Terrains, constructions	1 386				1 386
installations techniques, ...	198				198
autres immobilisations corporelles	1 871		237		2 108
immobilisations en cours					0
Total	3 455	0	237	0	3 692

- Immobilisations corporelles - amortissements et provisions

Mouvements de l'exercice en K€	Amort. Au 31/12/2008	Variation de Périmètre	Augmentations - dotations	Diminutions - Sorties – Reprises	Amort. Au 31/12/2009
Terrains, constructions	98				98
Installations techniques, ...	34		26		60
autres immobilisations corporelles	1 322		310		1 632
immobilisations en cours					0
Total	1 454	0	336	0	1 790

2.4. Immobilisations financières

- Immobilisations financières - brutes

Mouvements de l'exercice En K€	Valeurs brutes au 31 décembre 2008	Variation de Périmètre	Acquisitions	Cessions - virements	Valeurs brutes au 31/12/2009
titres de participation (voir § 1.3) :					
Document Channel	1 500				1 500
STS Asia	0		18		18
Erynnis			1 530	300	1 230
autres immobilisations financières :					
dépôts et cautionnements	155		50	47	158
Total	1 655	0	1 598	347	2 906

- Immobilisations financières - amortissements et provisions

Mouvements de l'exercice en K€	Prov. Au 31/12/2008	Variation de Périmètre	Augmentations - dotations	Diminutions - Sorties – Reprises	Prov. Au 31/12/2009
titres de participation :					
Document Channel					0
STS Asia					0
Erynnis					0
autres immobilisations financières :					
dépôts et cautionnements					0
Total	0	0	0	0	0

2.5. Clients et comptes rattachés

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Clients TTC	10 919	4 448
total clients	10 919	4 448
Provision Clients	(448)	(260)
Clients nets	10 471	4 188

2.6. Autres créances

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Etat Taxe sur le CA	76	745
Autres créances	11 198	3 053
Charges constatées d'avance		310
Total	11 274	4 108

Toutes les créances et autres actifs sont exigibles à moins d'un an.

Ce poste comprend pour l'essentiel, le compte courant envers RISC GROUP pour 1750K€, et les créances envers les JV facturées fin 2009 et devant être incorporées au capital de celles-ci en 2010.

Cf § 1.2.3 :

- JV Mexique : 3.000K€
- JV Chili : 1.500K€
- JV Equateur : 1.500K€
- JV Colombie : 1.500K€

2.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
OBSAR Palatine	7 926	9 581
SICAV CASH EONIA	-	1 914
Compte à terme BP	1 196	2 650
F MONET 2	-	1 507
NATEXIS PERFORMANCE	-	35
CRP CASH	418	828
PRÊT CAISSARGUES	141	
Total	9 681	16 515

2.8. Comptes de régularisations actif

Les comptes de régularisation actif s'élèvent à 358 K €.

3. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

3.1. Capital social

	valeur nominal	au début de l'exercice	créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
En euros					
Actions	1 €	4 559 773	1 491 360		6 051 133
Total capital	1	4 559 773	1 491 360	0	6 051 133

3.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Réserves mère	Réserves consolidées	résultat net part du group	sous totaux part du groupe	intérêts des minoritaires	Total
En euros								
Situation au 31/12/2008	4 559 773	23 404 806	1 677 089	7 104 406	5 027 117	41 773 191	191 505	41 964 696
augmentation de capital et prime d'émission	1 491 360	10 580 055				12 071 415		12 071 415
affection du résultat			2 525 374	2 501 743	(5 027 117)	-		-
correction des changements de méthodes				(1 889 175)		(1 889 175)		(1 889 175)
écart d'affectation				(2 526 166)		(2 526 166)		(2 526 166)
variation de périmètre				(113 683)		(113 683)	113 683	-
						-		-
résultat 31/12/2009					6 186 796	6 186 796	277 940	6 464 736
Situation au 30/6/2009	6 051 133	33 984 861	4 202 463	7 716 974	6 186 796	55 502 378	583 128	56 085 506

3.3. Emprunts et dettes financières diverses

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
OBSAR	8 333	10 000
Emprunts auprès des EC	2 613	2 886
Dettes OSEO	200	200
Total dettes	11 146	13 086

OBSAR : Emission fin 2008 d'Obligations à Bons de souscription d'actions remboursables, pour un montant de 9 999 900 € soit 150 obligations assorties de 68 400 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2009 (BSAR1) et de 111 600 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2013 (BSAR 2).

Le taux d'intérêt est révisable trimestriellement en fonction du taux EURIBOR 3 mois+0.52%
Sauf remboursement anticipé, l'émetteur remboursera les Obligations en 6 annuités de 25 Obligations (les 30 juin 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014)

3.4. Provision pour risques et charges

	31/12/2008	changement méthode	Doation	Reprise	31/12/2009
En K €					
Provision IDR	0	146	61		207
Provision IDR	0	146	61	0	207

La provision pour indemnité de départ en retraite est calculée en retenant les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 2%
- Age de la retraite : 65 ans
- Revalorisation des salaires : 2%

3.5. Dettes d'exploitation

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 589	803
Dettes fiscales et sociales	3 753	1 327
Autres dettes	420	2
Total dettes	5 762	2 132

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

3.6. Endettement net

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Dette financière	11 146	13 086
Trésorerie active	16 332	20 170
Endettement net	-5 186	-7 084

3.7. Comptes de régularisations passif

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Produits constatés d'avance	337	720
Total	337	720

3.8. Impôts différés actifs - passifs

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Actis d'impôts différés		
passifs d'impôts différés	631 274	
montant net		0
Charge d'impôt différé	631 274	0

Le taux d'imposition retenue est de 34,33%.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

	31/12/2009		31/12/2008	
		%		%
En K €				
France	18 140	72%	9 911	96%
Etranger	7 135	28%	440	4%
Total	25 275		10 351	

4.2. Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique

	31/12/2009		31/12/2008	
		%		%
En K €				
France	5 621	52%	-635	-10%
Etranger	5 110	48%	7 295	110%
Total	10 731		6 660	

4.3. Résultat financier

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Détail des produits financiers :		
Produits cessions VMP	173	509
total produits financiers	173	509
Détail des charges financières		
Intérêts des emprunts	465	432
total des charges financières	465	432
Résultat financier	-292	77

4.4. Résultat exceptionnel

	31/12/2009	31/12/2008
En K €		
Détail des produits exceptionnels :		
-Produits de cession d'immobilisation	26	
-Produits sur exercices antérieurs	70	
-Produits divers	14	
total produits exceptionnels	110	87
Détail des charges exceptionnelles		
-Contrôle fiscal	92	
-Charges de personnel exceptionnelles	175	
-Valeurs nettes de cession des immobilisations	23	
-Charges exceptionnelles diverses	38	
total des charges exceptionnelles	328	533
Résultat exceptionnel	-218	-446

4.5. Taux effectif d'impôt (preuve d'impôt)

- Charge d'impôt

 31/12/2009

 En K €

Impôts sur les bénéfices	2 534
Impôts différés	-631
IS	2 534
taux effectif d'impôt	27%

- Preuve d'impôt

 31/12/2009

 En K €

Résultat avant IS et amort des	9 489
différences permanentes	-40
base d'IS	9 449
taux d'IS	34,43%
IS théorique	3 253
Crédit d'impôts	-873
écart de taux	-477
IS théorique	1 903
IS constaté	1 903
écart résiduel	0

5. AUTRES INFORMATIONS

- Effectifs

 31/12/2009 31/12/2008

 Cadres
employés

Effectif total	110	76
-----------------------	------------	-----------

20.1.3 Notes annexes aux comptes consolidés clos au 31 décembre 2008

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

Les comptes consolidés sont établis selon les modalités de la réglementation en vigueur en France.

I. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

A – Référentiel comptable

La consolidation du Groupe est effectuée en conformité avec les règles françaises et les principes introduits par le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

La durée de l'exercice a été de douze mois.

Tous les montants mentionnés dans le bilan, le compte de résultat et l'annexe sont exprimés, sauf mention contraire en euros.

B – Modalités de consolidation

a - Méthodes de consolidation

Le groupe exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés détenues. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Type de contrôle	Méthode de consolidation retenue
STS Espagne	54.85 %	Exclusif	Intégration globale
KEYVELOP	100 %	Exclusif	Intégration globale
LOGON SI FRANCE	100 %	Exclusif	Intégration globale
IMC Solutions	70 %	Exclusif	Intégration globale
KEYVOLUTION	100 %	Exclusif	Intégration globale
STS BELGIUM	100 %	Exclusif	Intégration globale
LOGON SERVICES	99.85%	Exclusif	Intégration globale
LOGON BELGIQUE	40 % Dirigeants commun	Exclusif	Intégration globale

b - Modalités retenues

1°) - L'exercice social des sociétés consolidées coïncidant avec l'année civile, les bilans et comptes de résultat utilisés pour la consolidation sont ceux de la clôture au 31 décembre 2008 et de la clôture au 31 décembre 2007. Ils font, le cas échéant, l'objet des reclassements indispensables à leur présentation suivant les normes du groupe.

2°) - Dates de clôture des comptes consolidés :

La date de clôture des comptes individuels de toutes les sociétés intégrées est le 31/12/2008, pour une durée d'exercice de 12 mois.

3°) - Les principaux retraitements effectués sont les suivants :

Les créances et dettes, les chiffres d'affaires ainsi que les charges et les produits entre les sociétés du groupe ont été éliminés.

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et de la continuité d'exploitation.

a. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges de l'exercice.

b. Immobilisations corporelles ou incorporelles

Les actifs ont été évalués au maximum à leur coût d'acquisition ou de production.

Les immobilisations incorporelles, ainsi que les immobilisations corporelles et financières, ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, en tenant compte des amortissements. La méthode linéaire a été retenue pour le calcul des amortissements.

Des provisions pour dépréciations sont comptabilisées lorsque la valeur réelle est inférieure à la valeur nette comptable.

Les durées et méthodes d'amortissements sont homogènes au sein du groupe intégré. Elles sont établies sur les durées prévisibles d'utilisation.

c. Contrats de location financement

Les biens financés par contrat de location financement n'ont pas été retraités en immobilisations et sont restés en location.

pc

LOCATIONS MOBILIERES DE LONGUE DUREE

Biens pris en location	Loyers payés dans l'exercice 1	Charges de l'exercice 1+2-3-4+5-6	Engagements hors bilan				
			EHB à la clôture N-1 ou initiaux 2007	EHB à la clôture N 2008	Dont à moins d'un an	Dont de 1 an à 5 ans	Dont à plus de 5 ans
0555EBB92 - JRH	2 153,16	2 153,16	2 153,16	-	-	-	-
0946EGL92 - COM	2 525,92	2 525,92	2 826,58	300,66	300,66	-	-
0624EEV92 - WRE	3 400,79	3 400,79	3 400,79	-	-	-	-
0074EMZ92 - PHO	2 744,70	2 744,70	2 744,70	-	-	-	-
0200ESH92 - ODA	3 417,81	3 417,81	3 417,81	-	-	-	-
0475ESB92 - TBL	5 603,52	5 603,52	6 737,44	1 133,92	1 133,92	-	-
0955ECW78 - PDU	8 270,80	8 270,80	36 102,00	23 199,10	-	23 199,10	-
0979FFJ92 - NTA	5 953,56	5 953,56	24 377,00	14 950,53	-	14 950,53	-
0406FGE92 - RCA	6 322,20	6 322,20	20 319,44	11 362,99	-	11 362,99	-
0810FHH92 - SHO	7 998,00	7 998,00	31 494,00	21 163,25	-	21 163,25	-
0809FHH92 - OWO	4 896,60	4 896,60	21 027,00	14 702,23	-	14 702,23	-
0202FJW92 - XVI	5 781,84	5 781,84	22 465,00	15 958,95	-	15 958,95	-
0833FRE92 - ODA PAL new	2 232,75	2 232,75	26 228,00	23 995,25	-	23 995,25	-
0841FVB92 - FMA	332,53	332,53	29 461,00	29 128,48	-	29 128,48	-
376 FPK 92 - PHO new TBL	3 316,49	3 316,49	25 164,00	21 847,51	-	21 847,51	-
254FQW92 - RHA	1 739,05	1 739,05	19 756,00	18 016,95	-	18 016,95	-
Matériel info IBM	6 567,00	6 567,00	-	-	-	-	-
photocop canon	3 840,00	3 840,00	10 566,65	2 886,65	3 840,00	-	-
photocop Ricoh	2 367,32	2 367,32	11 836,60	2 367,32	2 367,32	-	-
Standard téléphonique	1 242,38	1 242,38	9 002,54	7 760,16	2 269,92	5 490,24	-
Mercedes	2 956,00	2 956,00	-	-	-	-	-
Peugeot 607 JCO	5 803,00	5 803,00	-	-	-	-	-
Peugeot grand scenic mgu	5 194,92	5 194,92	10 389,84	5 194,92	5 194,92	-	-
Peugeot Megane cco	5 159,76	5 159,76	10 319,52	5 159,76	5 159,76	-	-
Matériel informatique	4 510,56	4 510,56	3 382,92	-	-	-	-
Matériel informatique	688,20	688,20	917,88	229,68	229,68	-	-
Peugeot Megane COL	4 876,56	4 876,56	10 696,98	5 820,42	4 876,56	943,86	-
Lease plan JFC	4 721,16	4 721,16	19 278,07	14 556,91	4 721,16	9 835,75	-
Lease plan PLE	5 322,76	5 322,76	21 734,44	16 411,68	5 322,72	11 088,96	-
Totaux du folio	119 939,13	119 939,13	385 799,36	256 147,31	35 416,62	221 684,04	-
Totaux du folio précédent							
Total général ou à reporter	119 939,13						

PC

d. Ecart d'acquisition

L'écart de première consolidation est égal à la différence constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de la société détentrice dans les capitaux propres.

e. Stocks et travaux en cours

Non applicable.

f. Dépréciation des stocks

Non applicable.

g. Créances et dettes en monnaies étrangères

Conformément à la méthode préférentielle, les écarts de conversion actifs et passifs provenant des comptes individuels des sociétés du groupe sont inscrits en résultat consolidé

h. Provision pour dépréciation de créances

Des provisions sont constituées pour toutes les créances faisant l'objet d'un contentieux, le pourcentage de provision étant déterminé client par client, en tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance crédit.

i. Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs Mobilières de Placement ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- Pour les titres non cotés, de la valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

j. Subventions d'investissements

Les subventions considérées comme définitivement acquises sont maintenues parmi les capitaux propres.

En conséquence, les reprises de subventions d'investissement comptabilisées en résultat dans les comptes individuels, sont annulées.

Ce retraitement donne lieu à la constatation d'une imposition différée.

k. Amortissements dérogatoires

Dans les comptes individuels des sociétés du groupe, l'amortissement linéaire représente, l'amortissement économique. Le différentiel entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif (option fiscale) est comptabilisé en amortissements dérogatoires.

Ces amortissements dérogatoires sont éliminés dans les comptes consolidés.

Ce retraitement n'a pas donné lieu à la constatation d'une imposition différée, la Valeur Nette Comptable étant inférieur à la valeur Vénale.


BILAN CONSOLIDÉ STS GROUP

I- Engagements de retraites et prestations assimilées

Les engagements de retraite sont confiés à un organisme financier extérieur.

Le groupe a fait procéder à une étude complète de son passif social à la clôture de l'exercice.

Conformément à la méthode préférentielle préconisée par le règlement CRC 99-02, le groupe a ainsi comptabilisé une provision complémentaire pour engagement de retraite pour couvrir l'écart entre :

- Le passif social actualisé,
- Le solde des fonds versés à la clôture de l'exercice.

J. Résultat Exceptionnel

Le groupe a retenu la distinction fournie par le Plan Comptable Général entre le Résultat Courant et le Résultat Exceptionnel. Le résultat exceptionnel étant celui dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise.

pc

III - INFORMATIONS PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels consolidés clos au 31/12/2008 sont établis selon les mêmes règlements et principes comptables que les comptes annuels clos le 31 décembre 2008.

A. Informations relatives aux variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

a. Entrées dans le périmètre

- Néant en 2008

b. Variation du pourcentage de détention

	2007	2008	Variation du %
KEYVELOP	59.29 %	100 %	40.71 %
IMC SOLUTIONS	50.10 %	70 %	19.90 %
STS ESPAGNE	100 %	54.85 %	-45.15 %

c. Rappel de la composition

- La société STS GROUP détenant 7 816 actions sur 13 186 actions composant le capital social de la société **SAS KEYVELOP**, par acquisition de 1 125 actions en janvier 2007 et par souscription de 6 693 actions nouvelles en numéraire lors de l'augmentation de capital de février 2007, la SAS KEYVELOP est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.

Par ailleurs, en 2008 STS GROUP a acquis 79 110 actions sur 79 116 actions qui composent le capital social de la société SAS KEYVELOP. En conséquence le pourcentage de détention est passé de 59.29 % à 100 %.

- La société STS GROUP détenant 18 599 parts sociales sur les 18 600 parts sociales composant le capital social de la société **SPRL KEYVOLUTION**, par acquisition suivie d'une augmentation de capital, SPRL KEYVOLUTION est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.

PC

- La société STS GROUP détenant 100 % des parts sociales composant le capital social de la société **SPRL STS BELGIUM**, par acquisition de la totalité du capital, **SPRL STS BELGIUM** est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.
 - La société STS Belgique détenue à 100% par la société STS GROUP détient 40 % du capital de la société **SANV LOGON SI Belgique**. **SANV LOGON SI Belgique** est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale en raison du contrôle exclusif de fait (dirigeant commun).
 - La société STS GROUP détenant 34 994 actions sur 35 000 actions composant le capital social de la société **SA LOGON SI France**, par acquisition de 34 994 actions en juillet 2007, la **SA LOGON SI France** est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.
 - La société STS GROUP détenant 441 001 actions sur 630 000 actions composant le capital social de la société **SA IMC Solutions**, par acquisition de 126 000 actions en Novembre 2007 la **SA IMC Solutions** est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.
- En 2008, STS GROUP a acheté 126 000 actions de la **SA IMC SOLUTIONS**, ce qui a fait passer sa participation de 50.10 % à 70%.
- La société STS GROUP détenant 3 924 actions sur 3 930 actions composant le capital social de la société **SA LOGON SERVICES**, par acquisition de 393 actions en Novembre 2007, la **SA LOGON SERVICES** est entrée, pour la première année, dans le périmètre d'intégration et a été intégrée selon le régime de l'intégration globale.
 - La société STS GROUP détenant 4 180 actions sur 7 620 actions composant le capital social de la société **SA STS Espagne**.

d. Sorties du périmètre

Néant

B. Informations relatives aux changements comptables

Néant

C. Pourcentage d'intérêts

Les pourcentages d'intérêts n'ont pas été modifiés par rapport à l'exercice précédent.

Note 1 : ETAT DES IMMOBILISATIONS

▪ Valeurs brutes au 31/12/2008

Postes du bilan	Brut	Amortissements et provisions	Net au 31/12/2008
Ecart d'acquisition	20 311 795	861 090	19 450 705
Immobilisations incorporelles	8 302 034	1 727 699	6 574 335
Frais établissement	914	548	366
Autres immobilisations incorporelles	8 301 120	1 727 151	6 573 969
Immobilisations corporelles	3 454 994	1 454 370	2 000 624
Terrains Constructions	1 385 583	98 568	1 287 015
Inst. Techniques	198 525	33 869	164 656
Autres immob. corporelles	1 870 886	1 321 933	548 953
Immobilisations en cours			
Immobilisations financières	1 654 807		1 654 807
Participation et créances rattachées			
Autres titres			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 654 807		1 654 807
TOTAL	33 723 630	4 043 159	29 680 471

▪ **Amortissements**

Postes du bilan	Début	Augmenta- tions	Diminutions	Divers Variation périmètre de consolidation	Fin
Ecart d'acquisition	168 473	692 617		-	861 090
Ecart d'évaluation	-	-		-	-
Immobilisations incorporelles	828 433	1 067 739	168 473		1 727 699
Immobilisations corporelles	1 176 465	277 905		-	1 454 370
Immobilisations financières	-	-			-
	2 173 371	2 038 261	168 473		4 043 159

Note 2 : ECARTS D'ACQUISITION – ECART D'EVALUATION

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Valeur Brute				
- STS Belgique	1 182 756			1 182 756
- LOGON SI	3 391			3 391
- LOGON France	6 541 800			6 541 800
- IMC		12 466 867		12 466 867
- KEYVELOP		286 799		285 454
Total	7 727 947	12 753 666		20 480 268
Amortissement	168 473	861 090		1 029 563
Valeur Net	7 559 474			19 450 705

pe

Note 3 : IMPOTS DIFFERES ACTIFS

La ventilation des actifs et passifs d'impôts différés est la suivante :

	31/12/2008	31/12/2007
Actifs d'impôts différés	0	0
Passifs d'impôts différés – Provision pour impôts différés	- 0	- 0
Montant net	0	0
Décomposé en :		
- Différences temporaires	0	0
- Fiscalités latentes	0	0

Note 4 : STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Stock de fournitures consommables 12 553 €.

Note 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31/12/2008	31/12/2007
♦ Créances	4 448 257	8 190 153
Total clients et comptes rattachés brut	4 448 257	8 190 153
♦ Provisions pour dépréciation	259 484	249 627
Total clients et comptes rattachés net	4 188 773	7 940 526

Les clients et comptes rattachés sont présentés à leur valeur nominale. Des provisions sont systématiquement constituées par une appréciation au cas par cas du risque de recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté, des procédures de relance de l'entreprise, des habitudes locales de règlement pour les clients ou les filiales étrangers et des risques spécifiques à chaque pays.

pc

NOTE 6 : CLIENTS ET AUTRES CREANCES

▪ Valeurs brutes au 31/12/2008

Postes du bilan	Brut	Amortissements et provisions	Net au 31/12/2008
Clients et comptes rattachés	4 448 257	259 484	4 188 773
Fournisseurs débiteurs			
Personnel			
Impôts différés			
Etat-taxes sur le chiffre d'affaires			
Autres créances	3 137 899		3 137 899
Charges constatées d'avance	714 143		714 143
	8 300 299	259 484	8 040 815

▪ Echéance des créances

Toutes les créances et autres actifs sont exigibles à moins d'un an.

Postes du bilan	Montant	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Clients et comptes rattachés	4 188 773	4 188 773		
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				
Impôts différés				
Etat-Taxes sur le chiffre d'affaire				
Autres créances	3 137 899	3 137 899		
Charges constatées d'avance	714 143	714 143		
	8 040 815	8 040 815		

Note 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Autres titres	31/12/2008	31/12/2007
SICAVS BPTP		
SICAVS CA		
SICAVS CRP CA		
VAR2 CA		6 141
OBSAR PALATINE	9 581 304	
SICAV CASH EONIA	1 914 393	
COMPTE A TERME BP	2 650 000	
F MONET 2	1 507 395	
NATEXIS PERFORMANCE	34 936	
NATEXIS SECURITE JOUR		4 470 030
MONNE 3 MOIS		884 786
CRP CASH	827 803	792 610
OPCM PRÊT		1 045 709
CDN		8 000 000
FCP		10 000
FRUCTIFOND		108
KEYVOLUTION		281 400
LOGON FCP		24 244
LOGON BELGIQUE		12 566
IMC		262 963
TOTAL VALEURS MOBILIERES	16 515 831	15 778 275

Note 8 : DISPONIBILITES

Disponibilités	31/12/2008	31/12/2007
Banque	3 653 187	1 766 234
Caisse	978	1 096
TOTAL	3 654 165	1 767 330

Note 9 : COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation actif ont été mouvementés au cours de l'exercice pour 714 143 €.

Note 10 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est de 4 559 773 €

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(Décret 83-1020 du 29/11/83 – Article 24-12)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions	1	3 766 231	793 542		4 559 773

Note 10 bis : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ET INTÉRÊTS MINORITAIRES (en K€)

	Capital	Primes liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat net part du Groupe	Sous-totaux capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 31.12.2007	3 766 231	19 105 636	4 961 886		3 525 522	31 359 277	485 592	31 844 869
Augmentation du capital	793 542					793 542		793 542
Prime d'émission		4 299 168				4 299 168		4 299 168
Plan d'actionnariat salarié						0		-
Variation Périmètre			294 087			294 087	- 294 087	
Distribution					0	0		-
Affectation des résultats non distribués			3 525 522		-3 525 522	0		-
Résultat au 31 décembre 2008					5 027 117	5 027 117		4 733 030
Situation au 31.12.2008	4 559 773	23 404 806	8 781 484		5 027 117	41 773 180	191 505	41 964 685

Note 11 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	Montants bruts	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et cinq ans au plus	Dont à plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédits	12 886 429	2 071 473	10 284 879	530 077
Emprunts et dettes financières diverses	200 000			
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	13 086 429			
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	803 127			
Autres Dettes	1 329 110			
TOTAL	15 218 593	2 071 473	10 284 879	530 077

Note 12 : TRESORERIE NETTE

	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie disponible	20 169 996	17 545 604
Emprunts et dettes financières	13 086 429	3 547 892
Trésorerie nette (+)/ Endettement net (-)	7 083 567	13 997 712

Note 13 : COMPTES DE REGULARISATION PASSIF

- Produit constaté d'avance : 720 484 €.

Note 14 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aucun engagement hors bilan n'est à déclarer à la date de clôture

▪ Crédits baux (cf. Tableaux 14-1 et 14-2).	néant
▪ Engagements financiers (hors crédits baux)	323 083 €
▪ Emission d'un Emprunt Obligataire pour un montant de 9 999 900 € soit 150 obligations assorties de 68 400 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2009 (BSAR1) et de 111 600 Bons de Souscription d'Actions Remboursables à échéance du 27 Juin 2013 (BSAR 2). Les caractéristiques des Obligations sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Forme des Obligations : elles sont obligatoirement nominatives. Les obligations sont divisées en 6 tranches de 25 Obligations chacune. - Valeur nominale : la valeur nominale par Obligation est de 66 666 €. - Prix d'émission : les obligations ont été émises à un prix d'émission égal à 100 % de la Valeur Nominale, intégralement libéré à la Date de Souscription. - Date de jouissance : la date de jouissance est le Date de Souscription. - Durée : 6 ans à compter de la date de souscription et jusqu'au 30 Juin 2014 - Intérêt : les obligations produisent un intérêt révisable trimestriellement au taux EURIBOR 3 mois+0.52% - Remboursement : sauf remboursement anticipé, l'émetteur remboursera les Obligations en 6 annuités de 25 Obligations (les 30 juin 2009,2010,2011,2012,2013 et 2014). 	
▪ Dettes garanties par des sûretés réelles	0 €
▪ Engagements de retraite	0 €

Note 15 : RÉSULTAT FINANCIER

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Revenus créances rattachées à des participations ▪ Produits cessions VMP ▪ Autres produits financiers ▪ Revenu des titres ▪ Produits DAB 	508 717 €
Produits financiers	508 717 €
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intérêts des Emprunts ▪ Intérêts des comptes courants ▪ Intérêts/ Découverts ▪ Provision dep autres titres 	432 417 €
Frais financiers	432 417 €

Note 16 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels	87 509 €
- Dont produits s/ cessions éléments d'actifs	0 €
- Dont reprise sur provision	0 €
Différence Résultat consolidé de cession	0 €
Charges exceptionnelles	533 717 €
- Dont VNC / cessions éléments d'actifs	0 €
- Dont Dotation provision pour risque	0 €
Mali de confusion	0 €
Pénalités	0 €
Provision pour impôt	0 €
Indemnités litiges salaires	0 €

20.1.4 Comptes sociaux relatifs aux exercices clos aux 31 décembre 2009 et 2008

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2009 12		Exercice N-1 31/12/2008 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement	375 398.00	111 186.30	264 211.70	110 180.00	154 031.70 139.80
	Frais de développement	2 506 154.00	1 607 000.00	899 154.00	1 832 531.00	933 377.00 50.93-
	Concessions, Brevets et droits similaires	3 713 808.10	2 843 998.87	869 809.23	3 141 170.44	2 271 361.21 72.31-
	Fonds commercial (1)	25 837 755.62		25 837 755.62	25 837 755.62	
	Autres immobilisations incorporelles	488 383.34	106 472.92	381 910.42	6 247.50	375 662.92 NS
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains					
	Constructions	1 298 607.59	93 963.84	1 204 643.75	1 243 101.36	38 457.61 3.09-
	Installations techniques Matériel et outillage	174 211.41	62 054.74	112 156.67	62 298.51	49 858.16 80.03
	Autres immobilisations corporelles	1 170 082.77	742 024.61	428 058.16	316 068.00	111 990.16 35.43
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations	7 269 853.24		7 269 853.24	23 349 918.00	16 080 064.76 68.87-
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	13 662.33		13 662.33		13 662.33
	Autres immobilisations financières	136 462.64		136 462.64	107 839.31	28 623.33 26.54
	TOTAL II	42 984 379.04	5 566 701.28	37 417 677.76	30 169 354.12	7 248 323.64 24.03
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS					
	Matières premières, approvisionnements	8 808.53		8 808.53		8 808.53
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	CRÉANCES (3)					
	Clients et Comptes rattachés	8 948 535.09	547 953.97	8 400 581.12	6 870 168.44	1 530 412.68 22.28
	Autres créances	5 522 504.35		5 522 504.35	5 821 538.14	299 033.79 5.14-
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé					
	Valeurs mobilières de placement	9 680 626.50		9 680 626.50	14 625 557.37	4 944 930.87 33.81-
	Disponibilités	6 263 873.55		6 263 873.55	1 636 071.08	4 627 802.47 282.86
	Charges constatées d'avance (3)	82 860.67		82 860.67	16 116.02	66 744.65 414.15
	TOTAL III	30 507 208.69	547 953.97	29 959 254.72	28 969 451.05	989 803.67 3.42
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	275 668.48		275 668.48	413 502.72	137 834.24 33.33-
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	73 767 256.21	6 114 655.25	67 652 600.96	59 552 307.89	8 100 293.07 13.60

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

150 124.97

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2009	Exercice N-1 31/12/2008	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)	6 051 133.00	4 559 773.00	1 491 360.00	32.71
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	33 984 861.42	23 404 806.42	10 580 055.00	45.20
	Ecart de réévaluation				
	RESERVES				
	Réserve légale	215 854.44	89 584.44	126 270.00	140.95
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	3 986 609.06	1 587 504.70	2 399 104.36	151.12
	Report à nouveau	0.10		0.10	
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	5 190 908.50	2 525 374.36	2 665 534.14	105.55
	Subventions d'investissement	200 000.00		200 000.00	
	Provisions réglementées	1 753 592.82	4 955 533.00	3 201 940.18	64.61
TOTAL I		51 382 959.34	37 122 575.92	14 260 383.42	38.41
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
TOTAL II					
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
TOTAL III					
DETTES (I)	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires	8 333 250.00	9 999 900.00	1 666 650.00	16.67
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 321 834.16	2 637 364.03	315 529.87	11.96
	Concours bancaires courants				
	Emprunts et dettes financières diverses	72.65	1 977 383.77	1 977 311.12	100.00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 056 094.62	4 510 198.56	2 454 103.94	54.41
	Dettes fiscales et sociales	2 534 747.44	572 053.09	1 962 694.35	343.10
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	698 253.45	2 480 968.28	1 782 714.83	71.86
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	325 389.30	251 864.24	73 525.06	29.19
	TOTAL IV	16 269 641.62	22 429 731.97	6 160 090.35	27.46
	Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		67 652 600.96	59 552 307.89	8 100 293.07	13.60
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		14 494 746.62	12 335 830.00		

*

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2009 12			Exercice N-1 31/12/2008 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)							
Ventes de marchandises	24 951.10		24 951.10			24 951.10	
Production vendue de Biens	1 815 776.72	12 991 869.00	14 807 645.72	495 242.19	14 312 403.53	NS	
Production vendue de Services	3 307 471.35		3 307 471.35	13 004 424.53	9 696 953.18	74.57	
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	5 148 199.17	12 991 869.00	18 140 068.17	13 499 666.72	4 640 401.45	34.37	
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			17 800.61		17 800.61		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			8 100.71	4 152.82	3 947.89	95.07	
Autres produits			82 107.55	4 401.83	77 705.72	NS	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			18 248 077.04	13 508 221.37	4 739 855.67	35.09	
CHARGES D'EXPLOITATION (2)							
Achats de marchandises			35 617.51	4 400.00	31 217.51	709.49	
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			20 203.07	3 849.64	16 353.43	424.80	
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			3 744.62		3 744.62		
Autres achats et charges externes *			4 809 048.87	7 545 376.94	2 736 328.07	36.26	
Impôts, taxes et versements assimilés			503 334.64	128 598.88	374 735.76	291.40	
Salaires et traitements			3 504 241.43	1 051 742.41	2 452 499.02	233.18	
Charges sociales			1 798 893.83	559 745.19	1 239 148.64	221.38	
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 009 916.21	239 226.34	3 770 689.87	NS	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			296 570.71	55 706.20	240 864.51	432.38	
Dotations aux provisions							
Autres charges			3 137.13	1 729.12	1 408.01	81.43	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			14 984 708.02	9 590 374.72	5 394 333.30	56.25	
I - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			3 263 369.02	3 917 846.65	654 477.63	16.71	
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

70 365.00

91 771.00

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2009	Exercice N-1 31/12/2008	Ecart N / N-1	
			Euros	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations (3)	7 186.00		7 186.00	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	702 385.40	471 791.64	230 593.76	48.88
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		538 384.72	538 384.72	100.00
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V	709 571.40	1 010 176.36	300 604.96	29.76
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	137 834.24	124 882.00	12 952.24	10.37
Intérêts et charges assimilées (4)	307 885.53	416 484.86	108 599.33	26.08
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	8 035.20		8 035.20	
TOTAL VI	453 754.97	541 366.86	87 611.89	16.18
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	255 816.43	468 809.50	212 993.07	45.43
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	3 519 185.45	4 386 656.15	867 470.70	19.78
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	70 410.55	28 251.76	42 158.79	149.23
Produits exceptionnels sur opérations en capital	326 484.12	59 234.33	267 249.79	451.17
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 692 885.98		3 692 885.98	
TOTAL VII	4 089 780.65	87 486.09	4 002 294.56	NS
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	305 234.14	121 478.00	183 756.14	151.27
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	322 820.46	15 627.18	307 193.28	NS
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		1 399 529.00	1 399 529.00	100.00
TOTAL VIII	628 054.60	1 536 634.18	908 579.58	59.13
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 461 726.05	1 449 148.09	4 910 874.14	338.88
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	425 625.00		425 625.00	
Impôts sur les bénéfices (X)	1 364 378.00	412 133.70	952 244.30	231.05
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	23 047 429.09	14 605 883.82	8 441 545.27	57.80
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	17 856 520.59	12 080 509.46	5 776 011.13	47.81
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	5 190 908.50	2 525 374.36	2 665 534.14	105.55

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
 : Redevance de crédit bail immobilier
 (3) Dont produits concernant les entreprises liées
 (4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

20.1.5 Notes annexes aux comptes sociaux clos au 31 décembre 2009

STS GROUP
16 Avenue des Chateaupieds
92565 REUIL MALMAISON CEDEX

ANNEXE DU 01/01/2009 AU 31/12/2009

SA CABINET COMPTABLE CARRIEU

3 Rue Ariane
Parc Technologique du Canal
31520 Ramonville Saint-Agne
05.61.75.07.69

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 67 652 600.96 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 18 140 068.17 Euros et dégageant un bénéfice de 5 190 908.50 Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2009 au 31/12/2009 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

STS GROUP a réellement commencé sur l'exercice 2009 à développer son modèle économique, initié en 2008 avec la société Document Channel, consistant à créer des plateformes SAAS dans le cadre de "Joint-Ventures" constituées dans divers pays dont la gestion opérationnelle est appelée à être assurée par les partenaires et dans lesquels STS GROUP détiendra une participation minoritaire destinée à être cédée. Ceci est destiné à permettre à STS GROUP de se concentrer sur son coeur de métier d'éditeur de logiciels.

Pour la réalisation de ce modèle, STS GROUP a procédé au cours de l'exercice 2009:

- soit directement à l'apport de sa suite logicielle au capital de joint-ventures,
- soit à la facturation de cette suite logicielle, la créance correspondante étant ultérieurement incorporée au capital de joint-ventures,
- soit enfin à la facturation à une structure intermédiaire, avec mission de sous-concéder la licence de sa suite logicielle en contrepartie de participations dans des joint-ventures, ces participations devant faire ultérieurement l'objet d'une dation en paiement à STS GROUP pour règlement de cette facturation.

Pour la réalisation de ces opérations, toutes les ventes et tous les apports intervenus sur l'exercice et pris en compte dans les états financiers 2009 ont fait l'objet d'une livraison du logiciel avant la clôture de l'exercice, selon le cas:

- soit sur un support physique
- soit par téléchargement

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 31 décembre 2009, date de la clôture de l'exercice, les événements significatifs survenus sont:

- Conformément aux termes des résolutions de l'Assemblée Générale de RISC-GROUP du 18 décembre 2009, il a été procédé à une augmentation de capital réservée à STS-GROUP pour un montant de 10,85 millions d'euros au prix de 0,35 € par action.

- Conformément aux termes des décisions du Conseil d'Administration du 15 avril 2010, il a été procédé à l'acquisition de 100% des parts de la société DEAL IT, société spécialisée dans la location de solutions informatiques pour un montant de 1,85 millions d'euros.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

- Conformément aux termes des décisions du Conseil d'Administration du 21 janvier 2010, il a été décidé d'augmenter le capital social par création de 908 obligations convertibles en actions d'un montant de 5.000 euro chacune. Les 908 obligations convertibles ont été souscrites.

- Il a été procédé à la cession des Joints Ventures créées au 31 décembre 2009 à IPS Certification Authority Corp et celles créées au cours du premier trimestre 2010 à RISC IT Solutions.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code du commerce - articles L.123-12 et L.123-28)

(Décret n°83-1020 du 29/11/83) (Règlement CRC n°99-03 : PCG)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

Changement de méthode

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Les frais de R&D était jusqu'en 2008 non amorti économiquement car il avait été estimé que les logiciels correspondant avait une durée de vie illimitée. En contrepartie, les frais de R&D permettant d'entretenir les logiciels étaient constatés en charge. Ces logiciels faisaient cependant l'objet d'un amortissement fiscal. Il a été décidé en 2009 d'amortir économiquement de manière rétroactive ces immobilisations incorporelles et reprendre les amortissements dérogatoires. L'incidence sur l'exercice est reprise ci-dessous:

Dotation aux amortissements en 2009 (charges d'exploitation)

- au titre des années antérieures: 3.022 K€

- au titre de l'année écoulé: 615 K€

Reprise des amortissements dérogatoires (produits exceptionnels)

- au titre des années antérieures: 3.078 K€

- au titre de l'année écoulé: 615 K€

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Informations générales complémentaires

FUSION

Au cours de l'exercice, il a été procédé à la fusion des sociétés Logon SI, Logon Service, Keyvelop et IMC en juin 2009.

Cette fusion a été rétroactive au 1er janvier de l'année.

Il en a résulté :

- Un mali technique de fusion au titre des sociétés IMC et Logon SI France pour respectivement 252K€ et 5.983K€
- Un Boni de fusion au titre des sociétés Keyvelop et Logon Services pour respectivement 252K€ et 285K€.

L'ensemble des actifs et des passifs de ces sociétés a été repris pour leurs valeurs comptables.

STOCK-OPTIONS

Le conseil d'administration en date du 25 juin 2009 a décidé d'attribuer 81.667 options dans le cadre du plan de stock-option tel qu'il en résulte des décisions du conseil d'administration du 10 juin 2009.

Le prix de souscription de l'action est égal à 95% de la moyenne des cours des 20 dernières séances de bourse précédant le 10 juin 2009, soit 9.29 euros.

Les bénéficiaires ne peuvent exercer leurs options qu'à compter du premier jour de la cinquième année et avant le dernier jour de la septième année suivant la date d'attribution.

CONSOLIDATION

La société STS GROUP est mère d'un groupe de société. Elle établit à ce titre des comptes consolidés.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	2 677 323		204 229
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 150 490		27 065 908
Constructions sur sol propre	1 298 608		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	74 381		99 831
Installations générales agencements aménagements divers	228 275		122 975
Matériel de transport	54 200		120 595
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	364 989		333 252
TOTAL	2 020 453		676 653
Autres participations	23 349 918		7 269 853
Prêts, autres immobilisations financières	107 839		75 649
TOTAL	23 457 757		7 345 502
TOTAL GENERAL	31 306 023		35 292 292

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement			2 881 552	2 881 552
Autres immobilisations incorporelles	176 450	0	30 039 947	30 039 947
Constructions sur sol propre			1 298 608	1 298 608
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		0	174 211	174 211
Installations générales agencements aménagements divers	7 936	0	343 314	343 314
Matériel de transport		45 179	129 616	129 616
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 088	697 153	697 153
TOTAL	7 936	46 269	2 642 902	2 642 902
Autres participations	23 349 918	0	7 269 853	7 269 853
Prêts, autres immobilisations financières	33 363	0	150 125	150 125
TOTAL	23 383 281	0	7 419 978	7 419 978
TOTAL GENERAL	23 567 667	46 269	42 984 379	42 984 379

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	734 612	983 574		1 718 186
Autres immobilisations incorporelles	3 072	2 947 400	0	2 950 472
Constructions sur sol propre	55 506	38 458	0	93 964
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	12 082	49 973		62 055
Installations générales agencements aménagements divers	33 419	89 277		122 696
Matériel de transport	31 031	36 896	23 454	44 473
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	266 947	308 498	589	574 855
TOTAL	398 985	523 102	24 044	898 043
TOTAL GENERAL	1 136 669	4 454 076	24 044	5 566 701

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL	983 574				
Autres immob.incorporelles TOTAL	2 947 400				
Constructions sur sol propre	38 458				
Instal.techniques matériel outillage indus.	49 973				
Instal.générales agenc.aménag.divers	89 277				
Matériel de transport	36 896				
Matériel de bureau informatique mobilier	308 498				
TOTAL	523 102				
TOTAL GENERAL	4 454 076				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant net fin exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices	413 503		137 834	275 668

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	4 955 533	490 946	3 692 886		1 753 593
TOTAL	4 955 533	490 946	3 692 886		1 753 593

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	55 706	500 348	8 101		547 954
TOTAL	55 706	500 348	8 101		547 954
TOTAL GENERAL	5 011 239	991 294	3 700 986		2 301 547
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		296 571	8 101		
			3 692 886		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	13 662	13 662	
Autres immobilisations financières	136 463	136 463	
Clients douteux ou litigieux	305 444	305 444	
Autres créances clients	8 643 092	8 643 092	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 600	4 600	
Taxe sur la valeur ajoutée	421 675	421 675	
Groupe et associés	4 966 853	4 966 853	
Débiteurs divers	129 377	129 377	
Charges constatées d'avance	82 861	82 861	
TOTAL	14 704 025	14 704 025	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	13 662		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	8 333 250	8 333 250		
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	4 440	4 440		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	2 317 395	542 500	1 302 794	472 101
Fournisseurs et comptes rattachés	2 056 095	2 056 095		
Personnel et comptes rattachés	726 613	726 613		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	466 995	466 995		
Impôts sur les bénéfices	319 654	319 654		
Taxe sur la valeur ajoutée	918 865	918 865		
Autres impôts taxes et assimilés	102 622	102 622		
Groupe et associés	73	73		
Autres dettes	698 253	698 253		
Produits constatés d'avance	325 389	325 389		
TOTAL	16 269 642	14 494 747	1 302 794	472 101
Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 186 619			

Composition du capital social

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 12°)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres		
		Au début	Créés	Remboursés
Titres Ordinaires au 01.01	1.0000	4 559 776		
Titres Ord. créés 18/05/09	1.0000		219 000	
Titres Ord. créés 10/06/09	1.0000		62 000	
Titres Ord. créés 09/07/09	1.0000		441 050	
Titres Ord. créés 04/11/09	1.0000		500 036	
Titres Ord. créés 22/12/09	1.0000		269 271	

Frais d'établissement

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 19)

	Valeurs	Taux d'amortissement
Frais d'augmentation de capital	375 398	33.33
Total général	375 398	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Frais de recherche appliquée et de développement

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 19)

	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Dévelop- pement	Total
Dépenses de recherche et de développement sans contrepartie spécifique : - n'entrant pas dans le cadre de commande client			2506154	2506154
Total 1			2506154	2506154
Total général				2506154
Dont inscrit au compte 203 du bilan				2506154

Il s'agit du détail du poste Frais de recherche et de développement au bilan.

Les dépenses engagées ont été inscrites en immobilisations, car il s'agit de frais afférents à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de rentabilité commerciale.

La durée d'amortissement est fonction de la nature des frais engagés et de la durée de vie probable des projets.

Evaluation des immobilisations corporelles

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 4°)

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 2°)

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 4°)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis augmenté des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Créances immobilisées

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 4°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 1°)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Variation détaillée des stocks et des en-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
- Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
- Matières premières				
- Autres approvisionnements	8 809		8 809	
Total I	8 809		8 809	
Production				
- Produits intermédiaires				
- Produits finis				
- Produits résiduels				
- Autres				
Total II				
Production en cours				
- Produits				
- Travaux				
- Etudes				
- Prestations de services				
- Autres				
Total III				
Production stockée (ou déstockage de production) (II + III)				

Evaluation des créances et des dettes

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 5°)

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 2°)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Obligations convertibles ou échangeables

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 19°)

Catégories d'obligations	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
OBSAR - 2008	150	66 666	

Emission fin 2008 d'obligations à Bons de souscriptions d'actions remboursables pour un montant de 9.999.900 Euros.

Soit 150 obligations assorties de 68.400 bons de souscriptions d'actions remboursables à échéance du 27/06/2009 et 111.600 bons de souscriptions d'actions remboursables à échéance du 27/06/2013.

Le taux d'intérêt est révisable trimestriellement en fonction du taux EURIBOR 3mois+0,52%.

Sauf remboursement anticipé, l'émetteur remboursera les obligations en 6 annuités de 25 obligations (les 30 juin 2009,2010,2011,2012,2013,2014)

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	611 952
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	611 952

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Charges à payer

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 440
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	353 652
Dettes fiscales et sociales	892 123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	689 956
Total	1 940 171

Charges et produits constatés d'avance

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	82 861
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	82 861
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	325 389
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	325 389

Charges à répartir sur plusieurs exercices

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

	Valeurs	Taux d'amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts	275 668	33.33
Charges à étaler		
Total	275 668	

Subventions d'équipement

Une subvention d'équipement à hauteur de 200.000 € a été perçue au cours de l'exercice.

Aucune quote part n'a été virée au compte de résultat durant l'exercice écoulé.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires net

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24-21°)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	24 951
Ventes de biens	14 481 307
Vente de services	3 633 812
Total	18 140 070

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	5 148 201
EXPORT - UE	8 485 821
EXPORT - HORS UE	4 506 048
Total	18 140 070

Rémunération des dirigeants

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24-18°)

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de rémunérations versées aux dirigeants à raison de leur mandats de dirigeants. Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs au cours de cet exercice.

Effectif moyen

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24-22°)

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	55	
Agents de maîtrise et techniciens	8	
Employés		
Ouvriers		
Total	63	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

	Charges financières	Produits financiers
Total	453 755	709 571
Dont entreprises liées		7 186

Informations complémentaires concernant les entreprises liées:

Postes de bilan:

Participations: 7.269.853 Euros

Créances clients & comptes rattachés: 1.157.825 €

Autres Créances: 3.172.853 €

Dettes fournisseurs & comptes rattachées: 1.504.408 €

Postes de résultat:

Production vendue: 2.048.320 €

Autres produits d'exploitations: 63.050 €

Autres charges & charges externes: 314.711 €

Produits financiers de participations: 7.186 €

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24-20°)

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	3 519 185	210 469
Résultat exceptionnel (hors participation)	3 461 726	1 153 909
Résultat comptable (hors participation)	6 980 912	1 364 378

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 203 720 euros.

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes: 143.720 euros

- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11: 60.000 euros

ANNEXE

Exercice du 01/01/2009 au 31/12/2009

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
59 ans	moins d'un an	
54 à 58 ans	1 à 5 ans	
50 à 54 ans	6 à 10 ans	3 661
40 à 49 ans	11 à 20 ans	133 109
30 à 39 ans	21 à 30 ans	54 899
moins de 30 ans	plus de 30 ans	15 311
Engagement total		206 980

Hypothèses de calculs retenues

- Revalorisation annuelle des salaires: 2,00%
- Rendement des actifs à Long Terme: 2,00%
- Age de départ à la retraite: 65 Ans
- Taux de charges sociales retenu: 48,00%
- Turn over faible

	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées		206 981	
Complément de retraite pour personnel en activité			
Complément de retraite et indemnités personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité			

Droit individuel à la formation

Dans le cadre du droit individuel à la formation institué par la loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, au 31/12/2009, la valeur correspondante au volume d'heures de formation cumulées relatif aux droits acquis et non exercés est estimée à 205.327 euros.

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices
(Décret n°67-236 du 23 mars 1967)

	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 839 132	3 000 000	3 766 231	4 559 773	6 051 133
Nbre des actions ordinaires existantes	1 839 132	3 000 000	3 766 231		
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					1 622 754
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 077 894	4 471 761	8 321 893	13 499 667	18 140 068
Résultat avant impôts, participation des salariés					
et dotations aux amortissements et provisions	1 279 695	1 834 597	2 910 233	4 752 699	7 724 246
Impôts sur les bénéfices		139 157-	309 405	412 134	1 364 378
Participation des salariés au titre de l'exercice					425 625
Résultat après impôts, participation des salariés					
et dotations aux amortissements et provisions	1 279 695	189 429	1 415 290	2 525 374	5 190 909
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés					
mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.70	0.66	0.69		0.98
Résultat après impôts, participation des salariés					
et dotations aux amortissements et provisions	0.70	0.06	0.38		
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		24	22	64	120
Montant de la masse salariale de l'exercice	281 233	592 378	876 277	1 051 742	3 504 241
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice		317 954	426 412	559 745	1 798 894

20.1.6 Notes annexes aux comptes sociaux clos au 31 décembre 2008

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2008 dont le total est de 59 552 307,89 Euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 2 525 374,36 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 1999 approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999
- la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983
- les règlements comptables :
 - 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
 - 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
 - 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

Faits caractéristiques de l'exercice.

NON

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture.

NON

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions	20 ans
- Agencements & aménagements des constructions	10 ans
- Installations industrielles	10 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	5 ans
- Autres	5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

La base amortissable est diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable :

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable :

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du dernier prix d'achat connu".

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Primes de remboursement des obligations

Les primes de remboursement sont amorties au prorata des intérêts courus.

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- Amortissement dérogatoires : 4 955 533 €

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Engagements de retraite

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.

Aucun accord particulier n'a été signé.

Changements de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Option régime fiscal des groupes

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

Option exercée par la société qui s'est constitué tête de groupe pour le régime d'intégration fiscale visé à l'article 223 A du code général des impôts au 1 janvier 2008.

Liste des filiales membres du périmètre fiscal

- SA LOGON SERVICES, 8 avenue de la Saudrune 31120 PORTET SUR GARONNE,
siret : 328 812 243 00074
- SA KEYVELOP, 16 avenue des Chateaupieds 92565 RUEIL MALMAISON
siret : 479 722 464 00043
- SA LOGON SI France, 16 avenue des Chateaupieds 92565 RUEIL MALMAISON
siret : 423 530 708 00019

Répartition de la charge d'impôt

Chaque entité membre du périmètre d'intégration globale supporte une charge d'impôt identique à ce qu'elle devrait supporter en l'absence d'intégration fiscale.

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	Total I	2 501 004		176 319
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	1 070 840		2 079 650
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre		1 058 910		239 697
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 031		67 350
Installations générales, agencements et aménagements divers		53 685		174 591
Matériel de transport		51 473		7 617
Matériel de bureau et informatique, mobilier		348 598		16 391
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	1 519 697		505 646
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		8 651 303		14 710 167
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		107 839		
	Total IV	8 759 142		14 710 167
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		13 850 683		17 471 781

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	(I)			2 677 323	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)			3 150 490	
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre				1 298 608	
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménag. constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels				74 381	
Installations générales, agencements et aménagements divers				228 275	
Matériel de transport		4 890		54 200	
Matériel de bureau et informatique, mobilier				364 989	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III		4 890	2 020 453	
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			11 552	23 349 918	
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				107 839	
	Total IV		11 552	23 457 757	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			16 442	31 306 023	

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement Total I	668 473	66 139		734 612
Autres immobilisations incorporelles Total II		3 072		3 072
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre		55 506		55 506
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 565	5 517		12 082
Installations générales, agencements et aménagements divers	10 471	22 948		33 419
Matériel de transport	22 213	9 633	815	31 031
Matériel de bureau et informatique, mobilier	190 536	76 411		266 947
Emballages récupérables et divers				
Total III	229 785	170 016	815	398 985
TOTAL GENERAL (I + II + III)	898 258	239 226	815	1 136 669

Cadre B								VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables		DOTATIONS			REPRISES			Mouvements							
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	nets amort. à fin d'exercice							
Immo. incorporelles															
Frais d'établissem.	Total I														
Aut. immo. incorp.	Total II			1 399 529				1 399 529							
Immo. corporelles															
Terrains															
Constructions sur sol propre															
Constructions sur sol d'autrui															
Inst. gén., agenc. amén. const.															
Inst. techn., mat. outill. indus.															
Inst. gén., agenc., amén. divers															
Matériel de transport															
Mat. bureau, inform., mobilier															
Emballages récup. et divers															
Total III															
Frais acq. titres part. Total IV															
TOT. GEN. (I+II+III+IV)				1 399 529				1 399 529							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler			413 503		413 503
Primes de remboursement des obligations			124 882	124 882	

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	3 556 004	1 399 529		4 955 533
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I	3 556 004	1 399 529		4 955 533
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Total II				
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	4 153	55 706	4 153	55 706
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
Total III	4 153	55 706	4 153	55 706
TOTAL GENERAL (I + II + III)	3 560 157	1 455 235	4 153	5 011 239
- d'exploitation		55 706	4 153	
Dont dotations et reprises : - financières				
- exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-I-5 du CGI)				

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		107 839	107 839	
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux		78 810	78 810	
Autres créances clients		6 847 065	6 847 065	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		44 535	44 535	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices		65 211	65 211	
Taxe sur la valeur ajoutée		511 336	511 336	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)		2 586 415	2 586 415	
Débiteurs divers		2 614 042	2 614 042	
Charges constatées d'avance		16 116	16 116	
Total		12 871 368	12 871 368	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)		9 999 900	1 666 650	6 666 600	1 666 650
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine		2 637 364	876 712	1 707 644	53 008
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		4 510 199	4 510 199		
Personnel et comptes rattachés		126 693	126 693		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		114 355	114 355		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée		331 006	331 006		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)		1 977 384	1 977 384		
Autres dettes		2 480 968	2 480 968		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		251 864	251 864		
Total		22 429 732	12 335 830	8 374 244	1 719 658
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		9 999 900			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		474 879			
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés					

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	5 661 547	- 858 344
Autres créances	65 850	7 000
Valeurs mobilières de placement	382 879	
Disponibilités		
Total	6 110 275	- 851 344

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2008	31/12/2007
Créances clients et comptes rattachés		
418000 CLIENTS FACTURES A ETABL.	761 547	- 858 344
418002 IMC A FACTURER	4 900 000	
Total	5 661 547	- 858 344
Autres créances		
468700 PRODUITS A RECEVOIR	65 850	7 000
Total	65 850	7 000
Valeurs mobilières de placement		
508800 NATEXIS CASH EONIA	382 879	
Total	382 879	
TOTAL GENERAL	6 110 275	- 851 344

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	16	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 211 279	2 169 311
Dettes fiscales et sociales	126 693	74 473
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	276 337	323 230
Total	4 614 324	2 567 014

DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières divers		
455900 C/C LEUFER	16	
Total	16	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
408000 FOURN FNP	4 211 279	2 169 311
Total	4 211 279	2 169 311
Dettes fiscales et sociales		
428200 DETTES PROVIS.PR CONG.A.P	126 693	74 473
Total	126 693	74 473
Autres dettes		
468600 CHARGES A PAYER	276 337	323 230
Total	276 337	323 230
TOTAL GENERAL	4 614 324	2 567 014

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

DETAIL DES ECRITURES DES CHARGES A PAYER

COMPTE	INTITULE	DATE	Code journal	FO LIO	LIBELLE	31/12/2008
Emprunts et dettes financières divers						
455900	C/C LEUFER	01/01/2008	..	0	Solde initial	- 16
Total						- 16
Dettes fournisseurs et comptes rattachés						
408000	FOURN FNP	01/01/2008	..	0	Solde initial	-2 773 687
408000	FOURN FNP	31/12/2008	OD	1	FOURN FNP12/08	-1 437 592
Total						-4 211 279
Dettes fiscales et sociales						
428200	DETTES PROVIS.PR. CONG.A.P	01/01/2008	..	0	Solde initial	- 126 693
Total						- 126 693
Autres dettes						
468600	CHARGES A PAYER	01/01/2008	..	0	Solde initial	- 276 337
Total						- 276 337
TOTAL GENERAL						-4 614 324

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2008	31/12/2007
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total		

Charges constatées d'avance	31/12/2008	31/12/2007
Charges d'exploitation		
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total		

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

		31/12/2008	31/12/2007
487000	PDT CONSTATE AVANCE	251 864	422 276
TOTAL GENERAL		251 864	422 276

DETAIL DES ECRITURES DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

COMPTE	INTITULE	DATE	Code journal	FO LIO	LIBELLE	31/12/2008
Produits constatés d'avance						
487000	PDT CONSTATE AVANCE	01/01/2008	..	0	Solde initial	- 251 864
TOTAL GENERAL						- 251 864

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

		31/12/2008	31/12/2007
486000	CH CONSTATEES D'AVANCES	16 116	8 124
TOTAL GENERAL		16 116	8 124

DETAIL DES ECRITURES DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

COMPTE	INTITULE	DATE	Code journal	FO LIO	LIBELLE	31/12/2008
Charges constatées d'avance						
486000	CH CONSTATEES D'AVANCES	01/01/2008	..	0	Solde initial	16 116
TOTAL GENERAL						16 116

CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Nature des charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net	Durée d'amortissement restant à courir
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts	413 503	
Charges à étaler		
Total	413 503	

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

DETAIL DES CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

	31/12/2008	31/12/2007
481600 FRAIS EMISSION EMPRUNTS	413 503	
TOTAL GENERAL	413 503	

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

	31/12/2008	31/12/2007
Sur opérations de gestion		
671000 CHARGES EXCEPTIONNELLES	121 478	1 598
672000 CH EXCEP S/ EXO ANT		225
Total	121 478	1 823
Sur opérations en capital		
675000 VCEAC	15 627	
678800 CH EXCEPTIONNELLES		84 589
Total	15 627	84 589
Dotations aux amortissements et provisions		
687000 DOTATIONS AUX AMORT EXCEP	1 399 529	1 000 000
Total	1 399 529	1 000 000
TOTAL GENERAL	1 536 634	1 086 412

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2008	31/12/2007
Sur opérations de gestion		
771000 PDT EXCEP/OPERAT° DE GEST	28 252	743
Total	28 252	743
Sur opérations en capital		
775000 PDT CESSION IMMO	59 234	
Total	59 234	
TOTAL GENERAL	87 486	743

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exerci	En fin d'exercice
Actions	1,00000	1,00000	3 766 231	793 542		4 559 773

S.T.S GROUP

Exercice clos le : 31 Décembre 2008

OBLIGATIONS CONVERTIBLES

	Nombre	Valeur
Obligations convertibles émises par l'entreprise	150	66 666,00

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	55 134
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés :	
Total (1)	55 134

(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
-------------------	---------

Total (2)	
------------------	--

(2) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements réciproques	Montant
-------------------------	---------

Total	
--------------	--

20.2 Vérification des informations financières annuelles historiques

20.2.1 Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice consolidé clos le 31 décembre 2009

STS GROUP
Exercice clos
le 31 décembre 2009

Rapport des Commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société STS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I.- OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

PC 

STS GROUP
Exercice clos
le 31 décembre 2009

Rapport des Commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés

II.- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Périmètre de consolidation : les notes 1.2.2 et 1.2.3 de l'annexe exposent les règles appliquées pour la définition du périmètre de consolidation, avec notamment l'exclusion du périmètre des Joint-Ventures, sociétés créées dans divers pays avec des partenaires locaux, dont la société STS GROUP n'a pas le contrôle et n'assume pas la gestion, et qui ont vocation, dès l'origine, à être cédées à une échéance rapprochée. Nous nous sommes assurés des intentions de cession de ces entités
- Ecart d'acquisition : Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société pour l'évaluation de la valeur d'utilité des écarts d'acquisitions. Nos travaux d'appréciation ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des hypothèses retenues et de l'évaluation qui en résulte permettant de justifier les valeurs nettes comptables de ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2009.
- Activation des frais de R&D : la note 1.3 de l'annexe expose le changement de méthode lié à l'activation des frais de R&D des années antérieures. Nous nous sommes assurés de la réalité de ces frais, de l'exactitude de leur retraitement ainsi que des modalités de leur amortissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

PC /

STS GROUP
Exercice clos
le 31 décembre 2009

**Rapport des Commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés**

III.- VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Toulouse et Boulogne, le 9 Juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Paul CONTINENTE
*Membre de la Compagnie Régionale de
Toulouse*



FIGESTOR
*Membre de la Compagnie Régionale de
Versailles*



Jean François COLOMES

20.2.2 Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice consolidé clos le 31 décembre 2008

Paul CONTINENTE

Expert-Comptable d.p.l.e.
Commissaire aux comptes

STS GROUP
Société Anonyme
au capital de 4 559 773 euros

Siège social : 16, avenue des Chateaupieds
92565 RUEIL MALMAISON Cx

431928365 RCS Nanterre

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

Monsieur le Président,
Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société STS GROUP relatif à l'arrêté comptable au 31 Décembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Inscrit au tableau de l'ordre de la région de TOULOUSE
SIRET 409 802 329 00014 - NAF 741C
16, rue Pierre-de-Fermat 31 000 Toulouse - Tél. 05.61.52.88.97 - Télécopie 05.61.55.03.98 - e.mail : paul.continente@wanadoo.fr

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

3. Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à TOULOUSE,
Le 17 Février 2009

Le Commissaire aux comptes

Paul CONTINENTE



20.2.3 Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2009

STS GROUP
Exercice clos le 31 Décembre 2009

Rapport des Commissaires aux comptes sur les
comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société STS GROUP tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

PC /

II.- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants faisant l'objet d'informations dans l'annexe :

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de l'exercice » expose le traitement des créances résultant des factures de ventes de licences de la Suite logicielle STS à des Joint-Ventures, ou aux sociétés partenaires, coassociées de celles-ci. Il expose notamment que ces logiciels ont été ou ont vocation à être incorporés sous la forme d'apports en nature au capital de ces Joints-Ventures, les titres de participation résultant de ces apports venant s'imputer sur les créances clients correspondantes.
- Valorisation des titres de participation : Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société pour l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation. Nos travaux d'appréciation ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des hypothèses retenues et de l'évaluation qui en résulte permettant de justifier les valeurs nettes comptables des titres au 31 décembre 2009.
- Mali de fusion : nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société pour la qualification et la valorisation des malis de fusion résultant de la fusion des sociétés françaises du groupe au cours du 1^{er} semestre 2009. Nos travaux d'appréciation ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause les valeurs nettes comptables des malis de fusion au 31 décembre 2009.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

PC 

STS GROUP

Exercice clos le 31 Décembre 2009

Rapport des Commissaires aux comptes sur les
comptes annuels

III- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Toulouse et Boulogne, le 9 Juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Paul CONTINENTE

*Membre de la Compagnie Régionale de
Toulouse*



FIGESTOR

*Membre de la Compagnie Régionale de
Versailles*



Jean François COLOMES

20.2.4 Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2009

STS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2009

**Rapport spécial des Commissaires aux Comptes
sur les conventions réglementées.**

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISES AU COURS DE L'EXERCICE :

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Avec la société RISC GROUP

Description : Vente de la Suite logicielle STS

Personnes concernées : Messieurs Bernard Calvignac, Henri Cremades, Pierre Fort

Modalités : Facturation de la suite logicielle STS pour 1.500 milliers d'euros le 30 décembre 2009.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 15 décembre 2009.


2. Avec la société ERYNNIS

Description : Ventes de la Suite logicielle STS

Personnes concernées : la société ERYNNIS est détenue à hauteur de 45% par la société STS Benelux, elle-même détenue à 100% par la société STS GROUP.

Modalités : Deux ventes ont été réalisées, en date du 31 décembre 2009 de la suite logicielle STS pour 1.500 milliers d'euros chacune, pour le compte des sociétés en constitution (JV Emirats et JV Italie) détenues par ERYNNIS.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 21 Décembre 2009.

PC 

3. Avec Monsieur Bernard CALVIGNAC

Description : Achat d'un véhicule de tourisme par la Société.

Modalités : Véhicule d'occasion vendu sur la base de sa cotation « argus ».

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 5 janvier 2009.

4. Avec Monsieur James COHEN

Description : Achat d'un véhicule de tourisme par la Société.

Modalités : Véhicule d'occasion vendu sur la base de sa cotation « argus ».

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 9 février 2009.

5. Avec l'ensemble des Administrateurs

Description : Rachat des actions des administrateurs dans les sociétés Keyvelop, IMC, Logon SI et Logon Services en vue de la fusion simplifiée de l'ensemble des filiales Belges.

Modalités : les parts rachetées se présentent ainsi :

- Keyvelop : 6 actions pour 60€
- Logon Services : 6 actions pour 60€
- Logon SI : 6 actions pour 60€
- IMC : 3 actions pour 21€

Ces conventions ont été autorisées par le conseil d'administration du 26 mars 2009.

6. Avec l'ensemble des Administrateurs

Description : Rachat par STS GROUP des actions de la société Logon SI Belgique détenues par les administrateurs et par STS Belgium

Modalités : Le 30 juin 2009, STS GROUP a racheté les actions de la société Logon SI Belgique détenues par les administrateurs, directement et indirectement ainsi que les titres détenus par la société STS Belgium, en vue de la fusion des sociétés belges du Groupe. L'ensemble de ces cessions a été réalisé à un prix de 87 euros par action :

- Cession de 2034 actions par Monsieur Pierre LEJDER pour 176.958€
- Cession de 5.849 actions par Monsieur Enrique CREMADES pour 508.863€
- Cession de 4923 actions par COMPULEASE (Monsieur Bernard Calvignac) pour 428.301€
- Cession de 550 actions par Monsieur James Cohen pour 47.850€

PC //

STS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2009

**Rapport spécial des Commissaires aux Comptes
sur les conventions réglementées.**

- Cession de 409 actions par COMMUNICATION TRADING (Monsieur James Cohen) pour 35.583€
- Cession de 4705 actions par CADAMI (Monsieur Pierre Fort) pour 409.335€
- Cession de 12.314 actions par STS BELGIUM pour 1.071.318€

Ces conventions ont été autorisées par le conseil d'administration du 26 mars 2009.

7. Avec la Société LOGON SI Belgique

Description : Cession des parts des sociétés KEYVOLUTION et STS BELGIUM à la société LOGON SI Belgique dans le cadre de la fusion Simplifiée des sociétés belges.

Modalités : Le 30 septembre 2009, Les parts des sociétés KEYVOLUTION et STS BELGIUM, détenues par STS GROUP ont été cédées à la société LOGON SI Belgique, pour leur valeur nette comptable au prix de respectivement 299.984€ et 1€.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 20 septembre 2009.

8. Avec la société COMPLIANCE COMPANY SARL

Description : Convention d'assistance technique et services nécessaires au renforcement des capacités techniques de la société. Cette convention remplace celle signée en 2008.

Personne concernée : Monsieur Enrique CREMADES, administrateur

Modalités : rémunération de 9.000 euros HT par mois. Ces prestations ont été facturées à la filiale IMC ESPAGNE (STS ESPAGNE) puis refacturées à STS GROUP.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 15 janvier 2009.

9. Avec la société MDC SARL

Description : Convention d'assistance technique et services nécessaires au renforcement des capacités techniques de la société. Cette convention remplace celle signée en 2008.

Personne concernée : Monsieur Pierre Fort, administrateur

Modalités : rémunération de 9.000 euros HT par mois

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 15 janvier 2009.

PC 

STS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2009

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes
sur les conventions réglementées.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Avec la société FINARC

Description : Convention d'assistance et services nécessaires au renforcement de ses capacités commerciales, notamment les conseils en matière de stratégie et de politique commerciale.

Personne concernée : Monsieur James COHEN, Administrateur

Modalités : rémunération de 108.000 euros HT par an.

2. Avec la société SPRL A.P.M.J.

Description : Convention en matière de gestion journalière commerciale et de conseils en matière informatique.

Personne concernée : Monsieur Pierre LEIDJER, Administrateur

Modalités : rémunération de 54.000 euros HT par an contre 108.000 euros HT l'an passé, la différence ayant été facturée à la filiale STS Benelux.

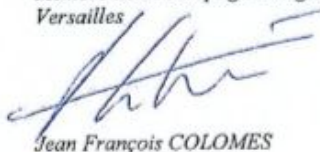
Fait à Toulouse et Boulogne, le 9 Juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Paul CONTINENTE
Membre de la Compagnie Régionale de
Toulouse



FIGESTOR
Membre de la Compagnie Régionale de
Versailles



Jean François COLOMES

20.2.5 Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2008

Paul CONTINENTE

Expert-Comptable d.p.l.e.
Commissaire aux comptes

SA S.T.S GROUP

Société anonyme au capital de 4 559 776 €

Siège Social :
16, avenue des Chateaupieds
92565 RUEIL MALMAISON CEDEX

RCS NANTERRE 431 928 365

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Monsieur le Président
Messieurs

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société SA S.T.S GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

pc

Inscrit au tableau de l'ordre de la région de TOULOUSE
SIRET 409 802 329 00014 - NAF 453FO
16, rue Pierre-de-Fermat 31 000 Toulouse - Tél. 05.61.52.88.97 - Télécopie 05.61.55.03.98 - e.mail : paul.continente@wanadoo.fr

I) OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

J'ai effectué mon audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II) JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables :

Comme l'exercice précédent, je me suis assuré dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, du caractère approprié du principe de continuité d'exploitation au regard notamment des perspectives d'activité, du niveau et de l'évolution de l'endettement.

L'annexe expose les règles et principes comptables relatifs notamment aux postes :

- Immobilisations
- Stocks
- Créances

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, j'ai vérifié le caractère approprié des principes comptables précisés ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et je me suis assuré de leur correcte application.

Estimations significatives :

Votre société a constitué des provisions pour couvrir des risques relatifs au risque de non recouvrement de créances douteuses.

J'ai procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de ces méthodes.

PC

Engagements hors bilan :

Le personnel salarié n'ayant que moins de cinq ans d'ancienneté il n'y a aucune provision constatée.

Les éléments probants obtenus et les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III) VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à TOULOUSE le 6 Avril 2009

Le commissaire aux comptes

Paul CONTINENTE



20.2.6 Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2008

SA S.T.S GROUP

Société anonyme au capital de 4 559 776 €

Siège Social :
16, avenue des Chateaupieds
92565 RUEIL MALMAISON CEDEX

RCS NANTERRE 431 928 365

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Monsieur le Président
Messieurs,**

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L.255-40 du code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1) Convention autorisée au cours de l'exercice

- **Convention conclue avec la société MADICHA SCI**

Personne concernée :

- Mr Fort Pierre

Nature et objet :

Votre Conseil d'administration du 25/07/2008 a autorisé l'acquisition par la Société de locaux à usage tertiaire sis à CAISSAGUES, où nous avons établi notre établissement secondaire.

Modalités :

Le prix d'acquisition était de 200 000 Euros pour les locaux comprenant huit bureaux.

2) Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs, l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice

Par ailleurs, en applications de l'article R.225-31 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- **Convention conclue avec la société COMPULEASE**

Personne concernée :

- Mr Bernard CALVIGNAC

Nature et objet :

L'assistance en matière de comptabilité et de gestion financière.

Modalités :

Le montant annuel est de 108 000 € HT.

- **Convention conclue avec la société FINARC**

12
2

Personne concernée :

- Mr James COHEN

Nature et objet :

L'assistance et les services nécessaires au renforcement de ses capacités commerciales, notamment les conseils en matière de stratégie et de politique commerciale.

Modalités :

Le montant annuel est de 108 000 € HT.

- **Convention conclues avec la société SPRL A.P.M.J**

Personne concernée :

- Mr Pierre LEIDJER

Nature et objet :

La convention concerne la gestion journalière en matière commerciale et des conseils en matière informatique.

Modalités :

Le montant annuel est de 108 000 € HT.

- **Convention conclues avec la société COMPLIANCE COMPANY**

Personne concernée :

- Mr Enrique CREMADES HERRERO

Nature et objet :

L'assistance technique de la société et notamment :

- les conseils et recommandations concernant la rationalisation de la gamme de produits et services fabriqués et distribués par la Société,
- le développement qualitatif et quantitatif des produits et services.

100

3

Modalités :

La convention a été rémunérée forfaitairement pour un montant annuel de 169 850.58 €.

- **Convention conclues avec la société MDC SARL**

Personne concernée :

- Mr Pierre FORT

Nature et objet :

L'assistance technique sur les questions liées :

- à l'étude et la mise au point de procédés, l'analyse et la recherche, la rationalisation de la gamme de produits et services de notre société.
- Et sur le développement qualitatif et quantitatif des produits et services de la société.

Modalités :

La convention a été rémunérée pour un montant annuel de 29 381.14 € et de 61 550 € de rémunération brute de Mr Pierre FORT.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

Fait à TOULOUSE
Le 6 avril 2008
Le Commissaire aux Comptes
Paul CONTINENT

20.3 Date des dernières informations financières

31 décembre 2009.

20.4 Politique de distribution de dividendes

20.4.1 Dividendes versés au cours des trois derniers exercices

Aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices

20.4.2 Politique de distribution de dividendes

La distribution de dividende à venir pour les prochains exercices sera fonctions notamment des résultats et des investissements de STS GROUP.

20.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage

La société depuis son origine n'a enregistré aucune procédure judiciaire contre elle et le contrôle fiscal portant sur les exercices 2006, 2007 et 2008 s'est soldé par un redressement fiscal mineur (moins de 100K€) passé en charge sur l'exercice 2009. L'ensemble des Crédits Impôt Recherche obtenus se sont trouvés de facto avalisés au cours de contrôle.

A la date du présent Document d'Information, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la Société et/ou de ses filiales à l'exception du point suivant :

- l'affaire NUMERICABLE et
- l'affaire prud'homale (cf. chapitre 4.3 du présent Document d'Information).

20.6 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Néant.

21 Informations complémentaires

21.1 Capital social

21.1.1 Montant du capital social

Au 29 septembre 2010, le capital de la Société s'élève 6 217 799 € divisé en 6 217 799 actions de 1 € de nominal chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

21.1.2 Titres non représentatifs du capital

Néant.

21.1.3 Acquisition par la Société de ses propres actions.

A ce jour, la Société ne détient aucune de ses propres actions. En revanche, l'assemblée générale réunie le 29 septembre 2010 a autorisé la Société à acquérir ses propres actions sur le marché une fois le transfert sur NYSE-Alternext effectif. Se reporter au chapitre 18.

21.1.4 Capital autorisé non émis

Les résolutions d'émission approuvées par l'assemblée générale mixte du 10 mars 2010 sont synthétisées ci-dessous :

	Durée de validité	Plafond (valeur nominale)
Emission avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	18 mois à compter du 10/03/2010	1.210.226 € (166.666 € ont déjà été émis le 27/05/2010)

Emission avec suppression du droit préférentiel de souscription de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital	18 mois à compter du 10/03/2010	18.150.000 €
Emission avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	18 mois à compter du 10/03/2010	1.210.226 €
Emission avec maintien du droit préférentiel d'obligations convertibles donnant accès in fine au capital	18 mois à compter du 10/03/2010	18.150.000 €

21.1.5 Capital potentiel

Obligations Convertibles. STS GROUP s'est donné les moyens de son développement tant organique que par croissance externe en levant plus de 10 millions d'euros sous la forme d'Obligations Convertibles en actions d'une durée de 6 ans et portant intérêt au taux de 8%. En cas de conversion totale, les obligations convertibles conduiraient à la création de 673.000 actions nouvelles à rapporter aux 6.217.799 actions constituant actuellement le capital de STS GROUP.

21.1.6 Valeurs mobilières complexes

Néant.

21.1.7 Options ou accords portant sur le capital de la Société

Nantissements au 30/06/2010 :

- 422 437 € sur la Banque Populaire Occitane
- 141 050 € sur la Banque Populaire Occitane
- 999 993 € sur le CA Loire
- 418 322 € sur le CA Toulouse

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'option d'achat ou de vente ou d'autres engagements au profit des actionnaires de la Société ou consentis par ces derniers portant sur des actions de la Société.

21.1.8 Evolution du capital social

21.1.8.1 Evolution générale du capital social depuis la création de la Société

Date	Nature des opérations	Capital	Prime d'émission	Nombre d'actions créées	Nombre d'actions composant le capital	Valeur nominale	Capital social
19 juin 2000	Création de la Société STS France en SARL	1 639 131,83 €		1 639 132	1 639 132	1 €	1 639 131,83 €
23 déc. 2000	Transformation en SA	1 639 131,83 €		1 639 132	1 639 132	1 €	1 639 131,83 €
23 avr. 2001	Augmentation de capital	1 639 131,83 €		200 000	1 839 132	1 €	1 839 131,83 €
23 juin 2006	Augmentation de capital	1 839 131,83 €	19,00 €	50 000	1 889 132	1 €	1 889 132 €
30 août 2006	Augmentation de capital	1 889 132 €		1 110 818	2 999 950	1 €	2 999 950 €
2 juil. 2007	Exercice de BSA	2 999 950 €		128 462	3 128 412	1 €	3 128 412 €
30 août 2007	Augmentation de capital	3 128 412 €	26,35 €	500 000	3 628 412	1 €	3 628 412 €
9 nov. 2007	Augmentation de capital	3 628 412 €		137 819	3 766 231	1 €	3 766 231 €
26 mai 2008	Augmentation de capital	3 766 231 €	19,00 €	75 000	3 841 231	1 €	3 841 231 €
20 nov. 2008	Augmentation de capital	3 841 231 €	4,00 €	718 542	4 559 776	1 €	4 559 776 €
10 juin 2009	Augmentation de capital	4 559 776 €	9,00 €	219 000	4 778 776	1 €	4 778 776 €
10 juin 2009	Exercice de BSA	4 778 776 €		62 000	4 840 776	1 €	4 840 776 €
9 juil. 2009	Exercice de BSA	4 840 776 €		115	4 840 891	1 €	4 840 891 €
9 juil. 2009	Augmentation de capital	4 840 891 €		440 935	5 281 826	1 €	5 281 826 €
3 nov. 2009	Augmentation de capital	5 281 862 €	9,00 €	500 036	5 781 862	1 €	5 781 862 €

22 déc. 2009	Augmentation de capital	5 781 862 €	9,00 €	269 271	6 051 133	1 €	6 051 133 €
27 mai 2010	Augmentation de capital	6 051 133	14,00 €	166 666	6 217 799	1 €	6 217 799 €

Dernières augmentations de capital significatives intervenues entre 2007 et mi-2010 :

Juin 2007 : création de 128 412 actions nouvelles à un prix de 18,90 € soit un montant de 2,43 M€ résultant de l'arrivée à échéance de BSA issus de l'attribution gratuite réalisée en juin 2006

Novembre 2007 : augmentation de capital de 500 000 actions nouvelles pour un montant de 13,7 M€ à un prix par action de 27,35 € (comportant 1 € de valeur nominale et 26,35 € de prime) auprès d'investisseurs français et étrangers. Cette opération se décompose entre 361 885 actions souscrites en numéraire auprès d'investisseurs qualifiés, 91 407 actions souscrites en numéraire par le management et 26 708 actions provenant de la conversion de comptes courants des actionnaires.

Décembre 2007 : conversion de comptes courants d'associés duquel a résulté la création de 137 819 actions nouvelles au prix de 27,35 € pour un montant global de 3,77 M€.

Durant l'exercice 2007, plusieurs prises de participations ont donc été effectuées pour un montant global de 7,7 M€. Le groupe a fait appel au marché avec succès à 2 reprises en 2007. L'ensemble de ces opérations ont abouti à une appréciation des capitaux propres de 19,9 M€.

2008 : Afin de poursuivre son développement, STS GROUP a mis en place une ligne de financement sous forme d'OBSAR (Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables) « bancaire » privée, sans Droit Préférentiel de Souscription. Cette émission pour un montant de 9,99 M€ a servi exclusivement à la réalisation d'opérations de croissance externe dans leur secteur d'activité.

Mai 2008 : Création de 75.000 actions nouvelles émises au prix de 20€, comportant 1 euro de valeur nominale et 19€ de prime.

Novembre 2008 : Création de 718.542 actions nouvelles émises au prix de 5€, comportant 1 euro de valeur nominale et 4€ de prime. A chaque action souscrite sont attachés 7 BSA et la parité d'échange sera alors de 10 BSA qui donnent droit d'acquérir et ou de souscrire jusqu'au 30 juin 2009 une action nouvelle de 1 euro de valeur nominale au prix de 5€

Décembre 2009 : création de 269 271 actions à 10€ par augmentation de capital.

21.1.8.2 Répartition du capital au 29 septembre 2010

Actionnariat	Nb actions	% actions	% DV
Fondateurs Managers	1 319 165	21,22%	27,52%
Fondateurs et administrateurs	2 096 411	33,72%	39,01%
Autres fonds d'investissement	584 617	9,40%	6,49%
Sous-total	2 681 028	43,12%	45,50%
Public	3 558 066	57,22%	54,50%
Total	6 217 799	100,00%	100,00%

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

21.2 Acte constitutif et statuts

Les statuts ont été mis à jour à la suite des délibérations du conseil d'administration du 24 juin 2010.

21.2.1 Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet tant sur le territoire Français qu'à l'étranger :

A titre principal l'archivage électronique ;

Egalement les activités de :

- Conservation, la sécurisation, la restitution, l'utilisation de moyens de cryptologie, la certification de tout écrit électronique,
- L'utilisation de systèmes électroniques de génération d'image sur microformes (COM) par adressage de points pour matérialiser des informations alphanumériques et graphiques ;
- La micrographie, le microfilmage, la duplication ;
- Les prestations de services informatiques ;
- La recherche, le développement et l'investissement ;
- La formation

La société a également les activités de capture, de transport et l'archivage d'objets numériques en ce compris les images TV internet.

La création, l'acquisition, l'échange, l'achat, la vente, l'exploitation de tous fonds de commerce se rapportant à l'activité ci-dessus visée ou à des activités similaires ou complémentaires, ainsi que toutes participations ou prises d'intérêts dans des activités de même nature par voie d'apports, de souscriptions de titres, d'acquisitions de fonds de commerce, de fusion, d'achat de titres ou autrement.

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de sociétés, d'apports, de commandites, de souscriptions ou d'achat de titres et de droits sociaux, de fusion, d'alliances ou par tout autre mode.

21.2.2 Exercice social (article 31 des statuts)

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

21.2.3 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction.

21.2.3.1 Le conseil d'administration (article 15 des statuts)

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des premiers administrateurs est de trois (3) années et la durées des fonctions des administrateurs nommés en cours de vie sociale est de six (6) années. Ces fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus de la moitié des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes

conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L225-24 du Code de Commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de société anonyme ayant leur siège sur le territoire français, sauf exception prévue par la loi.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

21.2.3.2 Organisation du Conseil d'administration (article 16 des statuts)

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par l'administrateur spécialement élu à cet effet par les membres du conseil présents à la réunion ; en cas de partage des voix, le plus âgé des postulants présidera la séance.

21.2.3.3 Délibérations du Conseil (article 17 des statuts)

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au

moins des membres du Conseil peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Dans l'hypothèse où la Direction de la Société est assumée par un Directeur Général, ce dernier peut demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé.

Dans les deux hypothèses visées ci-dessus, le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Deux membres du Comité d'entreprise, désignés parmi ses membres, assistent, avec voix consultative, à toutes les séances du conseil d'administration.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, un Directeur Général Délégué, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

21.2.3.4 Pouvoirs du Conseil d'Administration (article 18 des statuts)

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à la mise en œuvre. Dans les limites de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi

aux assemblées d'actionnaires, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

21.2.3.5 Direction Générale (article 19 des statuts)

1 – Principes d'organisation

Conformément aux dispositions légales, la Direction Générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration, selon les règles de majorité prévues ci-dessus à l'article 17, qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

L'option retenue par le Conseil d'Administration doit être prise pour une durée qui ne peut être inférieure à six ans. A l'expiration de ce délai, le Conseil d'Administration doit délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale.

Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

2 – Première Option : Direction Générale assumée par le Directeur Général

2.1 – Nomination - Révocation

Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Lorsque le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 75 ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration, sa révocation peut donner lieu à dommages et intérêts, si elle est décidée sans juste motif.

2.2. – Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général, sont inopposables aux tiers.

Le Directeur Général a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2.3. – Pouvoirs du Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

3. – Deuxième option : Direction Générale assumée par le Président du Conseil d'Administration

Lorsque le Conseil d'Administration choisit de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général, la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil

d'Administration qui exerce cumulativement les pouvoirs définis aux articles 18.2.2 et 18.2.3 des présents statuts.

Toutefois, dans cette hypothèse, la révocation sans juste motif du Président ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

4 – Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général ou du Président du Conseil d'Administration assurant la Direction Générale de la Société, le Conseil d'Administration peut nommer un ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre maximal de Directeurs Généraux Délégués est fixé à cinq.

En accord avec le Directeur Général ou le Président du Conseil d'Administration assurant la Direction Générale de la Société, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

Envers les tiers, les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général ou que le Président du Conseil d'Administration assurant la Direction Générale de la Société. Les Directeurs Généraux Délégués sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé Directeur Général Délégué s'il est âgé de plus de 75 ans. Si un Directeur Général Délégué vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil, sur proposition du Directeur Général ou du Président du Conseil d'Administration assurant la Direction Générale de la Société. Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Lorsque le Directeur Général est empêché d'exercer ses fonctions ou que son mandat cesse du fait, notamment, de son décès, de sa démission ou de sa révocation, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Lorsqu'un Directeur Général Délégué est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

5 – Délégation de pouvoirs

Le Conseil peut confier à des mandataires, administrateurs ou non, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer des pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

21.2.3.6 Rémunération des administrateurs, du Président, du Directeur Général, des Directeurs Généraux délégués et des mandataires du Conseil d'Administration (article 20 des statuts)

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le Conseil d'Administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

2 - La rémunération du Président et celle du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont fixées par le Conseil d'Administration.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

21.2.3.7 Conventions entre la Société et un administrateur ou un directeur général ou un directeur général délégué ou avec certain de ses actionnaires (article 21 des statuts)

1 - Conventions soumises à autorisation

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieurs à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Nouveau Code de Commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est directement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenants entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des

administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

2 - Conventions courantes

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure légale d'autorisation et d'approbation. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.

3 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

21.2.4 Dispositions statutaires ou autres relatives aux assemblées générales

21.2.4.1 Assemblées Générales (article 23 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

21.2.4.2 Convocation et lieu de réunion des assemblées générales (article 24 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

En outre, et cas d'urgence, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée un mois avant la date de l'assemblée par insertion d'un avis au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires et par lettre simple adressée à chaque actionnaire ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

21.2.4.3 Accès aux assemblées - pouvoirs (article 26 des statuts)

Tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux Assemblées en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire, sous la condition d'une inscription nominative dans les registres de la société.

Ces formalités doivent être accomplies impérativement cinq jours au moins avant la date de réunion de l'Assemblée Générale.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le Comité d'Entreprise et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniques et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou le cas échéant, les personnes mentionnées aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 432-6 du Code du travail, peuvent assister aux Assemblées Générales. Ils doivent à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

21.2.4.4 Droit de communication des actionnaires (article 27 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

21.2.4.5 Assemblée Générale Ordinaire (article 29 des statuts)

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

21.2.4.6 Assemblée Générale Extraordinaire (article 30 des statuts)

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

21.2.5 Droits et obligations attachés aux actions de la Société (article 12 des statuts)

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

21.2.6 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle, excepté l'article 11bis des statuts de STS GROUP sur la **Protection des actionnaires dans le cadre d'une action de concert** :

« Dans l'hypothèse où une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'Article L 233-10 du Code de Commerce (ci-après dénommée individuellement « l'Initiateur », étant précisé qu'en cas de pluralité de personnes agissant de concert avec l'Initiateur, ces dernières seront solidairement tenues des obligations qui pèsent sur l'Initiateur aux termes du présent article), acquerrait ou conviendrait d'acquérir, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés que l'Initiateur contrôlerait ou dont il viendrait à prendre le contrôle au sens de l'article L 233-3 I et II du Code de Commerce, un ou plusieurs blocs de titres lui conférant, compte tenu des titres ou des droits de vote qu'il détient déjà, la majorité du capital ou des droits de vote de la Société, l'Initiateur devra offrir à tous les autres actionnaires de la Société d'acquérir toutes les actions de cette dernière qu'ils détiennent au jour du franchissement du seuil mentionné.

L'offre d'acquisition des actions sera ferme et irrévocable et ne pourra être conditionnée à la présentation d'un nombre minimal de titres ou à une quelconque autre condition suspensive.

L'offre d'acquisition des actions devra faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale, qui devront comprendre notamment l'identité de l'Initiateur et le cas échéant des personnes agissant de concert avec lui, le pourcentage détenu en capital et en droits de vote dans la Société par l'Initiateur et, le cas échéant, les personnes agissant de concert avec lui, le prix par action proposée pour les actions visées, le nom et les coordonnées de l'établissement centralisateur des ordres, un calendrier des opérations indiquant la date de début de l'offre, la date de clôture de l'offre (qui ne pourront être espacées de moins de dix (10) jours de bourse) ainsi que la date de règlement de livraison.

Le prix auquel l'Initiateur se portera acquéreur sur le marché sera le prix auquel la cession du bloc a été ou doit être réalisées, et seulement à ce cours ou à ce prix, et en cas de pluralité de blocs, le prix le plus élevé.

Tous les détenteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital qui souhaiteraient bénéficier de l'offre devront, si les termes et conditions des valeurs mobilières qu'ils détiennent le permettent, et à compter du jour de publication de l'avis susmentionné, exercer, souscrire ou convertir l'intégralité des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qu'ils détiendraient alors de manière à devenir titulaires d'actions et être en mesure de participer à l'offre.

L'Initiateur devra déférer sans délai à toute demande d'information qui lui serait faite par la Société en rapport avec les stipulations du présent article. »

21.2.7 Franchissements de seuils statutaires

Néant.

21.2.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital

Il n'existe aucune stipulation particulière dans les statuts de la Société régissant les modifications de son capital.

21.2.9 Rappel des principales obligations liées à la cotation sur NYSE Alternext

Au titre des Règles d'Alternext, STS GROUP s'engage à :

1. Diffuser sur son site internet et sur le site d'Alternext, les informations suivantes :
 - dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice un rapport annuel comprenant ses états financiers, consolidés le cas échéant, dûment certifiés ainsi qu'un rapport de gestion,
 - dans les quatre mois après la fin du 2ème trimestre, un rapport semestriel,
 - la convocation aux assemblées générales et tout document transmis aux actionnaires et cela dans le même délai que pour ces derniers,
 - toute information susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres conformément aux dispositions de l'article 4.3 des Règles d'Alternext sans préjudice des obligations du Règlement Général de l'AMF et de tout autre texte de niveau supérieur concernant l'offre au public de titres financiers,
 - tout franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participation représentant 50 % ou 95 % du capital ou des droits de vote. Cette publication est faite dans un délai de 5 jours de bourse suivant celui où il en a connaissance,
 - les déclarations des dirigeants regardant leurs cessions de titres.
2. Sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel il procèdera.

Par ailleurs, STS GROUP s'engage à respecter ses obligations conformément au Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers et notamment :

- L'information permanente (articles 221-1 à 221-6 du Règlement Général),

- Les déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (articles 223- 22 A à 223-26).

22 Contrats importants

Aucun contrat ne peut être considéré comme important, eu égard au volume d'activité de la société.

23 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Toutes les sources relatives aux tableaux, graphiques, estimations et pourcentages figurant dans le présent Document d'Information, notamment à la Section 6 sont clairement mentionnées.

La Société confirme que les informations visées ont été reproduites fidèlement. Pour autant que la Société le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par ces tierces parties, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses.

24 Documents accessibles au public

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège de la Société.

Peuvent notamment être consultés :

- l'acte constitutif et les statuts de la Société,
- tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques,
- les informations financières historiques de la Société pour chacun des exercices précédant la
- publication du document de présentation.

La Société communique ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations. Toutes les communications sont présentées sur son site www.group-sts.com et à compter du transfert sur NYSE-Alternext sur le site www.euronext.com.

25 Informations sur les participations

Ci-dessous le tableau des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de STS GROUP et des sociétés qu'elle contrôle.

(chiffres en € sauf précisé)	% détention	Capital	Fonds Propres	Résultat 2009	CA HT 2009
STS Benelux (Belgique)	100%	2.414.892	3.776.000	992.515	2.432.000
IPSCA (Espagne)	88%	2.994.000	6.014.000	2.554.198	534.100
IMC Espagne (STS Espagne)	54%	76.200	500.000	345	207.000
Document Channel (France)	30%	1.000.000	1.922.689	- 1.759.964	466.176
RDVS Canada Inc (Canada)	49%	2.270.049 \$can	2.270.049 \$ can.	0	0
STS Asia (Chine)	100%	3.350.000 (libéré de 31.339€)	31.339€	0	0

Prises de participation ou prises de contrôle

Au cours de l'exercice 2009, STS GROUP a pris les participations suivantes :

- STS GROUP détient la totalité des actions composant le capital social de la Société STS-GROUP BENELUX, cette prise de contrôle s'est réalisée par voie d'acquisition.
- STS GROUP détenait en 2007, 315.001 actions sur les 700.000 actions composant le capital social de la société IMC SOLUTIONS. Ces actions avaient été acquises auprès de la filiale, la Société LOGON SI FRANCE. Au cours de l'exercice 2008, STS Group a acheté 126.000 actions aux actionnaires minoritaires d'IMC augmentant son pourcentage de détention de

51% à 70%. En mars 2009, STS GROUP a acquis la totalité des actions de la société IMC SOLUTIONS en vu de l'opération de fusion réalisée en juin 2009.

- STS GROUP a pris une participation dans la Société IPS CERTIFICATIUN AUTHORITY, Société de droit Espagnol. Actuellement STS GROUP détient 88% du capital de cette société.
- STS GROUP a pris une participation dans la société de droit canadien RDVS à hauteur de 49%.

Cessions de participation

Dans le cadre des opérations de fusion réalisées en Belgique à la fin de l'exercice, STS GROUP a cédé toutes ses participations dans les Sociétés STS BELGIUM et KEYVOLUTION à la société LOGON SI SA/NV laquelle est devenue STS-GROUP BENELUX

Sociétés contrôlées

STS GROUP contrôle au 31/12/2009 les sociétés suivantes :

- IMC Espana (54%)
- IPSCA (88%)
- STS-Group Benelux (ex Logon SI) (100%)
- STS ASIA (100%)

26 Glossaire

API (Application Program Interface)

Une API permet de définir la manière dont un composant informatique peut communiquer avec un autre. C'est donc une interface de code source fournie par un système informatique ou une bibliothèque logicielle, en vue de répondre à des requêtes pour des services qu'un programme informatique pourrait lui faire. La connaissance des API est indispensable à l'interopérabilité entre les composants logiciels.

Source: Wikipédia

Archivage électronique

L'archivage électronique permet, au-delà d'un enregistrement simple de l'information (i.e. stockage), de structurer, classer et pérenniser les données informatiques en vue de pouvoir les rechercher et les relire.

L'archivage électronique suppose un accès moins fréquent à ces informations, mais doit permettre à un utilisateur d'y accéder directement, même si cette opération nécessite une procédure plus longue que dans le cas de l'accès aux informations de production.

Source : Archimag

Archivage électronique à vocation probatoire

Au delà du simple archivage électronique, l'archivage à vocation probatoire est un ensemble de précautions supplémentaires permettant de s'assurer qu'en cas de contrôle administratif ou de litige devant un tribunal, les documents électroniques présentés puissent avoir un caractère probant et non répudiable. Donner aux documents numériques un caractère probant revient à mettre en oeuvre des systèmes techniques et organisationnels de manière à assurer la confidentialité et l'intégrité de l'information, la signature de l'auteur du document, son horodatage et son scellement.

Source : Archimag

ASP (Application service provider)

L'ASP se traduit couramment en français par FAH (Fournisseur d'application hébergée). C'est un loueur de logiciel installé sur Internet. Les ASP louent des licences de logiciels aux éditeurs et les sous-louent à leurs clients qui n'ont plus besoin, à terme, de s'occuper de leur système d'information.

Source : Archimag

Authentification

L'authentification a pour but de vérifier l'identité dont une entité se réclame. En général, l'authentification est précédée d'une identification qui permet à cette entité de se faire reconnaître du système par un élément dont on l'a doté.

En résumé, s'identifier c'est communiquer son identité, s'authentifier c'est apporter la preuve de son identité.

Autorité de certification (AC)

L'autorité de certification assure la validité des éléments d'authentification contenus dans le certificat électronique. Elle est chargée de délivrer les certificats numériques, de leur assigner une date de validité et de garantir l'identité du propriétaire. Elle doit également mettre à la disposition de l'organisme et de la personne, la possibilité de révoquer les certificats en cas de compromission ou de perte de la clé privée, ou en cas de modifications des données contenues dans le certificat. L'AC assume ainsi à l'égard de ses abonnés et des tiers, la responsabilité juridique relative aux certificats qu'elle émet, conformément à la directive européenne et à la loi française.

BPM (Business process management)

Gestion des processus métiers. Technologie logicielle ayant pour objectif l'organisation des processus de fonctionnement d'une entreprise et leur mise en œuvre. Le BPM implique la modélisation des procédures de travail et la prise en compte de tous les aspects liés au fonctionnement de l'entreprise (incluant les acteurs, les tâches et les documents). Le BPM vise une combinaison de bout en bout des processus organisationnels et transactionnels, manuels autant qu'automatisés, dans un environnement distribué.

Source : Archimag

BPO (Business Process Outsourcing)

Action de confier un pan complet de l'activité de l'entreprise à un prestataire extérieur. Ainsi, il est courant de confier à un spécialiste des centres d'appels le processus de support après-vente de ses produits.

Source : Journal du Net

Certificat électronique

Un certificat est un document sous forme électronique qui a pour but d'authentifier l'identité de la personne signataire : c'est « la carte d'identité » du monde électronique. Il est délivré par une autorité de certification.

Chiffrement

Transformation cryptographique de données produisant un cryptogramme.

Source : DCSSI (Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information)

Clé publique

Clé librement publiable et nécessaire à la mise en oeuvre d'un moyen ou d'une prestation de cryptologie pour des opérations de chiffrement ou de vérification de signature.

Source : DCSSI (Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information)

Clé privée

Une clé privée est associée à une clé publique pour former un bi-clé.

Source : DCSSI (Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information)

Coffre-fort électronique

Le coffre-fort électronique constitue un support d'archivage électronique, intégrant les mécanismes de la signature électronique. Les documents y sont archivés en général sur des disques magnétiques et sont accessibles en ligne, à condition d'avoir les droits d'accès.

Cryptographie

Discipline incluant les principes, les moyens et les méthodes de transformation des données, dans le but de cacher leur contenu, d'empêcher que leur contenu ne passe inaperçu et/ou d'empêcher leur utilisation non autorisée

Source : DCSSI (Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information)

Dématérialisation

La dématérialisation est entendue dans le sens d'un ensemble de processus de transformations d'un flux de documents papier, ainsi que des traitements qui lui sont associés en un flux et traitement numérique.

La dématérialisation comprend plusieurs étapes : numérisation suivie de reconnaissance automatique des caractères, indexation des documents électroniques ou numérisés dans une base de gestion électronique de documents (Ged), qui peut comprendre une brique d'archivage électronique et/ou records management, workflown et Business Process Management pour automatiser les flux avec validation des documents, la diffusion des documents électroniques...

Source: Archimag

ECM (Enterprise Content Management)

Ensemble des technologies utilisées pour capturer, gérer, stocker, préserver et délivrer les contenus et les documents relatifs à une organisation.

Source: AIIM international, 2005

Editique

Ensemble des outils, services et moyens informatiques appliqués à l'édition. Synonyme : PAO (Publication assistée par ordinateur).

Source : Abrégé d'archivistique, Association des archivistes français, Paris 2004.

Enregistrement

Action de donner un identifiant unique à un document au moment de son archivage.

Source : ISO 15489

Externalisation (ou Outsourcing)

L'externalisation désigne la délégation d'une fonction secondaire à un prestataire extérieur, fonction qui pourrait potentiellement être réalisée en interne. L'externalisation concerne les tâches liées au fonctionnement de l'organisation, intervenant beaucoup plus indirectement que les activités opérationnelles sur la production finale de l'entreprise. L'externalisation se distingue de la sous-traitance, qui concerne les opérations contractuelles par lesquelles un entrepreneur confie tout ou partie d'un travail destiné à ses propres clients.

Source : Archimag

Fiabilité

Un document fiable est un document dont le contenu peut être considéré comme la représentation complète et exacte des opérations, des activités et des faits qu'il accepte, et sur lesquels on peut s'appuyer lors d'opérations, d'activités ou de faits ultérieurs.

Source : ISO 15489

Ged (Gestion électronique de documents)

Ensemble d'outils et de techniques répondant aux besoins suivants : acquisition, indexation, classement, recherche, restitution/consultation, modification, diffusion et stockage de documents à partir d'applications informatiques dans le cadre normal des activités de l'entreprise.

Source: Archimag

Gestion de contenu

Gestion du cycle de publications par un groupe d'individus : définition des rôles et des droits, gestion du cycle de vie des contenus, catégorisation et indexation des contenus, gestion de la présentation, contrôle et validation, personnalisation, navigation et recherche.

Source: Archimag

ICR (Intelligent character recognition)

Reconnaissance intelligente de caractères utilisant des techniques mixtes alliant les techniques traditionnelles de traitement de la page, du mot et du caractère aux techniques d'intelligence artificielle. Parmi les méthodes mises en oeuvre, citons les méthodes de reconnaissance par masques, les méthodes de reconnaissance structurelles, les méthodes de reconnaissance basées sur les réseaux de neurones,...

Source: Dictionnaire de l'information, Armand Colin, 2004

Lad (Lecture automatique de documents)

Variante de l'OCR qui se limite au traitement des formulaires dont le cadre géométrique bien défini permet de restituer une information structurée au lieu d'un texte brut comme c'est le cas pour l'opération standard. La Lad permet de réaliser une saisie automatique qui peut, par exemple, servir pour l'indexation des documents.

IDR (Intelligent Document Recognition)

Reconnaissance intelligente de documents

KM (knowledge management)

Gestion des connaissances. Création et mise à disposition d'un environnement qui encourage la création, le partage, l'enrichissement, la transmission, la capitalisation et l'utilisation des connaissances pour le bénéfice des clients de l'organisation et de ses collaborateurs.

Source: Archimag

Horodatage

Opération qui consiste à dater un document électronique de façon fiable.

ILM (Information lifecycle management)

L'ILM est la gestion du cycle de vie de l'information. Elle impose de permettre l'accès à l'information aux utilisateurs qui en ont besoin et de déterminer comment elle est stockée, sur la base de la priorité qui lui a été attribuée par l'entreprise à un instant donné. A chaque étape du cycle, l'infrastructure de gestion doit déterminer quel est le meilleur logiciel et matériel qui convient au stockage de l'information à un moment précis et comment les facteurs qui permettent de prendre la décision peuvent changer tout au long du cycle.

Source : Archimag

Indexation

Action de définir des points d'accès pour faciliter le repérage des documents et/ou des informations.

Intégrité

Caractéristique d'un document électronique qui n'a subi aucune destruction, altération ou modification.

Source : NF Z42-013

Logiciel libre

Un logiciel libre est un logiciel qui est fourni avec l'autorisation pour quiconque de l'utiliser, de le copier et de le distribuer, soit sous une forme conforme à l'original, soit avec des modifications ou encore gratuitement ou contre un certain montant. Ceci signifie en particulier que son code source doit être disponible.

Source: Archimag

Métadonnées

Données décrivant le contexte, le contenu et la structure des documents ainsi que leur gestion dans le temps.

Migration

Action de transférer des documents d'un système à un autre en préservant leur authenticité, leur intégrité, leur fiabilité et leur exploitabilité.

Non répudiation

La non-répudiation de l'information est la garantie qu'aucun des correspondants ne pourra nier la transaction.

Numérisation

Opération qui consiste à transformer une image papier ou tout autre type de support traditionnel de documents, en image électronique. Le document numérisé devient alors document électronique.

Source : Archimag

OCR (Optical character recognition ou Reconnaissance optique de caractères)

Ensemble des techniques optiques et informatiques qui permettent de reconnaître des caractères typographiques ou manuscrits présents sur un support quelconque : papier, microforme,... Ces traitements consistent à effectuer la reconnaissance des caractères à partir de leur image numérisée, de manière à fournir, en sortie, les codes informatiques des caractères reconnus nécessaires au traitement futur.

Outsourcing

Au sens premier, il s'agit pour une entreprise de confier à des consultants ou des prestataires de services, une partie de ses activités. Dans le cadre de l'e-business, il s'agit de l'analyse d'un système d'information, son développement, voire sa maintenance. L'entreprise peut aller jusqu'à confier la gestion complète de ses ressources informatiques à des tiers : on parlera alors d'infogérance ou de facilities management. Mais les termes sont très proches et parfois utilisés indifféremment. En France, la Commission ministérielle de terminologie informatique propose de réserver l'utilisation du terme externalisation à l'infogérance qui n'est pas seulement basée sur l'exploitation des systèmes, mais aussi sur leur développement évolutif.

Source : Journal du Net

Pérennité

Capacité à garantir l'intégrité des données archivées sur une longue durée.

Source : FNTC

Prestataire

Société avec laquelle une entité passe un accord par lequel elle se décharge, contre rétribution, d'une ou plusieurs activités (partiellement ou intégralement).

Rad (Reconnaissance Automatique de Documents)

Reconnaissance automatique de documents. Technologie qui permet d'identifier automatiquement le type de document ou de formulaire (de structure fixe ou variable) à partir de son image numérisée. Le couplage d'un module de Rad et d'un module de Lad assure une indexation automatique différentielle des documents selon leur type.

Source: Archimag

Raid (Redundant array of inexpensive Disk)

Ensemble redondant de disques durs. Ce système permet d'utiliser, pour les grands systèmes, des disques durs de 3,5 ou 5,25 pouces bien moins coûteux que les disques de 6,5 ou 9 pouces. Selon le type retenu, un système Raid augmente la capacité, les performances, le débit ou la tolérance de panne des disques durs.

Source : Archimag

Records management

Ne concerne que la gestion des archives courantes et intermédiaires. Champ de l'organisation et de la gestion en charge d'un contrôle efficace et systématique de la création, de la réception, de la conservation, de l'utilisation et du sort final des documents, y compris des méthodes de fixation et de préservation de la preuve et de l'information liées à la forme des documents.

Restitution

Représentation tangible d'un document électronique dont peut disposer un utilisateur.

SaaS (Software as a Service)

Tout comme l'ASP (Application Service Provider) ou les applications à la demande, le SaaS s'inscrit dans la famille des logiciels managés ou hébergés. A la différence de l'ASP, les applications basées sur le modèle SaaS sont construites d'emblée en mode Web et optimisées pour être délivrées par Internet.

Le modèle SaaS permet de se décharger de la maintenance, de l'exploitation et de l'hébergement des applications. Le paiement à la consommation est un moyen d'optimiser les coûts.

Source : Journal du Net

SAE (Système d'Archivage électronique)

Pour mettre en place un système d'archivage électronique (SAE), il faut :

- Une politique d'archivage, qui résume toutes les responsabilités de l'entreprise en matière d'archivage vis-à-vis de l'extérieur ainsi que les fonctions de tous les acteurs impliqués dans un

système d'Archivage électronique (archivistes, direction des systèmes d'information, chefs de projet, qualitatifs, juristes, utilisateurs...).

- De l'organisation : par exemple au travers du référentiel basé sur Moreq, l'entreprise va organiser les fonctionnalités du SAE. Pour réussir un projet d'archivage électronique, il faut prendre en charge le document électronique (qu'il soit produit ou reçu) dès sa validation.

- De la technique : Comment techniquement je mets en place mon SAE ? avec quels formats ? quels supports ?... La norme NF Z 42-013 qui définit le niveau d'exigences en matière technique, peut être dans ce cadre une des références à prendre en compte.

Source : « L'archivage électronique à l'usage du dirigeant » , Cigref et Fedisa

Scanner

Périphérique d'acquisition permettant de numériser des documents, c'est-à-dire de transformer un document papier en image numérique.

On distingue généralement trois catégories de scanners :

- Les scanners à plats permettant de numériser un document en le plaçant à plat contre une vitre. Il s'agit du type de scanner le plus courant.

- Les scanners à main possédant une taille réduite. Ces scanners doivent être déplacés manuellement (ou semi manuellement) sur le document, par bandes successives, afin de le numériser en entier.

- Les scanners par défilement faisant défiler le document devant une fente lumineuse fixe afin de le numériser, à la manière des télécopieurs (fax). Ce type de scanner est de plus en plus intégré dans des appareils tels que des imprimantes multifonctions.

Source : www.commentcamarche.net

Scellement numérique

Fonction mathématique permettant d'obtenir l'empreinte sceau (ou sceau) à partir d'un message de façon à en garantir l'intégrité.

Source : NF Z42-013

Serveur de preuve

Le serveur de preuves permet d'associer aux documents numériques, issus de la phase de numérisation des originaux papiers, une marque logicielle à valeur probante : le jeton de preuve signé. Couplé aux dispositifs de numérisation dans les centres de traitements industriels, le Serveur de Preuves produit pour chaque document scanné un jeton de preuve signé électroniquement contenant l'identité du producteur, l'empreinte d'intégrité du document numérique ainsi que l'horodatage. Ce jeton de preuve est ensuite associé au document électronique pour toutes les étapes ultérieures de son cycle de vie comme par exemple l'intégration dans une Gestion Electronique de Documents (Ged) ou un workflow. Les jetons de preuves sont également conservés dans le serveur de preuves tout comme l'ensemble des traces inaltérables et inviolables relatives aux opérations traitées.

Signature électronique

La signature électronique permet, à l'aide d'un procédé cryptographique, de garantir l'intégrité du document signé et l'identité du signataire.

Source : DCSSI (Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information)

SOA (Service Oriented Architecture)

Une architecture orientée services (notée SOA) est une architecture logicielle s'appuyant sur un ensemble de services simples. L'objectif d'une architecture orientée services est donc de décomposer une fonctionnalité en un ensemble de fonctions basiques, appelées services, fournies par des composants et de décrire finement le schéma d'interaction entre ces services. L'idée sous-jacente est de cesser de construire la vie de l'entreprise autour d'applications pour faire en sorte de construire une architecture logicielle globale décomposées en services correspondant aux processus métiers de l'entreprise. Lorsque l'architecture SOA s'appuie sur des web services, on parle alors de WSOA, pour Web Services Oriented Architecture).

Source : Commentcamarche.net

Support Worm

Support optique pour lequel l'écriture des bits codant les données se fait par transformation irréversible d'un ou de plusieurs constituants de ce support.

Tiers archiveur

Entité chargée par les utilisateurs (entreprises ou personnes physiques) ou leurs mandataires, de gérer la conservation physique des données électroniques avec tout ce que cela implique (sécurité des accès, migrations...). Il peut également réaliser et conserver des empreintes de ces données pour garantir leur intégrité et leur authenticité (tiers horodatage).

Source : Archimag

Tiers de confiance

D'une manière générale, tiers indépendant et impartial qui contribue à la sécurité finale et au caractère digne de confiance des transferts d'information informatisés. Il participe en toute indépendance à la chaîne de confiance des échanges électroniques.

Traçabilité

Fait de créer, d'enregistrer et de préserver les données relatives au mouvement et à l'utilisation des documents

Source : ISO 15489

Vidéocodage

Opération qui consiste à corriger manuellement les erreurs de lecture sur des documents numérisés.

Virtualisation

En informatique, ensemble des techniques matérielles et/ou logicielles qui permettent de faire fonctionner sur une seule machine plusieurs systèmes d'exploitation et/ou plusieurs applications, séparément les uns des autres, comme s'ils fonctionnaient sur des machines physiques distinctes. Les outils de virtualisation servent à faire fonctionner ce qu'on appelle communément des serveurs privés virtuels (« Virtual Private Servers » ou VPS) ou encore environnements virtuels (« Virtual Environments » ou VE).

Web Services (ou services web)

Un Service Web est un programme informatique permettant la communication et l'échange de données entre applications et systèmes hétérogènes dans des environnements distribués. Il s'agit donc d'un ensemble de fonctionnalités exposées sur Internet ou sur un Intranet, par et pour des applications ou machines, sans intervention humaine et en temps réel.

Source : Wikipédia

Workflow

Description modélisée et gestion informatique d'un processus de travail. Le workflow décrit minutieusement le circuit opérationnel, le découpage et l'ordre des tâches à accomplir, les modes et le circuit de validation, et met à la disposition des acteurs les informations nécessaires pour remplir leur rôle dans le processus collaboratif. Un workflow s'appuie donc sur des procédures et sur des logiciels chargés de les gérer, d'allouer les informations nécessaires et de contrôler le déroulement de l'ensemble.